



RAPPORT ANNUEL 2018 DU DELEGATAIRE

Pays de Montbéliard Agglomération

Eau

REPERES DE LECTURE

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

| Repère visuel | Objectif |
|---|---|
|  | Identifier rapidement nos engagements clés |
|  | Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants |
|  | Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale |

| Gestion du document | Auteur | Date |
|----------------------------|---------------|-------------|
| Version 1 | Pierre Minot | 29/05/2019 |
| Version 2 corrigée | Pierre Minot | 11/06/2019 |

L'édito



Veolia – Rapport annuel du délégataire 2018

Monsieur le Président,

J'ai le plaisir de vous adresser le Rapport Annuel du Délégué qui vous permet d'accéder aux informations relatives à la gestion de votre service de l'eau et de l'assainissement de l'année 2018. A travers ses différentes composantes, techniques, économiques et environnementales, vous pourrez ainsi analyser la performance de votre service.

Tout au long de l'année, c'est l'engagement et l'expertise des femmes et des hommes de Veolia Eau France qui garantissent, à vos côtés, la qualité des services essentiels que sont l'eau et l'assainissement pour vos concitoyens. C'est pour honorer ce travail conjoint que nous avons mis à l'honneur nos collaborateurs dans une campagne, "Potable!", diffusée en 2018 auprès du grand public. C'est également pour concrétiser notre volonté de placer les consommateurs du territoire au cœur de notre action, dans le cadre d'une relation attentionnée et personnalisée, que nous avons conçu les 5 promesses aux consommateurs qui doivent guider notre quotidien. Le service de l'eau que nous rendons ensemble a une grande valeur, qui mérite d'être soulignée.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez, au quotidien, à nos équipes. Notre Directeur de Territoire est garant du service délivré et des engagements de qualité de Veolia. Il est, avec nos collaborateurs présents sur le terrain, à votre disposition.

Par ailleurs, à l'heure où les conséquences du changement climatique se font de plus en plus sensibles, il faut souligner combien les moyens consacrés à l'entretien et à la modernisation des infrastructures de votre service permettent de renforcer la résilience du cycle de l'eau de votre territoire. C'est pour appréhender au mieux cet enjeu que Veolia a participé activement à la première séquence des Assises de l'Eau qui s'est achevée le 29 août 2018. Une série de mesures a été annoncée par les pouvoirs publics pour diminuer par deux la durée du cycle de renouvellement des infrastructures des services d'eau et d'assainissement.

Si vous le souhaitez, nos équipes seront à vos côtés pour mettre en oeuvre, selon les caractéristiques du patrimoine de votre service, les projets qui pourraient en découler, dans un esprit de co-construction et d'innovation propre à notre nouvelle approche de « contrat de service public ».

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Frédéric Van Heems

Directeur Général Veolia Eau France

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| 1. L'ESSENTIEL DE L'ANNEE | 7 |
| 1.1. Un dispositif à votre service | 8 |
| 1.2. Présentation du contrat | 11 |
| 1.3. Les chiffres clés | 13 |
| 1.4. L'essentiel de l'année 2018..... | 14 |
| 1.5. Les indicateurs réglementaires 2018 | 26 |
| 1.6. Autres chiffres clés de l'année 2018 | 27 |
| 1.7. Le prix du service public de l'eau | 29 |
| 2. LES CONSOMMATEURS DE VOTRE SERVICE ET LEUR CONSOMMATION | 31 |
| 2.1. Les consommateurs abonnés du service | 33 |
| 2.2. La satisfaction des consommateurs | 34 |
| 2.3. Données économiques..... | 36 |
| 3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE..... | 39 |
| 3.1. L'inventaire des installations..... | 40 |
| 3.2. L'inventaire des réseaux | 49 |
| 3.3. Les indicateurs de suivi du patrimoine | 51 |
| 3.4. Gestion du patrimoine | 53 |
| 4. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE | 59 |
| 4.1. La qualité de l'eau | 60 |
| 4.2. La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau | 63 |
| 4.3. La maintenance du patrimoine | 69 |
| 4.4. L'efficacité environnementale | 71 |
| 5. LE RAPPORT FINANCIER DU SERVICE | 73 |
| 5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE) | 74 |
| 5.2. Situation des biens | 79 |
| 5.3. Les investissements et le renouvellement..... | 80 |
| 5.4. Les engagements à incidence financière | 86 |
| 6. ANNEXES | 89 |
| 6.1. La facture 120 m ³ | 90 |
| 6.2. Les données consommateurs par commune | 105 |
| 6.3. Le synoptique du réseau | 109 |
| 6.4. La qualité de l'eau | 111 |
| 6.5. Le bilan énergétique du patrimoine..... | 121 |
| 6.6. Annexes financières | 126 |
| 6.7. Reconnaissance et certification de service | 137 |
| 6.8. Actualité réglementaire 2018 | 140 |
| 6.9. Glossaire | 147 |
| 6.10. Autres annexes..... | 153 |

1. L'essentiel de l'année



1.1. Un dispositif à votre service

VOTRE LIEU D'ACCUEIL

VOUJEAUCOURT

Zone d'Activité "La Charmotte"
Route d'Audincourt
Rue de la Charmotte
25420 VOUJEAUCOURT



Tous les jours
de 8h à 11h30 et de 13h à 16h30
sauf le mercredi après-midi

TOUTES VOS DEMARCHES SANS VOUS DEPLACER

À VOTRE ÉCOUTE

-  www.service.eau.veolia.fr
Pour toutes vos démarches en ligne
-  **Service pour les sourds ou les malentendants**
Accessible depuis notre site internet
-  **0 969 323 458***
Lundi à vend. : 8h à 19h
Samedi : 9h à 12h
Urgences techniques : 7j/7
24h/24
-  **Nos Apps**
Disponible sur iOS
et Android
-  **Veolia Eau**
TSA 50119
37911 TOURS
CEDEX 9

 **VEOLIA**

*Numéro non surtaxé



TERRITOIRE FRANCHE-COMTÉ





55
contrats de service public



126
agents à votre service



4
points d'accueil consommateurs



22
usines de dépollution des eaux usées



230 000
habitants desservis en eau potable



90 000
compteurs télélevés



100 %
de nos activités certifiées ISO 9 001 ISO 14 001 et ISO 50 001



170
sites de production et stockage d'eau potable



2 500 km
de réseau de distribution d'eau potable



2 060 km
de réseau de collecte des eaux usées



Mikaël PANNARD
Responsable Doubs
Mob. : 06 84 64 35 30
mickael.pannard@veolia.com



Albéric CHOPARD
Responsable Nord Franche-Comté
Mob. : 06 24 56 16 40
alberic.chopard@veolia.com



Patrick THEVENIN
Responsable Assainissement
Mob. : 06 15 51 43 30
patrick.thevenin@veolia.com



Nathalie RIFF
Responsable Usines de Montbéliard
Mob. : 06 14 96 16 78
nathalie.riff@veolia.com



Cyril TERRAT
Responsable Eau
Mob. : 06 87 80 01 50
cyril.terrat@veolia.com



François-Charles VILLAIN
Directeur du Développement
Mob. : 06 33 52 80 58
francois-charles.villain@veolia.com



Thomas GEHANT
Directeur des Opérations
Mob. : 06 21 03 66 34
thomas.gehant@veolia.com



Eliane THEVENOT
Responsable Consommateurs
Mob. : 06 35 43 00 66
eliane.thevenot@veolia.com



Pierre MINOT
Directeur du Territoire
Tél. : 03 81 37 77 77
Mob. : 06 12 29 43 10
pierre.minot@veolia.com



TERRITOIRE RÉGION EST



360
contrats de
service public



1 000
agents
à votre service



31
points d'accueil
consommateurs



250
usines de dépollution
des eaux usées



1 250 000
habitants desservis
en eau potable

1 165 000
habitants raccordés
en assainissement



466 000
compteurs
télérelevés



100 %
de nos activités
certifiées ISO 9 001
ISO 14 001 et ISO 50 001



785
sites de production
et stockage
d'eau potable



13 800 km
de réseau de distribution
d'eau potable
7 910 km
de réseau de collecte
des eaux usées



Edouard BONNEFOUS
Directeur ISGT
Mob. : 06 84 64 35 30
edouard.bonnefous@veolia.com



Séverine CHALUMEAU
Directrice Ressources Humaines
Mob. : 06 12 78 09 15
severine.chalumeau@veolia.com



Philippe DENIS
Directeur Communication
Mob. : 06 23 20 22 81
philippe.denis2@veolia.com



Claire PFEIFFER
Directrice Juridique
Mob. : 06 23 24 24 62
claire.pfeiffer@veolia.com



Romuald KARDACZ
Directeur Finances
Mob. : 06 14 80 08 63
romuald.kardacz@veolia.com



Bertrand ROZUMEK
Directeur du Développement
Mob. : 06 16 74 78 19
bertrand.rozumeck@veolia.com



Sébastien DESANLIS
Directeur des Opérations
Mob. : 06 22 68 12 71
sebastien.desanlis@veolia.com



François GIMENEZ
Directeur Consommateurs
Mob. : 06 11 27 31 81
francois.gimenez@veolia.com



Eric LAHAYE
Directeur Régional
Tél. : 03 87 18 34 70
Mob. : 06 12 06 36 46
eric.lahaye@veolia.com

1.2. Présentation du contrat

Données clés

| | |
|--|--|
| 💧 Délégataire | VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux |
| 💧 Périmètre du service | ALLENJOIE, ARBOUANS, AUDINCOURT, BADEVEL, BART, BAVANS, BETHONCOURT, BROGNARD, COURCELLES LES MONTBELIARD, DAMBENOIS, DAMPIERRE LES BOIS, DASLE, ETUPES, EXINCOURT, FESCHES LE CHATEL, GRAND CHARMONT, HERIMONCOURT, MANDEURE, MATHAY, MONTBELIARD, NOMMAY, SAINTE SUZANNE, SELONCOURT, SOCHAUX, TAILLECOURT, VALENTIGNEY, VANDONCOURT, VIEUX CHARMONT, VOUJEAUCOURT |
| 💧 Numéro du contrat | B3110 |
| 💧 Nature du contrat | Affermage |
| 💧 Date de début du contrat | 01/01/1993 |
| 💧 Date de fin du contrat | 31/12/2022 |
| 💧 Les engagements vis-à-vis des tiers | |

En tant que délégataire du service, VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux assume des engagements d'échanges d'eau avec les collectivités voisines ou les tiers (voir tableau ci-dessous).

| Type d'engagement | Tiers engagé | Objet |
|-------------------|--|-----------------------------------|
| achat | ECOT | Achat d'eau à la Commune d'Ecot |
| vente | BEAUCOURT | Vente à Beaucourt |
| vente | Belfortaine Com. Agglomération | Fourniture d'eau à C.A.B |
| vente | Belfortaine Com. Agglomération | Vente à CAB pour Bourogne,... |
| vente | Belfortaine Com. Agglomération | Vente à CAB pour Mézéré |
| vente | BONDEVAL | Fourniture d'eau à Bondeval |
| vente | DUNG | Fourniture d'eau à Dung |
| vente | SIDES | Fourniture d'eau à la CCST |
| vente | SIVOM DE BERCHE DAMPIERRE-SUR-LE-DOUBS | Fourniture SIVOM Berche Dampierre |

💧 Liste des avenants

| Avenant N° | Date d'effet | Commentaire |
|------------|--------------|--|
| 7 | 02/01/2015 | Avenant de mise en place du fonds patrimonial, de prise en compte du renouvellement dans un fonds fonctionnel, et d'intégration et suppression de différents ouvrages dans le périmètre d'exploitation |
| 6 | 22/04/2006 | Avt n°6 CG - Révision quinquennale |
| 13 | 22/04/2006 | Avt n°13 CCE - Révision quinquennale |
| 12 | 14/09/2005 | Substitution d'indices et Sortie de la redevance prélèvement du tarif CGE |
| 12 | 28/04/2004 | Avt 11 CCE - Individualisation et rrvt bchts en plomb |
| 11 | 26/04/2003 | Avenant n°10 CCE - Redevance incendie |
| 10 | 21/02/2003 | Avenant n° 5 CG - Intégration Commune de Mathay |
| 9 | 24/05/2002 | Avenant n°9 CCE - Indice EMT |
| 8 | 26/10/2001 | Avenant n°8 - CCE - Intégration de la Commune de Badevel |
| 7 | 11/04/2000 | Avenant n°7 CCE |
| 6 | 05/03/1999 | Avenant n°6 CCE |
| 3 | 04/11/1998 | Avenant n°3 CG de transfert |
| 5 | 26/01/1997 | Avenant n°5 CCE |
| 4 | 17/09/1996 | Avenant n°4 CCE |
| 3 | 19/04/1996 | Avenant n°3 CCE |
| 2 | 24/08/1994 | Avenant n°2 CG |
| 2 | 20/01/1994 | Avenant n°2 CCE |
| 1 | 20/01/1994 | Avenant n°1 CG |
| 1 | 06/01/1994 | Avenant n°1 CCE |

1.3. Les chiffres clés

Pays de Montbéliard Agglomération

Chiffres clés



117 898

Nombre d'habitants desservis



36 297

Nombre d'abonnés
(clients)



1

Nombre d'installations de
production



27

Nombre de réservoirs



1 137

Longueur de réseau
(km)



802

Longueur de canalisation de
distribution (hors branchement)
(km)



81,5

Rendement de réseau (%)



112

Consommation moyenne (l/hab/j)



100,0

Taux de conformité
microbiologique (%)

1.4. L'essentiel de l'année 2018

1.4.1. PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE

Le nombre d'abonnés progresse toujours légèrement pour s'établir à 36 297 à fin 2018, dans un contexte de maintien de la population.

Dans le même temps, les volumes vendus hors ventes aux collectivités extérieures sont en légère diminution de 1.1% à 5 233 060m³.

Les volumes fournis aux collectivités extérieures ont augmenté de 22% pour atteindre 2 366 684m³.

Sécheresse

Depuis plusieurs années nous constatons un phénomène de sécheresse de plus en plus intense, en fin d'été, sur l'ensemble du département.

PMA n'est bien sûr pas épargné. A l'automne 2018, le Doubs a atteint des débits historiquement bas ; inférieurs au débit d'étiage habituel, et au débit réservé (5,3 m³/s).

Afin de pouvoir maintenir le pompage sur l'usine de Mathay en cas de baisse du niveau au droit des prises d'eau, des pompes ont été installées dans le lit du Doubs. Elles n'ont finalement pas été mises en service. En effet, le pompage de Mathay ne constituant que 10 à 15% du débit passant au droit de l'usine, le niveau n'a jamais atteint le seuil critique fixé.



Pompe de secours dans le Doubs – Captage de Mathay

Travaux sur le barrage de Mathay

Des travaux visant à renforcer les fondations du barrage de Mathay, fragilisées lors de la crue de début d'année, ont démarré en novembre dernier. Plusieurs phases se sont succédées (abaissement du niveau, ouverture des vannes de fond, diagnostic, poses de palplanches, bétonnage...), avec la plus grande vigilance du délégataire puisque le captage de Mathay se trouve à quelques kilomètres seulement en aval du barrage. La mise en place d'une mesure de turbidité en continu dans le lit du Doubs, juste en aval du barrage a notamment été demandé par le délégataire afin de pouvoir suivre tout incident lors des travaux.

Plusieurs réunions avec parties concernées (Hydrocop, ARS, PMA, Veolia...) ont eu lieu, afin de définir ensemble la meilleure approche et les moyens adéquats associés à chaque phase des travaux.

Qualité de l'eau potable : poursuite des améliorations et de la fiabilité

L'usine de production d'eau de Mathay a fonctionné sans incident.

Veolia Eau poursuit son programme renforcé de surveillance de la qualité de l'eau : surveillance des pesticides susceptibles d'être présents dans le Doubs, afin d'améliorer la connaissance des pollutions potentielles du Doubs et de vérifier que le traitement sur l'usine reste adapté.

En 2018, l'ARS et Veolia ont ainsi réalisé 12 746 analyses de qualité de l'eau.

Sur l'ensemble des analyses réalisées au titre du contrôle sanitaire, 1 prélèvement a dépassé les limites de qualité fixées et a fait l'objet d'un traitement immédiat explicité au chapitre 4.1.

Sur l'ensemble des analyses réalisées au titre de la surveillance du délégataire, aucun prélèvement n'a dépassé les limites de qualité.

En 2018, l'eau distribuée est conforme à la réglementation sur l'eau destinée à la consommation humaine et témoigne d'une bonne qualité pour les paramètres mesurés.

Un réseau d'eau potable économe

LES CHIFFRES DU SERVICE

Le rendement du réseau d'eau potable de Pays de Montbéliard Agglomération à 81.5 % est en très faible baisse de 0.1% par rapport à 2017 mais reste largement supérieur à la performance fixée par le Grenelle de l'Environnement (70.39%).

Le maintien de ce taux est le résultat d'une année semblable en terme d'activité de réparation de fuite par rapport à l'année 2017, mais ne reflète pas l'investissement au quotidien de notre cellule de recherche de fuite et des équipes terrain en charge de les réparer. Nous sommes en recherche perpétuelle d'amélioration de ce taux par des modifications de secteur de recherche, par la formation de nos agents et par l'investissement de nouveaux outils.

A noter que certaines fuites ne peuvent se traiter immédiatement, comme par exemple la fuite rue de Valentigney à Audincourt détectée il y a 3 ans et dont le renouvellement de la canalisation sous l'abris de bus s'est effectué en octobre dernier, ou encore la fuite sous une véranda à Bethoncourt rue Branly, détectée au second semestre 2018 et traitée en mai 2019.

Il existe également de nombreux vols d'eau pour lesquels les estimations restent également aléatoires et certainement sous estimées (ex ci-dessous à proximité de la compostière de Vieux-Charmont).

Nous avons eu connaissance à la fin de l'année 2018 et début 2019 d'autres prélèvements d'eau, effectués de façon systématique, par des entreprises locales nécessitant des approvisionnements en eau dans leur process (camions curages, engins de chantier, véhicules de nettoyage...), ou encore aux abords de certaines aires d'accueil pour les voyageurs itinérants.

Nous envisageons de trouver des accords avec les entreprises ou les secteurs d'activité concernés afin de facturer au plus juste ces prélèvements.



Piquage illégal

Cette performance du réseau de distribution d'eau potable du Pays de Montbéliard est élevée et reflète l'importance de la concomitance des opérations de renouvellement patrimonial, porté principalement par la collectivité, et du travail quotidien d'exploitation des ouvrages existants réalisé par les équipes de Veolia

Fonds patrimonial et fonds fonctionnel

L'avenant 7 a mis en place un fonds de travaux patrimonial et a intégré le renouvellement pour garantie de continuité de service dans un fonds de travaux fonctionnel.

Dans ce cadre, en 2018, Veolia a réalisé les investissements listés en annexe du présent rapport. Les principales opérations concernant le fonds fonctionnel sont les suivantes :

Le renouvellement de 331 branchements, dont 130 en plomb.

Voici les faits marquants de l'année 2018, ainsi que les principaux travaux réalisés dans le cadre du fonds patrimonial :

Janvier :

- Renouvellement de la canalisation et des branchements rue Salengro à Fesches le Châtel

Février :

- Renouvellement de branchements rue du Général Leclerc à Sochaux en anticipation des aménagements programmés
- Renouvellement de branchements rue des huisselets et rue du bannot à Montbéliard + raccordement

Mars :

Renouvellement de canalisation rue de Gascogne à Grand Charmont avec reprise des branchements

Alimentation en eau GBCA – 1er semestre 2018

Contexte :

La facturation de la vente en gros (PMA -> GBCA) de la période mars et avril 2018 pose question en raison de la nécessité d'évaluer les volumes de fuites du feeder.

En fonctionnement normal, et en application de la convention de Vente en Gros, la GBCA est alimentée via leur propre feeder et les volumes achetés sont comptabilisés via un compteur installé au réservoir de Saint Symphorien. Cependant, lors d'incident ou de maintenance sur ce feeder, un dépannage est possible via une connexion ouvrable à la demande avec le feeder Est (propriété PMA mais qui n'est pas pourvu d'organe de comptage).

Faits :

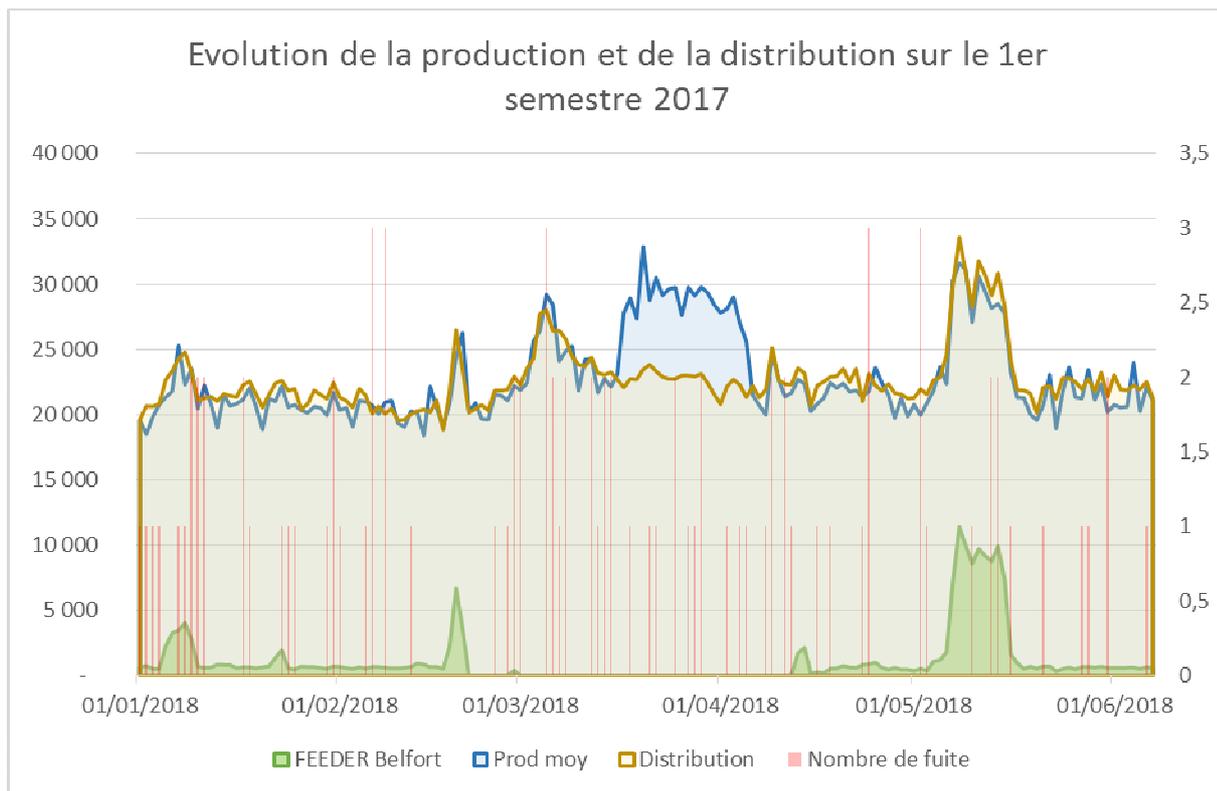
19/02/18 : survenance d'une fuite importante, environ 6000 m³/j, sur le feeder GBCA,

20/02/18 : Fermeture du feeder GBCA pour isoler la fuite et ouverture du dépannage précité (maintien de la continuité de service pour l'alimentation de la GBCA et des quelques usagers de PMA, Citédo et PSA, soit environ 85 m³/j en moyenne),

Du 20/02/18 au 12/04/2018 : le Feeder GBCA est alimenté par le Feeder Est sans comptage,

06/04/2018 : Réparation d'une nouvelle fuite sur le Feeder GBCA par les équipes de GBCA

Estimation des volumes Vendu à GBCA sur la période :
Le graphique ci-après représente la comparaison quotidienne entre la production de l'usine de Mathay (courbe bleue) et la somme des volumes sortant des réservoirs de têtes de Saint Symphorien (courbe jaune) hors les volumes transitant par le dépannage inter-feeder (ces volumes ne transitant par aucun compteur). Le pic de production, surface bleue dans le graphique, représente les besoins en eaux de la GBCA (y compris les fuites), soit environ 123 000 m³ pour la période du 15/03/18 au 05/04/2018.



Avril :

Casse d'une canalisation doublée du réseau Fort Lachaux passant sous la Lizaine derrière Mégnin Bernard engendrant un débit de fuite d'environ 100 m³/h sur une journée.

Raccordement 1/4 nord Est site PSA

Renouvellement d'une canalisation fuyant en propriété privée rue Parrot / rue Rossel à Montbéliard avec reprise des branchements

Mai :

Mise en place d'une purge et création d'une antenne rue des prés à Mandeuire suite au problème récurrent d'eau jaune





Création d'une purge rue des prés à Mandeuire



Etat interne de la canalisation rue des prés à Mandeuire

Juin :

Rupture feeder 200mm à Mandeuire vendredi 1er juin suite à travaux de Colas, entraînant une coupure d'eau sur la commune, intervention dans l'après-midi pour remise en eau
Renouvellement et raccordement de canalisation route de Trévenans à Dambenois

Aout :

Détection d'une fuite sur le pont Bermont, reprise de tous les branchements AEP rue Charles Lalance en prévision de la réfection du tapis en 2019 + mise en place d'une vanne d'isolement du côté du champ de foire afin de pouvoir isoler le pont
Renouvellement de la canalisation et des branchements rue des prés à Mandeuire
Raccordement de la canalisation rue des arbues à Bart

Travaux de renouvellement des branchements rue Charles Lalance Montbéliard



Travaux de raccordement rue des arbues à Bart

Septembre :

Renouvellement de la canalisation et des branchements rue du stade à Grand Charmont

Renouvellement de la canalisation et des branchements rue de Vandoncourt à Audincourt

Semaine de la sécurité sur le site de Voujeaucourt



Semaine de la sécurité avec visite du site et atelier curage

Octobre :

Renouvellement de la canalisation rue des fossés Vieux Charmont + maillage rue du manège et rue de la promenade

Renouvellement de la canalisation rue de Valentigney à Audincourt (traitement de 2 fuites)

Pose d'une vanne de régulation pour le remplissage du réservoir sous les vignes Renouvellement de la canalisation et des branchements rue de Valentigney à Audincourt

Novembre :

Renouvellement de la canalisation et reprise des branchements rue des courts champs à Hérimoncourt.

Extension de réseau route de Bethoncourt entre Montbéliard et Bethoncourt (devant le Cora)

Renouvellement de la canalisation rue des bancs et rue de Lorraine à Nommay



Avant



Après

Raccordement rue de Lorraine à Nommay

Décembre :

Renouvellement de la canalisation et reprise des branchements impasse Bellevue à Fesches Le Châtel.

Extension et raccordement du réseau de Mathay rue du général de Gaulle pour permettre le dépannage de la commune de Bourguignon



Raccordement Mathay/Bourguignon

Sur les usines, l'année 2018 a été marquée par les travaux et événements suivants :

- Renovation de l'installation d'injection de Charbon Actif
- Renouvellement des compresseurs d'air pour l'ozonation
- Renovation de la pompe de lavage Haute Pression du filtre presse de l'usine à boues
- Sécurisation du pompage de Dambenois vers Bourgogne (P2 défaillante depuis la mise en service CAB).
- Réfection de l'étanchéité et du support de la cuve du réservoir du Montanot (dans le cadre des fonds fonctionnel et patrimonial)



Cuve du réservoir du Montanot

Un dernier avenant renforçant la maîtrise des travaux réalisés par Veolia

Le dernier prévoit :

- La mise en place d'un fonds de travaux patrimonial de 12 813 800 € HT, sur la durée résiduelle du contrat,
- La transformation de l'obligation de renouvellement du fermier en un fonds de renouvellement fonctionnel.

Ces fonds sont suivis régulièrement par les services de PMA et font l'objet d'états synthétiques présentés dans le présent document

Veolia Eau – partenaire de l’agglomération

L’attractivité du territoire est essentielle au dynamisme de l’agglomération, et à l’essor des services offerts à la population. A ce titre, Veolia Eau s’inscrit aux côtés de du Pays de Montbéliard pour conforter l’image de l’agglomération, et a soutenu les opérations suivantes :

Football Club Sochaux-Montbéliard,

Le CFA du Pays de Montbéliard,

Participation à la Maison des Services aux Publics.

Commentaire Vigipirate

Le contexte sécuritaire marqué ces dernières années par les attentats a conduit le délégataire à porter une vigilance accrue à la sécurité des installations pour lesquelles l’accès à l’eau potable rendrait possible un acte de malveillance avec des conséquences sanitaires.

A ce jour, toutes les installations du service sont équipées de dispositifs anti intrusion permettant d’alerter le délégataire en cas d’intrusion par effraction.

Concernant l’usine de Mathay, la pose d’une caméra pour contrôle de l’accès au du site dans le cadre de la mise en sécurité des installations liées au chlore, a permis d’accroître la sûreté du site.

En 2019, d’autres travaux seront proposés pour renforcer la sécurisation de réservoirs

1.4.2. PROPOSITIONS D’AMELIORATION

Les propositions d’améliorations sont disponible au chapitre 3.1

Evolutions réglementaires

1. La réglementation sur les conditions d’exécution des travaux à proximité des réseaux (réforme communément nommée « anti-endommagement » ou « DT-DICT ») a fait l’objet d’une refonte majeure en 2018.

Celle-ci a donné lieu à la publication du décret n°2018-899 du 22 octobre 2018 (JO du 24/10/2018) et de l’arrêté du 26 octobre 2018 (JO du 30/11/2018) qui modifie en profondeur le précédent arrêté du 15 février 2012.

L’objectif premier de cette nouvelle réglementation porte sur l’amélioration de la géolocalisation des réseaux, sensibles et non-sensibles (dont font partie la très grande majorité des réseaux d’eau et d’assainissement). A partir du 1er janvier 2026 en zone urbaine et 1er janvier 2032 en zone rurale, les coûts de localisation et/ou des investigations complémentaires préalables à l’exécution des travaux seront portés à la charge des exploitants des réseaux d’eau et/ou d’assainissement si ceux-ci n’ont pas encore été géolocalisés avec la meilleure classe de précision (« classe A »).

Ces nouveaux textes publiés fin 2018 comportent également d’autres dispositions, applicables dès le 1er janvier 2020, qui redéfinissent les responsabilités entre les parties prenantes que sont les responsables des travaux, les exploitants (réseaux sensibles et non-sensibles) et les exécutants de travaux.

Nos équipes se tiennent à votre disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes importants pour la sécurité des travaux et évaluer leurs conséquences pour votre service.

2. Le 25 mai 2018 est entré en vigueur le Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD) qui a pour objet d'harmoniser au niveau européen, les règles en matière de protection des données personnelles. Il s'impose à tout organisme, privé ou public, qui traite des données sur des personnes physiques résidant sur le territoire de l'Union Européenne.

Dans ce contexte, votre délégataire a adressé à tous les abonnés de votre service une note précisant sa politique de confidentialité et les modalités d'exercice de leurs droits. Cette politique de confidentialité a été publiée sur notre site internet www.eau.veolia.fr, elle est également tenue à disposition dans tous nos sites d'accueil. Ces dispositions s'insèrent dans notre démarche de mise en conformité au RGPD, et doivent être complétées par une mise à jour du règlement du service.

Un Délégué à la Protection des Données a été nommé au sein de Veolia Eau France. Sa mission principale est de s'assurer du respect de la protection des données personnelles liées à nos activités, en coordination avec un réseau de référents locaux. Vous pouvez le solliciter à l'adresse suivante : veolia-eau-france.dpo@veolia.com.

« DEFI EAU 2030 » - 17 OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Veolia se mobilise à vos côtés pour la prise en compte des 17 Objectifs de Développement Durable de l'agenda 2030 des Nations Unies. Nos équipes se tiennent à votre disposition pour de nouvelles expériences concrètes, en particulier sur les 8 cibles de l'objectif 6 dédié à l'Eau.

Les ODD, ensemble relevons le défi – zoom actions 2018 : Veolia a été partenaire du tour de France des ODD, organisé par le comité 21 en 2018. En septembre, la Fondation Veolia a soutenu le nouveau cours en ligne sur les 17 ODD de l'UVED (Université Virtuelle Environnement et Développement. Accessible à tous ce cours apporte des idées, outils et expériences concrètes. Plus de 13000 apprenants l'ont suivi. Veolia participe depuis 2017 au Forum Politique de Haut Niveau.

1.5. Les indicateurs réglementaires 2018

| INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES | | PRODUCTEUR | VALEUR 2017 | VALEUR 2018 |
|--------------------------------------|--|---------------------------------|--------------------------------|------------------------------|
| [D101.0] | Nombre d'habitants desservis total (estimation) | Collectivité (2) | 117 888 | 117 898 |
| [D102.0] | Prix du service de l'eau au m ³ TTC | Délégataire | 2,03 €uro/m ³ | 2,05 €uro/m ³ |
| [D151.0] | Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service | Délégataire | 1 j | 1 j |
| INDICATEURS DE PERFORMANCE | | PRODUCTEUR | VALEUR 2017 | VALEUR 2018 |
| [P101.1] | Taux de conformité des prélèvements microbiologiques | ARS (1) | 99,5 % | 100,0 % |
| [P102.1] | Taux de conformité des prélèvements physico-chimiques | ARS (1) | 100,0 % | 96,0 % |
| [P103.2] | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable | Collectivité et Délégataire (2) | 106 | 106 |
| [P104.3] | Rendement du réseau de distribution | Délégataire | 81,6 % | 81,5 % |
| [P105.3] | Indice linéaire des volumes non comptés | Délégataire | 6,10 m ³ /jour/km | 6,53 m ³ /jour/km |
| [P106.3] | Indice linéaire de pertes en réseau | Délégataire | 5,78 m ³ /jour/km | 6,13 m ³ /jour/km |
| [P107.2] | Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable | Collectivité (2) | 0,48 % | 0,50 % |
| [P108.3] | Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau | Collectivité (1) | 80 % | 80 % |
| [P109.0] | Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité | Collectivité (2) | 46 | 33 |
| [P109.0] | Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité | Collectivité (2) | 7 171 | 6 674 |
| [P151.1] | Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées | Délégataire | 4,60 u/1000 abonnés | 2,70 u/1000 abonnés |
| [P152.1] | Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés | Délégataire | 100,00 % | 100,00 % |
| [P153.2] | Durée d'extinction de la dette de la collectivité | Collectivité | A la charge de la collectivité | |
| [P154.0] | Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente | Délégataire | 0,75 % | 2,54 % |
| [P155.1] | Taux de réclamations | Délégataire | 0,00 u/1000 abonnés | 0,00 u/1000 abonnés |

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

1.6. Autres chiffres clés de l'année 2018

| L'EFFICACITE DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION | | PRODUCTEUR | VALEUR 2017 | VALEUR 2018 |
|---|--|------------------|----------------------------|----------------------------|
| VP.062 | Volume prélevé | Délégataire | 10 017 752 m ³ | 10 717 231 m ³ |
| VP.059 | Volume produit | Délégataire | 9 261 727 m ³ | 9 669 621 m ³ |
| VP.060 | Volume acheté à d'autres services d'eau potable | Délégataire | 1 272 m ³ | 1 593 m ³ |
| | Volume mis en distribution (m ³) | Délégataire | 7 322 432 m ³ | 7 304 530 m ³ |
| VP.220 | Volume de service du réseau | Délégataire | 93 694 m ³ | 117 243 m ³ |
| | Volume consommé autorisé année entière | Délégataire | 5 614 131 m ³ | 5 511 682 m ³ |
| VP.201 | Nombre de fuites réparées | Délégataire | 645 | 512 |
| LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE | | PRODUCTEUR | VALEUR 2017 | VALEUR 2018 |
| | Nombre d'installations de production | Délégataire | 1 | 1 |
| | Capacité totale de production | Délégataire | 75 000 m ³ /j | 75 000 m ³ /j |
| | Nombre de réservoirs ou châteaux d'eau | Délégataire | 27 | 27 |
| | Capacité totale des réservoirs ou châteaux d'eau | Délégataire | 56 221 m ³ | 56 221 m ³ |
| | Longueur de réseau | Délégataire | 1 145 km | 1 137 km |
| VP.077 | Longueur de canalisation de distribution (hors branchements) | Collectivité (2) | 810 km | 802 km |
| VP.140 | Longueur de canalisation renouvelée par le délégataire | Délégataire | 461 ml | ml |
| | Nombre de branchements | Délégataire | 31 722 | 31 782 |
| | Nombre de branchements en plomb | Délégataire | 0 | 0 |
| | Nombre de branchements en plomb supprimés | Délégataire | 185 | 130 |
| | Nombre de branchements neufs | Délégataire | 81 | 82 |
| | Nombre de compteurs | Délégataire | 38 017 | 39 198 |
| | Nombre de compteurs remplacés | Délégataire | 2 163 | 2 043 |
| LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION D'EAU | | PRODUCTEUR | VALEUR 2017 | VALEUR 2018 |
| | Nombre de communes | Délégataire | 29 | 29 |
| VP.056 | Nombre total d'abonnés (clients) | Délégataire (3) | 36 103 | 36 297 |
| | - Abonnés domestiques | Délégataire | 36 066 | 36 260 |
| | - Abonnés non domestiques | Délégataire | 29 | 29 |
| | - Abonnés autres services d'eau potable | Délégataire | 8 | 8 |
| | Volume vendu | Délégataire | 7 231 839 m ³ | 7 599 744 m ³ |
| | - Volume vendu aux abonnés domestiques | Délégataire | 5 121 090 m ³ | 5 079 225 m ³ |
| | - Volume vendu aux abonnés non domestiques | Délégataire | 170 182 m ³ | 153 835 m ³ |
| VP.061 | - Volume vendu à d'autres services d'eau potable | Délégataire | 1 940 567 m ³ | 2 366 684 m ³ |
| | Consommation moyenne | Délégataire | 115 l/hab/j | 112 l/hab/j |
| | Consommation individuelle unitaire | Délégataire | 137 m ³ /abo/an | 132 m ³ /abo/an |

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

(3) La méthode de comptabilisation du nombre d'abonné a changé en 2018 par rapport aux années précédentes, seuls les clients ayant un contrat actif au 31/12/2018 ont été comptabilisés contrairement aux années précédentes où des clients résiliés en cours de facturation pouvaient être pris en compte.

| LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS | PRODUCTEUR | VALEUR 2017 | VALEUR 2018 |
|---|-------------|--|--|
| Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs | Délégataire | Mesure statistique sur le périmètre du service | Mesure statistique sur le périmètre du service |
| Taux de satisfaction globale par rapport au Service | Délégataire | 85 % | 83 % |
| Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux | Délégataire | Oui | Oui |
| Existence d'une Convention Fonds Solidarité Logement « Eau » | Délégataire | Oui | Oui |
| LES CERTIFICATS | PRODUCTEUR | VALEUR 2017 | VALEUR 2018 |
| Certifications ISO 9001, 14001, 50001 | Délégataire | En vigueur | En vigueur |
| Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité | Délégataire | Oui | Oui |
| L'EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE | PRODUCTEUR | VALEUR 2017 | VALEUR 2018 |
| Energie relevée consommée | Délégataire | 4 779 087 kWh | 5 977 845 kWh |

1.7. Le prix du service public de l'eau

LA FACTURE 120 M³

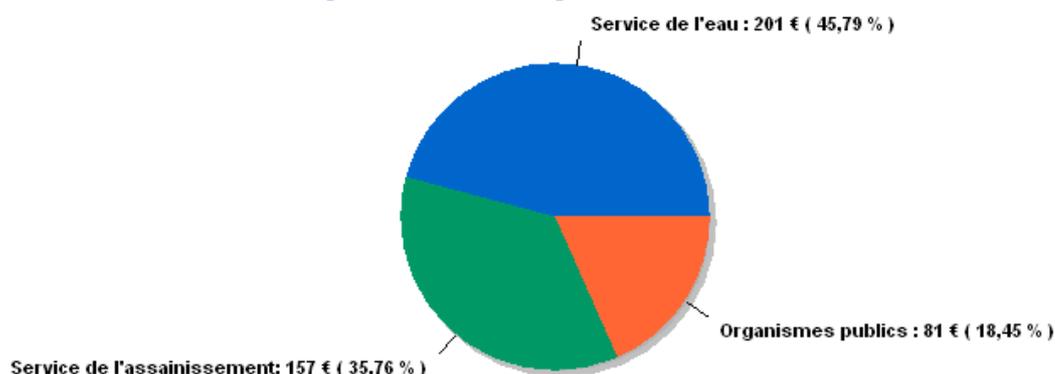
En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m³ représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de MONTBELIARD, l'évolution du prix du service de l'eau (redevances comprises, mais hors assainissement) par m³ [D102.0] pour 120 m³, au tarif en vigueur au 1^{er} janvier, est la suivante :

| MONTBELIARD Prix du service de l'eau potable | Volume | Prix Au 01/01/2019 | Montant Au 01/01/2018 | Montant Au 01/01/2019 | N/N-1 |
|--|------------|--------------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Organismes publics | | | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Total € HT | | | 231,28 | 233,56 | 0,99% |
| TVA | | | 12,72 | 12,85 | 1,02% |
| Total TTC | | | 244,00 | 246,41 | 0,99% |
| Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ | | | 2,03 | 2,05 | 0,99% |

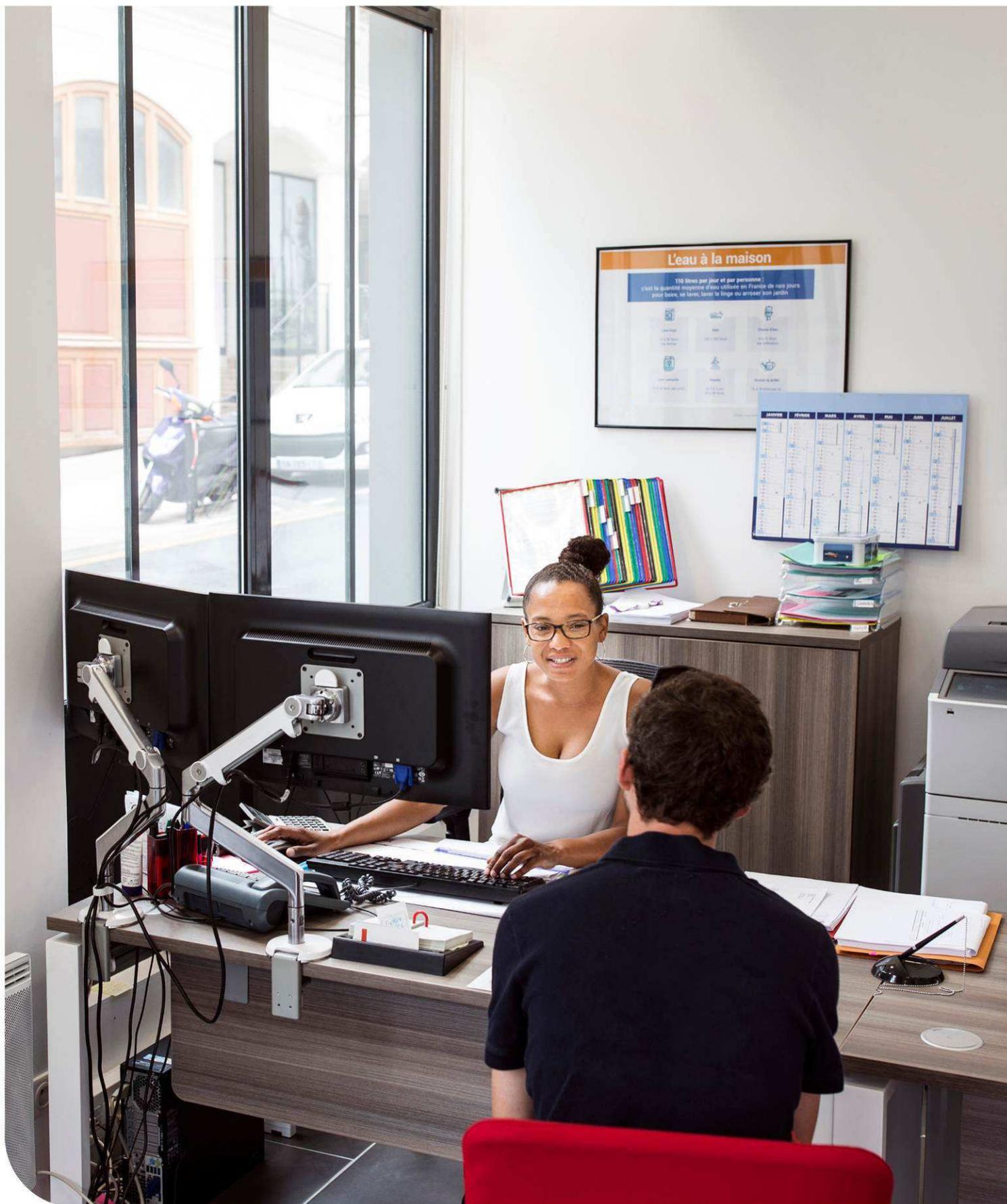
Le graphique ci-dessous présente la répartition du prix pour 120 m³ pour la commune de MONTBELIARD :

Facture 120m³ / Répartition du prix du service de l'Eau



Les factures type sont présentées en annexe.

2. Les consommateurs de votre service et leur consommation



2.1. Les consommateurs abonnés du service

→ Le nombre d'abonnés

Le nombre de consommateurs abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens de l'arrêté du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | N/N-1 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| Nombre total d'abonnés (clients) | 35 452 | 35 467 | 35 818 | 36 103 | 36 297 | 0,5% |
| domestiques ou assimilés | 35 396 | 35 429 | 35 779 | 36 066 | 36 260 | 0,5% |
| autres que domestiques | 47 | 29 | 29 | 29 | 29 | 0,0% |
| autres services d'eau potable | 9 | 9 | 10 | 8 | 8 | 0,0% |

La méthode de comptabilisation du nombre d'abonné a changé en 2018 par rapport aux années précédentes, seuls les clients ayant un contrat actif au 31/12/2018 ont été comptabilisés contrairement aux années précédentes où des clients résiliés en cours de facturation pouvaient être pris en compte.

→ Les principaux indicateurs de la relation consommateurs

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | N/N-1 |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Nombre d'interventions avec déplacement chez le client | 5 063 | 5 234 | 4 654 | 4 984 | 3 737 | -25,0% |
| Nombre annuel de demandes d'abonnement | 2 305 | 2 327 | 2 443 | 2 512 | 2 427 | -3,4% |
| Taux de clients mensualisés | 34,9 % | 36,6 % | 38,1 % | 39,5 % | 40,7 % | 3,0% |
| Taux de clients prélevés hors mensualisation | | 25,7 % | 25,5 % | 25,1 % | 25,5 % | 1,6% |
| Taux de mutation | 6,6 % | 6,7 % | 6,9 % | 7,1 % | 6,8 % | -4,2% |

Jusqu'en 2017, le nombre d'interventions avec déplacement correspondait à la globalité des interventions eau et assainissement. A partir de 2018, ce nombre correspond uniquement aux interventions eau potable.

Les données consommateurs par commune sont disponibles en annexe.

2.2. La satisfaction des consommateurs

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons est au cœur de l'action quotidienne de Veolia. Recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services est donc essentiel.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations :

- 💧 la qualité de l'eau
- 💧 la qualité de la relation avec le consommateur abonné : accueil par les conseillers des Centres d'appel, par ceux de l'accueil de proximité ...
- 💧 la qualité de l'information adressée aux abonnés

Les résultats représentatifs de la région dont dépend votre service en décembre 2018 sont :

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | N/N-1 |
|---|------|------|------|------|------|-------|
| Satisfaction globale | 90 | 85 | 88 | 85 | 83 | -2 |
| La continuité de service | 98 | 94 | 96 | 94 | 96 | +2 |
| La qualité de l'eau distribuée | 79 | 77 | 81 | 77 | 79 | +2 |
| Le niveau de prix facturé | 50 | 56 | 52 | 57 | 58 | +1 |
| La qualité du service client offert aux abonnés | 84 | 87 | 82 | 82 | 82 | 0 |
| Le traitement des nouveaux abonnements | 92 | 91 | 90 | 91 | 89 | -2 |
| L'information délivrée aux abonnés | 80 | 80 | 79 | 73 | 74 | +1 |

Composition de votre eau !



Le calcaire, les nitrates, le chlore sont également une cause potentielle d'insatisfaction. Sur le site internet ou sur simple appel chaque consommateur, qu'il soit abonné au service ou habite en logement collectif sans abonnement direct peut demander la composition de son eau.



→ Les 5 promesses aux consommateurs de Veolia

Par ces 5 promesses, Veolia concrétise sa volonté de placer les consommateurs du territoire au cœur de son action. Elles témoignent de la mobilisation quotidienne des femmes et des hommes de Veolia à leur service, tout au long de leur parcours avec le service.

- #1 Qualité** : « Nous nous mobilisons à 100% pour la qualité de votre eau ».
- #2 Intervention** : « Nous réagissons et vous aidons à faire face aux incidents »
- #3 Budget** : « Nous vous accompagnons dans la gestion de votre facture d'eau »
- #4 Services** : « Nous sommes à votre écoute quand et comme vous le souhaitez »
- #5 Conseil** : « Nous vous aidons à maîtriser votre consommation »

VEOLIA

Veolia à vos côtés : nos 5 promesses

Les femmes et les hommes de Veolia s'engagent avec passion au service de votre confort, de votre santé, et de la préservation des ressources naturelles.

2.3. Données économiques

→ *Le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente [P154.0]*

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2018 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'eau. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Taux d'impayés | 0,35 % | 0,34 % | 0,58 % | 0,75 % | 2,54 % |
| Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1) | 94 140 | 95 705 | 135 158 | 98 243 | 327 078 |
| Montant facturé N - 1 en € TTC | 26 793 028 | 28 214 138 | 23 499 917 | 13 173 627 | 12 925 957 |

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation. Elles demeurent uniquement possibles dans le cas de résidences secondaires ou de locaux à strict usage professionnel, hors habitation. Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités...).

Le taux d'impayé est fortement impacté par une facture de 205 k€TTC liée à un dossier de fuite après compteur chez un établissement non-domestique. Début 2019, ce contentieux est en cours de résolution

→ *Les interruptions non-programmées du service public de l'eau*

La continuité du service public est un élément majeur de satisfaction des consommateurs.

Le taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [P151.1] est calculé à partir du nombre de coupures d'eau qui n'ont pas fait l'objet d'une information aux clients au moins 24h avant. En 2018, ce taux pour votre service est de 2,70/ 1000 abonnés.

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (pour 1 000 abonnés) | 0,00 | 6,09 | 5,14 | 4,60 | 2,70 |
| Nombre d'interruptions de service | | 216 | 184 | 166 | 98 |
| Nombre d'abonnés (clients) | 35 452 | 35 467 | 35 818 | 36 103 | 36 297 |

→ *Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P109.0]*

L'accompagnement en cas de difficulté à payer les factures d'eau est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- Urgence financière : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation...) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau
- Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées pour faciliter l'accès à l'eau
- Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré au Fonds de Solidarité Logement départemental

En 2018, le montant des abandons de créance s'élevait à 6 674 €.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social reçues par le délégataire | 55 | 76 | 33 | 46 | 33 |
| Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité par le délégataire (€) | 6 123,00 | 7 428,00 | 5 095,00 | 7 171,49 | 6 674,00 |
| Volume vendu selon le décret (m3) | 6 823 767 | 7 723 964 | 7 809 094 | 7 231 839 | 7 599 744 |

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret [P 109.0], en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par le volume vendu.

→ *Les échéanciers de paiement*

Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|------|------|------|------|------|
| Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année | 363 | 288 | 201 | 245 | 184 |
| Nombre de dossiers de dégrèvements acceptés | 89 | 5 | 1 | 9 | 67 |

3. Le patrimoine de votre Service



3.1. L'inventaire des installations

Cette section présente la liste des installations de prélèvement et de production associées au contrat.

| Installation de production | Capacité de production (m3/j) | Capacité de stockage (m3) |
|----------------------------|-------------------------------|---------------------------|
| Usine de Mathay | 75 000 | 7 500 |
| Capacité totale | 75 000 | 7 500 |

| Réservoir ou château d'eau | Capacité de stockage (m3) |
|--------------------------------|---------------------------|
| Réservoir Bart Bas | 1 097 |
| Réservoir Bart Haut | 350 |
| Réservoir Bavans Haut | 430 |
| Réservoir Bois Côte | 300 |
| Réservoir Bois de Bambe | 1 050 |
| Réservoir Champs Montants | 1 000 |
| Réservoir Citadelle | 2 000 |
| Réservoir Coprie | 900 |
| Réservoir Crépon | 4 000 |
| Réservoir Crevas | 500 |
| Réservoir Dampierre lès Bois | 1 000 |
| Réservoir Dasle Beaucourt | 500 |
| Réservoir Dasle Cototte | 500 |
| Réservoir Essarts | 1 500 |
| Réservoir Exincourt Ht Service | 840 |
| Réservoir Fort Lachaux | 1 500 |
| Réservoir Fougères | 3 000 |
| Réservoir Fourré | 1 040 |
| Réservoir La Bouloie | 463 |
| Réservoir Les Miches | 3 000 |
| Réservoir Mont Chevis | 1 500 |
| Réservoir Montanot | 1 365 |
| Réservoir Nommay | 2 000 |
| Réservoir Paupin | 660 |
| Réservoir Sous les Vignes | 1 407 |
| Réservoir St Symphorien | 15 000 |
| Réservoir Trois Bornes | 1 500 |
| Capacité totale | 48 402 |

| Installation de reprise, de pompage ou surpresseur | Débit des pompes (m3/h) | Capacité de stockage (m3) |
|--|-------------------------|---------------------------|
| Reprise Bart Bas | 34 | |
| Reprise Citadelle | 216 | |
| Reprise Dasle | 120 | 300 |
| Reprise de Nommay | 200 | |
| Reprise de Paupin | 110 | |
| Reprise Péage | 100 | |
| Reprise Sous Les Vignes | 216 | |
| Reprise Sur Crevas | 90 | |
| Surpresseur Bart Haut | 20 | |
| Surpresseur Bavans | 11 | 19 |
| Surpresseur Grammont | 20 | |
| Surpresseur Mathay Voie Ferrée | 25 | |
| Capacité totale | | 319 |

| Autres installations eau | Débit des pompes (m3/h) |
|---------------------------------|-------------------------|
| Comptages Bondeval | |
| PASSE MOBILE MATHAY | |
| Relai catho (Etupes) bateliers | |
| Relai catho (Etupes) cordonnier | |
| Relai catho (Etupes) écoreuils | |

Commentaire sécurité du personnel

La sécurité du personnel et des personnes en général est la priorité numéro 1 du délégataire. Afin d'assurer des conditions de travail en sécurité et de respecter la réglementation et les recommandations, il convient que la Collectivité réalise les travaux suivants de mise aux normes des installations :

Usine de Mathay :

- Mise en place d'une clôture grillagée au niveau de la bêche d'eau sale de Mathay I
- Accès escalier Multiflo à sécuriser (portail d'accès)
- Accès escalier Coagulation-floculation Mathay II à sécuriser (portail d'accès)
- Remplacement des dalles bétons au niveau des filtres et du décanteur de Mathay II par des plaques en aluminium
- Mise en place d'une clôture autour des pavillons d'habitation du site

Sites extérieurs :

- L'acheminement de matériels pour le lavage des réservoirs sur tour est dangereux et accidentogène. La mise en place de points d'ancrage pour lever le matériel, ou de colonnes sèches pour alimenter le sommet en eau de rinçage est à étudier (travaux déjà engagés pour 3 réservoirs)
- Des clôtures sont à poser autour de réservoirs (liste proposée aux services de PMA)

L'expertise développée par Veolia permet d'apporter à la Collectivité les conseils utiles à l'établissement de ses priorités patrimoniales, et d'optimiser le renouvellement dont elle a la charge dans une perspective de gestion durable du service.

La Collectivité pourra être conseillée afin d'avoir une vision d'ensemble sur le patrimoine et ainsi de connaître les évolutions à apporter pour une bonne adaptation du service public de l'eau. Ces conseils porteront sur :

- Le choix d'équipements garantissant la performance des ouvrages Usines et Réseau
- Le choix d'équipements fiables et adaptés qui assure une qualité durable du parc compteurs et le remplacement préventif des modèles de compteurs susceptibles de ne plus satisfaire à la qualité requise.

Insuffisances et projets d'amélioration du service / réseau de distribution :

- **Lotissement du Château – Etupes** : la zone présente de nombreuses fuites récurrentes. Outre la vétusté des installations qui doivent être renouvelées, l'accès aux canalisations est rendu très difficile du fait de l'implantation de très nombreuses conduites sous le domaine privé. Ce secteur constitue un des points noirs de l'agglomération pour le rendement de réseau.
- **Secteur Fort Lachaux – Montbéliard** : du fait d'une alimentation unique et non secourue (réseau non maillé), et de sa topographie, les interventions sur les conduites d'eau potable du secteur localisé sous le Fort Lachaux sont rendues complexes et engendrent de grands arrêts d'eau qui impactent un grand secteur de distribution. Les interventions de réparation y sont mêmes dangereuses du fait d'une pente importante et des nombreux virages. Des solutions sont à envisager afin de limiter les coupures d'eau sur ce secteur (maillage possible entre poteau 353 et poteau 44 et/ou entre le n°4 rue des campenottes et le PI n° 356 + pose de vannes), certaines canalisations passent en propriété privée.
- **Quartier du Giboulon – Grand-Charmont** : situation comparable à celle du Fort Lachaux.
- **Rue Louis Garnier – Audincourt** : la conduite d'eau potable DN100 en fonte grise est régulièrement sujette à des casses du fait de son état très dégradé, certainement la conséquence d'un terrain très agressif. Il serait donc judicieux d'envisager son renouvellement.
- **Rue du Stade – Sainte-Suzanne** : renouvellement à envisager pour cause de vétusté et casses multiples.
- **Feeder Buis – Valentigney** : cette canalisation essentielle à l'alimentation en eau du quartier des Buis présente un historique de casses élevé sur le tronçon situé entre le secteur Victor Hugo et le secteur des Buis. Un renouvellement du tronçon en question avec l'installation d'une vanne de sectionnement en aval du piquage avec la conduite de DN150 en direction du secteur Victor Hugo serait à envisager afin de sécuriser les défaillances et de pouvoir maintenir l'alimentation du secteur lors de casses conduites en aval du piquage. De plus, un maillage entre la rue Armand Peugeot et la rue Gigoux permettrait de sécuriser l'alimentation de la ZAC des Combottes, seulement alimentée via les Buis à l'heure actuelle.

- **Liaison Fort Lachaux /Crépon** :

Il s'agit d'effectuer d'un renforcement hydraulique du réseau directement entre le feeder Est et le Feeder Montbéliard, sans passer par les réservoirs.

Aujourd'hui, ce réseau est en eau via un jeu de vanne rue sous la chaux au niveau du réservoir sous les vignes jusqu'au n°35 de la rue du crépon à Vieux Charmont (vanne fermée).Le souhait est d'augmenter le diamètre de 250mm à 300mm.

- **Brognard / Dambenois** : 800 m de canalisation en fonte grise diamètre 150 mm seraient à renouveler (fréquence de casse annuelle). Lors de ces coupures, nous sommes dans l'obligation d'utiliser le secours par le feeder Belfort et l'hydro, mais nous rencontrons des problèmes de sous pression aux point les plus hauts de Dambenois.

- **Valentigney rue des pommiers** : 500 m de canalisation en fonte grise diamètre 250 mm en très mauvais état (également fréquence de casse annuelle) avec gros risque de sinistre chez des abonnés car elle passe en partie en propriété privée, possibilité de sortir des propriétés avec seulement 20 m de canalisations supplémentaires.

- **Valentigney rue des Cités blanches** : ancienne canalisation pour laquelle nous proposons un maillage et la création d'une nouvelle canalisation afin de sortir les branchements des propriétés..
- **Pont Bermont Montbéliard** : Une micro fuite a été détectée dans le courant de l'été 2018 au niveau de la structure interne du pont Bermont, nécessitant la réalisation d'un tubage pour le maintien de cette distribution, secourue uniquement par la promenade de l'Allan. A noter que le département se positionne contre un passage en encorbellement.
- **Lizaine Bethoncourt/Montbéliard** : une fuite sur le réseau Fort Lachaux a été traitée à Bethoncourt sous le passage de la Lizaine au niveau du doublement de la canalisation. Cette fuite a été traitée par la fermeture de ce tronçon, ne subsiste alors plus que le tronçon de secours pour lequel nous n'avons pas de maîtrise, la chambre de vanne se situant à 9 m de profondeur dans des conditions d'intervention très dangereuses et inexploitable.
- **Nommay** : prévoir le déplacement de la canalisation située en propriété privée entre la rue de provence et de Grand Charmont à Nommay

Ouvrages

- Installation d'un nouveau compteur dans une chambre existante au niveau de la ferme des buis afin d'améliorer la sectorisation de recherche de fuites sur le secteur Valentigney Buis (isolement d'une section du feeder et de la zone plane de PSA Belchamps)
- Mise en place d'une connexion de secours pour le réservoir de la citadelle et son réseau aval par l'installation d'un réducteur de pression (voire d'un hydrostabilisateur) et d'un compteur à partir du réseau Fort Lachaux au niveau du 14/16 rue de la combe aux biches
- Renouvellement des postes de comptage des feeders Est et Ouest
- Repérage des feeders suite au traçage réalisé, notamment le feeder Est qui sera impacté par un projet de renouvellement de la ligne à 63 000 Volts Etupes – Seloncourt par la création d'une liaison souterraine (projet RTE)
- Mise en place des comptages de VEG de secours à la CAB

Insuffisances et projets d'amélioration du service / production et réservoirs :

- Ressource d'eau brute – Mathay : l'arrêté préfectoral de 2006 qui régularise le prélèvement d'eau dans le Doubs pour l'alimentation humaine pose deux conditions importantes à l'utilisation de cette ressource :
 - Protection contre le risque de pollution par la création d'une réserve d'eau brute. A défaut de la réalisation du projet de réserve jouxtant l'usine rendu plus complexe et plus cher par la présence de vestiges archéologiques, il faut pouvoir mettre en œuvre une stratégie alternative. PMA a identifié une piste avec les gravières en limite de Mathay et Bourguignon. Les études en cours devront statuer rapidement sur la faisabilité de cette alternative.

- Respect du débit réservé du Doubs (5,3 m³/s) au 1er janvier 2014. Aucune alternative crédible au Doubs n'a été identifiée depuis 50 ans dans l'Aire Urbaine. L'enjeu représente en effet un volume de 2 000 000 m³ mobilisable sur 2 mois dans l'année. A défaut de disposer d'une ressource alternative, l'enjeu pour PMA est de pouvoir mettre en œuvre une stratégie alternative pour préserver l'état de la ressource. Une étude de l'aire d'alimentation du captage de l'usine de Mathay a été lancée en avril 2016 dans le cadre de la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques.
- Sécurité routière au droit de l'usine de Mathay : La RD 483 (rue de Valentigney) traverse le site de production d'eau potable. De nombreux conducteurs empruntent cette voie hors agglomération limitée à 80 km/h à des vitesses très élevées. Ce trafic routier présente un danger pour les agents amenés à travailler sur le site. Les accidents matériels régulièrement constatés sur les barrières ou les espaces verts du site témoignent de ce danger. Par ailleurs, le site est régulièrement alimenté en réactifs chimiques et l'accès à certains sites nécessitent des manœuvres sur voirie. La reprise de cette voirie était prévue dans le cadre du « shunt » de Mathay, projet abandonné par le Conseil Général du Doubs. La mise en place d'une clôture sur la prise d'eau Mathay 1 va rendre les conséquences des accidents encore plus visibles et coûteuses. Il serait nécessaire de définir avec le Conseil Général une stratégie d'aménagement et de contrôle de la vitesse, et d'intégrer les évolutions nécessaires sur les livraisons de réactifs chimiques pour améliorer sensiblement la sécurité du site ; à ce jour, seule une glissière de sécurité au droit de l'aire de dépotage d'acide sulfurique a été autorisée par le Conseil Général.
- Etude de dangers Chlore – Mathay : Pour assurer la potabilité de l'eau tout au long de sa distribution dans les réseaux, le service utilise du chlore. L'étude de dangers du site a été réalisée en 2012, une note complémentaire a été rédigée en 2016 à la demande de la DREAL. Des travaux de mise en conformité ont été réalisés dans le cadre du fonds patrimonial. En 2017, les travaux de mise en conformité des installations vis-à-vis du risque foudre ont été réalisés. En effet, en cas de fuites de chlore, celle-ci permettrait d'en connaître l'ampleur et ainsi d'adapter les moyens d'intervention (chiffrage en cours).
- Dispositif de neutralisation en cas de fuite de chlore sur l'usine de Mathay : Un déversement accidentel de soude s'est produit le 26 décembre 2018. La soude étant un réactif qui a tendance à cristalliser avec le temps, et l'absence de dispositifs de contrôle (sonde de niveau, point de contrôle visuel, cuve opaque...) sont à l'origine de cet incident. Des propositions d'améliorations de cette installation ont été remises à la collectivité par le délégataire.
- Accès à la station de pompage Sur Crevas – Hérimoncourt : L'accès du personnel pour la maintenance et le dépannage à la station de Sur Crevas est rendu difficile par suite d'un décalage entre le cadastre et l'implantation du chemin d'accès. Un riverain clôture sa propriété, ce qui a pour effet mécanique d'interdire l'accès aux véhicules. Il est nécessaire de sécuriser les conditions d'accès pour le matériel nécessaire aux interventions, notamment lors du nettoyage annuel de la cuve. Une réunion a eu lieu sur place en janvier 2018 avec la mairie et les services techniques de PMA ; nous attendons la suite donnée à ces échanges.



- Accès à la station de pompage Sous les Vignes – Montbéliard : la station de pompage est implantée à flanc de colline avec un accès par escalier et chemin de terre à flanc de coteau. Les conditions sont dangereuses pour le personnel, et ne permettent pas de déplacer du matériel lourd. Les délais de dépannage sont tributaires de mise en œuvre de moyens très exceptionnels. Pour mémoire, le renouvellement (programmé) des pompes ou des transformateurs électriques avait bénéficié du recours à un hélicoptère.
La vidange des 2 cuves du réservoir n'est plus opérationnelle, ce qui a d'ailleurs eu pour conséquence l'inondation de cette station de pompage en juillet 2017. Sa refecton doit être envisagée sur sa partie enterrée ; en effet, la colonne descendante a déjà été reprise en 2015.
De plus, l'accès piéton depuis la rue sous la chaux s'est fortement dégradé et le risque de chute pour le personnel (y compris employés du laboratoire) est important



L'accès représente un dénivelé d'environ 40 m par un chemin étroit sur un escalier vétuste et des chemins de terre glissants où aucun engin roulant ne peut accéder.

- Reprise du béton du réservoir du Montanot à Montbéliard qui présente des fissures à l'occasion d'une mise en propreté de l'ouvrage situé à proximité de l'Axone (enduit, fenêtres,...). Une étude a été réalisée par le Délégué et remise à PMA en février 2016. Des travaux d'étanchéité de la toiture du dôme ont eu lieu. La seconde phase prévoit la réfection des bétons extérieurs (2017 ou 2018) et la troisième une reprise de l'étanchéité intérieure de la cuve (2018 ou 2017). Il a été décidé que la troisième phase serait faite avant la deuxième. Cette opération conjointe entre PMA (reprise support) et Veolia (reprise étanchéité) a bien été réalisée en fin d'année 2018. Il reste à présent la réfection des bétons extérieurs.
- Création d'une aération des chambres de vannes du réservoir de St Symphorien pour réduire l'humidité et améliorer la durabilité des équipements qui y sont installés

- La sécurisation des ouvrages vis-à-vis du risque d'intrusion devra être renforcée sur les sites les plus sensibles . Un audit a d'ailleurs été réalisé en ce sens par la direction de la sureté Veolia. Des propositions d'améliorations seront faites prochainement.
- Etanchéité extérieure du dôme du réservoir Fort Lachaux. Ce dernier présente environ 60 impacts sur son revêtement extérieur d'étanchéité. Il convient d'engager rapidement la réfection de celui-ci, à l'image de ce qui a été fait sur le réservoir du Montanot.
- Plancher béton du filtre n°2 de Mathay 1. Celui-ci présente d'importantes fissures visibles depuis la surface. Une étude béton a été réalisée par le bureau d'étude CETEC afin de définir les possibilités de réparation . Il semblerait que le béton soit en fin de vie ; celui-ci date de la construction de l'usine (>60 ans). Des travaux de grande ampleur sur ces ouvrages sont à prévoir pour les années à venir.

3.2. L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

- des réseaux de distribution,
- des équipements du réseau,
- des branchements en domaine public,
- des outils de comptage

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ Les réseaux, équipements, branchements et outils de comptage

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | N/N-1 |
|---------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-------|
| Canalisations | | | | | | |
| Longueur totale du réseau (km) | 1 127,3 | 1 127,8 | 1 137,6 | 1 144,6 | 1 136,6 | -0,7% |
| Longueur d'adduction (ml) | | | | 1 020 | 1 020 | 0,0% |
| Longueur de distribution (ml) | 1 127 336 | 1 127 783 | 1 137 646 | 1 143 569 | 1 135 619 | -0,7% |
| <i>dont canalisations</i> | 794 665 | 795 112 | 804 489 | 809 978 | 801 879 | -1,0% |
| <i>dont branchements</i> | 332 671 | 332 671 | 333 157 | 333 591 | 333 740 | 0,0% |
| Equipements | | | | | | |
| Nombre d'appareils publics | 1 786 | 1 786 | 1 828 | 1 781 | 2 014 | 13,1% |
| <i>dont poteaux d'incendie</i> | 1 843 | 1 843 | 1 813 | 1 849 | 1 849 | 0,0% |
| <i>dont bouches d'incendie</i> | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 0,0% |
| <i>dont puisards d'incendie</i> | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0,0% |
| <i>dont bouches de lavage</i> | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 0,0% |
| <i>dont bornes fontaine</i> | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 0,0% |
| <i>dont bornes de puisage</i> | | | 0 | 0 | 0 | 0% |
| <i>dont bouches d'arrosage</i> | 4 | 4 | 4 | 31 | 31 | 0,0% |
| Branchements | | | | | | |
| Nombre de branchements | 31 193 | 31 536 | 31 660 | 31 722 | 31 782 | 0,2% |

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | N/N-1 | Qualification |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|-------|---------------------------|
| Compteurs | | | | | | | |
| Nombre de compteurs | 37 282 | 37 328 | 37 984 | 38 017 | 39 198 | 3,1% | Détail tableau ci-dessous |
| <i>dont sur abonnements en service</i> | 35 599 | 35 999 | 36 059 | 36 277 | 36 980 | 1,9% | |
| <i>dont sur abonnements résiliés sans successeur</i> | 1 683 | 1 329 | 1 925 | 1 740 | 2 218 | 27,5% | |

| Compteurs par qualification | 2018 |
|-----------------------------|---------------|
| Nbre de compteurs | 39 198 |
| <i>Bien de reprise</i> | 39198 |
| <i>Bien de retour</i> | 0 |

| | Canalisation d'adduction (ml) | Canalisation distribution (ml) | Total (ml) |
|-------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|----------------|
| Longueur totale tous DN (ml) | 1 020 | 801 879 | 802 899 |
| DN 20 (mm) | | 15 | 15 |
| DN 25 (mm) | | 285 | 285 |
| DN 30 (mm) | | 1 193 | 1 193 |
| DN 40 (mm) | | 18 202 | 18 202 |
| DN 50 (mm) | | 13 026 | 13 026 |
| DN 60 (mm) | | 139 221 | 139 221 |
| DN 75 (mm) | | 12 315 | 12 315 |
| DN 80 (mm) | | 40 968 | 40 968 |
| DN 90 (mm) | | 3 093 | 3 093 |
| DN 100 (mm) | | 244 775 | 244 775 |
| DN 110 (mm) | | 234 | 234 |
| DN 125 (mm) | | 24 490 | 24 490 |
| DN 150 (mm) | 342 | 151 122 | 151 464 |
| DN 160 (mm) | | 269 | 269 |
| DN 175 (mm) | | 2 940 | 2 940 |
| DN 200 (mm) | | 54 122 | 54 122 |
| DN 225 (mm) | | 1 958 | 1 958 |
| DN 250 (mm) | | 17 543 | 17 543 |
| DN 300 (mm) | | 17 547 | 17 547 |
| DN 350 (mm) | | 2 772 | 2 772 |
| DN 400 (mm) | | 18 190 | 18 190 |
| DN 500 (mm) | | 7 534 | 7 534 |
| DN 600 (mm) | | 4 335 | 4 335 |
| DN 700 (mm) | | 10 978 | 10 978 |
| DN 800 (mm) | | 1 027 | 1 027 |
| DN indéterminé (mm) | 678 | 13 725 | 14 403 |

→ Les compteurs

| Compteurs (*) | Nombre | Qualification |
|--|--------|-----------------|
| Nombre de compteurs propriété de la collectivité | 0 | Bien de retour |
| Nombre de compteurs propriété de la société | 39 198 | Bien de reprise |

(*) compteurs installés sur branchements d'abonnés, à l'exclusion des compteurs de sectorisation

3.3. Les indicateurs de suivi du patrimoine

Dans le cadre d'une responsabilité partagée – selon le cadre défini par le contrat - Veolia met en œuvre une démarche de gestion durable et optimisée du patrimoine afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance des installations et, pour les réseaux, d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état.

3.3.1. LE TAUX MOYEN DE RENOUVELLEMENT DES RESEAUX

Le tableau suivant permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable. La dernière ligne précise le linéaire renouvelé porté à la connaissance du délégataire. La collectivité pourra calculer le taux moyen de renouvellement en ajoutant aux valeurs de la dernière ligne le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur totale du réseau.

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (%) | 0,41 | 0,43 | 0,47 | 0,48 | 0,50 |
| Longueur du réseau de desserte (hors adduction et hors branchements) (ml) | 794 665 | 795 112 | 804 489 | 809 978 | 801 879 |
| Longueur renouvelée totale (ml) | 3 646 | 4 705 | 5 944 | 2 794 | 2 827 |
| Longueur renouvelée par le délégataire (ml) | 0 | 0 | 0 | 461 | 305 |

3.3.2. L'INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX [P103.2]

L'obligation de réalisation d'un descriptif détaillé des ouvrages d'eau, tel que le définit l'article D.2224-5-1 du Code Général des Collectivités Territoriales répond à l'objectif de mettre en place une gestion patrimoniale des réseaux.

Il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion patrimoniale du réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points accessibles pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé. Depuis 2015, les services d'eau ne disposant pas du descriptif détaillé se sont vus appliquer un doublement de la redevance pour les prélèvements réalisés sur la ressource en eau.

Calculé sur un barème de 120 points (ou 100 points pour les services n'ayant pas la mission de distribution), la valeur de cet indice [P103.2] pour l'année 2018 est de :

| Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|--|------|------|------|------|------|
| Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux | 110 | 110 | 106 | 106 | 106 |

| Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau | | Barème | Valeur ICGPR |
|--|--|------------|--------------|
| Code VP | Partie A : Plan des réseaux (15 points) | | |
| VP.236 | Existence d'un plan des réseaux | 10 | 10 |
| VP.237 | Mise à jour annuelle du plan des réseaux | 5 | 5 |
| Code VP | Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A) | | |
| VP.238 | Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques | | Oui |
| VP.239 | Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres. | | 90 % |
| VP.240 | Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres | | Oui |
| Combinaison des variables VP238, VP239 et VP240 | Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux) | 15 | 14 |
| VP.241 | Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations | 15 | 12 |
| Total Parties A et B | | 45 | 41 |
| Code VP | Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B) | | |
| VP.242 | Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes | 10 | 10 |
| VP.243 | Inventaire pompes et équipements électromécaniques | 10 | 10 |
| VP.244 | Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux | 10 | 0 |
| VP.245 | Inventaire caractéristiques compteurs et références carnet métrologique | 10 | 10 |
| VP.246 | Inventaire secteurs de recherche de pertes eau | 10 | 10 |
| VP.247 | Localisation des autres interventions | 10 | 10 |
| VP.248 | Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations | 10 | 10 |
| VP.249 | Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux | 5 | 5 |
| Total: | | 120 | 106 |

La valeur de l'indice atteint le seuil des 40 premiers points du barème. En conséquence, le service dispose au 31 décembre 2018 du descriptif détaillé tel qu'exigé par la réglementation. Toutefois, un plan d'action visant à compléter l'inventaire des canalisations pourra être utilement mis en œuvre pour consolider ce descriptif détaillé. Veolia se tient à la disposition de vos services pour établir ce plan d'action.

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses missions ainsi que les informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

3.4. Gestion du patrimoine

3.4.1. LES RENOUVELLEMENTS REALISES

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines, réservoirs...) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : compteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

→ Les compteurs

En ce qui concerne les compteurs d'eau froide en service, le renouvellement est réalisé de manière à répondre aux obligations contractuelles et assurer la conformité réglementaire du parc de compteurs.

En France, le « contrôle en service des compteurs d'eau froide potable » est réglementé par l'arrêté du 6 mars 2007. Parmi les méthodes proposées par cet arrêté, Veolia a choisi celle qui donne la meilleure connaissance du parc : la mise en place d'un système qualité pour utiliser ses propres moyens de contrôle. Les compteurs de diamètre nominal strictement inférieur à 40 mm sont inspectés selon une méthode statistique définie par cet arrêté tandis que les autres compteurs sont renouvelés selon la méthode de renouvellement suivant l'âge et la classe du compteur.

Un carnet métrologique comprenant les informations demandées par la décision du 30 décembre 2008 est tenu à jour pour chaque compteur éligible.

Veolia a été autorisé par décision ministérielle à utiliser la procédure de contrôle statistique par le détenteur pour les compteurs qu'elle détient ou gère au titre d'un contrat de délégation de service public. Le système qualité de Veolia est accrédité (accréditation n° 3-1316 (précédemment accréditation n° 2 – 5146 jusqu'au 1^{er} décembre 2016) portée disponible sur WWW.COFRAC.fr) pour faire inspecter les compteurs par ses laboratoires.

Les lots de compteurs inspectés depuis 2010 sont conformes à la réglementation. Ces méthodes statistiques permettent de mettre en œuvre une stratégie de renouvellement préventif optimisée et contribuent à la maîtrise des technologies de comptage et au suivi du vieillissement des compteurs au cours du temps.

| Renouvellement des compteurs | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | N/N-1 |
|-------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|
| Nombre de compteurs | 37 282 | 37 328 | 37 984 | 38 017 | 39 198 | 3,1% |
| Nombre de compteurs remplacés | 1 497 | 2 015 | 1 950 | 2 163 | 2 043 | -5,5% |
| Taux de compteurs remplacés | 4,0 | 5,4 | 5,1 | 5,7 | 5,2 | -8,8% |

Fonds fonctionnel

→ Les installations

| Installations électromécaniques | Renouvelé dans l'exercice |
|---|---------------------------|
| ACCESSOIRES DE RESEAU | |
| RACCORDT CONTROLE PRESSION 18/B9G01 | X . |
| CANALISATION EAU 18C9G01 | X . |
| USINE DE MATHAY | |
| POMPAGE ST SYMPHORIEN : PRISE D'EAU MATHAY 2 | |
| POMPE ECHANTILLON EAU BRUTE PE2 02 13E7I34 | X . |
| POMPAGE ST SYMPHORIEN : DIST. ACIDE SULFURIQUE | |
| POMPE DOSEUSE H2SO4 NO 3 02E7155 NO 3 | X . |
| DEBITMETRE ELECTROMAGNETIQUE ALTOF | X . |
| DEBITMETRE ELECTROMAGNETIQUE ALTOF | X . |
| DEBITMETRE ELECTROMAGNETIQUE ALTOF | X . |
| ELECTROVANNE DILUTION 1250 | X . |
| POMPAGE ST SYMPHORIEN : MATHAY2 CHAINE1250M3/H | |
| VENTILATEUR MISE SOUS VIDE HN90 A 450M3/H | X . |
| POMPE ECHANTILLONNAGE 06/I7354 EAU CLOCHE | X . |
| POMPE ECHANTIL.EAU DECANTEE05/L7310 | X . |
| POMPAGE ST SYMPHORIEN : FLOCULANT 1250M3/H | |
| CAPTEUR DE NIVEAU VEGA (0-1 BAR) 12E7 | X . |
| POMPAGE ST SYMPHORIEN : CHLORE | |
| AEROTHERME LOCAL SOUDE | X . |
| PORTE LOCAL REGULATION CHLORE | X . |
| HYDROEJECTEUR EAU TRAITEE 09R7081 | X . |
| VANNE EAU MOTRICE D80 LOCAL CHLORE | X . |
| REGUL CHLORE REFOULEMENT EAU TRAITEE | X . |
| POMPAGE ST SYMPHORIEN : POMPES DE REFOULEMENT | |
| VANNE CONDUITE EAU TRAITEE D 125 | X . |
| POMPAGE ST SYMPHORIEN : OZONEURS | |
| STRUCTURE COMPRESSEUR A VIS KAESER | X . |
| MOTEUR COMPRESSEUR N 1 | X . |
| GROUPE VIS N1 09R7070 | X . |
| STRUCTURE COMPRESSEUR A VIS KAESER | X . |
| MOTEUR COMPRESSEUR N 2 | X . |
| GROUPE VIS N2 07/E7404 | X . |
| SECHEUR N 1 09R7077 | X . |
| SECHEUR N02 05/L7333 | X . |
| SECHEUR N 3 10D7115 | X . |
| DEBITMETRE 1 REFROIDISST ONDULEUR OZONEUR 1 | X . |
| DEPOLOX MESURE OZONE 2 14/E7I62 | X . |
| POMPAGE ST SYMPHORIEN : COMPRESSEURS | |
| SECHEUR D'AIR MII 98/E7832 | X . |
| POMPAGE ST SYMPHORIEN : ELECTRICITE+TELEGEST. | |

| | |
|---|-----|
| TRANSFORMATEUR N03 98/E7844 | X . |
| CELLULE HT ARRIVEE LIGNE AERIENNE | X . |
| CELLULE HT BOUCLAGE MY1 | X . |
| CELLULE HT COMPTAGE | X . |
| CELLULE HT DISJONCTEUR | X . |
| CHARGEUR BATTERIE 2 CELLULES HT | X . |
| AUTOMATES | X . |
| SYSTEME TELEGESTION USINE 99/E7020 | X . |
| CLIMATISEUR BEL AIR TYPE MONOBLOC 11E7007 | X . |
| CLIMATISEURS SALLE SUPERVISION 14/E7167 | X . |
| CLIMATISEUR ARMOIRE ELECTRIQUE AUTOMATE | X . |
| MATHAY 1 : POMPAGE EAU BRUTE | |
| POMPE EXTR BOUES MULTIFLO 1 | X . |
| MATHAY 1 : AIR COMPRIME | |
| COMPRES. AIR 01/E7114 | X . |
| COMPRESSEUR D'AIR N2 M1 01/E7148 | X . |
| SALLE DES TRANSFORMATEURS MT | |
| 3 DISJONCTEURS GENERAUX BT | X . |
| TRAITEMENT | |
| REGULATEUR POMPE 1 COAGULANT | X . |
| LAVAGE | |
| TURBIDIMETRE FILTRE 1 MY1 | X . |
| TURBIDIMETRE FILTRE 7 MY1 | X . |
| TURBIDIMETRE FILTRE 9 MY1 | X . |
| TRAITEMENT DES BOUES | |
| MOTO REDUCTEUR DURAND 100 MHV 1 200 F | X . |
| FEUILLE EPDM CONVOYAGE BOUES DANS BENNE | X . |
| AGITATEUR ELECTROLYTE USOCOM TYPE R40DT 71 D4 | X . |
| POMPE PRESSAGE HP 07/E7410 | X . |
| POMPE RELEVAGE EAU SALE ANCIEN EPA 13E7132 | X . |
| GROUPE DE NETTOYAGE HP | X . |
| TRAITEMENT DES BOUES : CHARBON ACTIF | |
| DEVOUTEUR MARQUE VEB TYPE ZG1 KMRA 7/G4 | X . |
| MESURE NIVEAU CAP ENDRESS 05/L7293 | X . |
| STATION ALERTE EAU BRUTE | |
| SONDE OXYGENE DISSOUS | X . |
| STATION DE REPRISE RUE DU CHATEAU A BART | |
| COFFRET TELETRANS SOFREL S550 | X . |
| STRUCTURES METALLIQUES | X . |
| SURPRESSEUR RUE DE LA COTE A BAVANS | |
| COFFRET TELETRANSMISSION | X . |
| STATION POMPAGE RESERVOIR RUE DU COTEAU DASLE | |
| COFFRET TELETRANSMISSION | X . |
| ANTENNE RADIO | X . |
| CHLOROMETRE WALLACE 14/E7156 | X . |
| ACCELERATEUR RUE DU VERNONIS(STAT.PEAGE)ETUPES | |

| | |
|---|-----|
| GROUPE NO 1 JEUMONT-SCHNEIDER | X . |
| GROUPE NO 2 JEUMONT-SCHNEIDER | X . |
| TUYAUTERIE | X . |
| COFFRET TELETRANSMISSION | X . |
| STATION REPRISE CITADELLE II A MONTBELIARD | |
| 2 CONVECTEURS 2 KW | X . |
| COFFRET TELETRANSMISSION | X . |
| STATION REPRISE SOUS LES VIGNES SOCHAUX | |
| VANNE ELECTRIQUE AMRI DN 250 01/E7139 | X . |
| VARIATEUR DE VITESSE GROUPE NO 1 10D6102 | X . |
| VARIATEUR VITESSE GROUPE NO 2 10D6102 | X . |
| GROUPE N 1 MOTEUR 260M3/H A 80M | X . |
| GROUPE N 1 POMPE 260M3/H A 80M | X . |
| AMORTISSEUR CONDUITE REFOULEMENT (DILATOFLEX) | X . |
| ARMOIRE ELECTRIQUE 05/L7319 | X . |
| TUYAUTERIE REFOULEMENT | X . |
| STAT REPR. NOMMAY BOIS CHARMONT(GRANDCHARMONT) | |
| COFFRET TELETRANS PERAX 99/E7020 | X . |
| 2 CONVECTEURS 3 KW | X . |
| STAT.REPRISE RUE DE LA BOULOIE A HERIMONCOURT | |
| DISJONCTEUR DE TETE | X . |
| CONTROLEUR CHLORE DEPOLOX3 01/E7121 | X . |
| 2 CONVECTEURS | X . |
| RELAIS CATHODIQUE RUE DU CORDONNIER A ETUPES | |
| POSTE DE SOUTIRAGE | X . |
| RESERVOIR DE ST SYMPHORIEN | |
| COFFRET TELETRANS PERAX99/E7020 | X . |
| COMPTEUR DEPART FEEDER EST SOCAM 150 | X . |
| RESERVOIR DU MONTANOT A EXINCOURT | |
| ETANCHEITE CUVE 1500 M3 94/3019 | X . |
| RESERVOIR DES CHAMPS A AUDINCOURT | |
| COFFRET TELETRANSMISSION | X . |
| RESERVOIR ET SURPRESSEUR CHEMIN DU CANAL(BART) | |
| COFFRET TELETRANS SOFREL S550 | X . |
| RESERVOIR HAUT RUE DE LA COTE A BAVANS | |
| ARMOIRE CHLORE | X . |
| RESERVOIR DE BEAUCOURT | |
| COFFRET TELETRANSMISSION | X . |
| RESERVOIR DES FOUGERES A BETHONCOURT | |
| COFFRET TELETRANS SOFREL S550 | X . |
| RESERVOIR DAMPIERRE LES BOIS | |
| BASCULE BOUTEILLES DE CHLORE 05/L6321 | X . |
| RESERVOIR DU PEAGE A ETUPES | |
| COFFRET TELETRANS PERAX 99/E7020 | X . |
| RESERVOIR HAUT SERVICE A EXINCOURT | |
| COFFRET TELETRANSMISSION | X . |

| | |
|---|-----|
| RVOIR PARC DES MICHES RUE E BLAZER MONTBELIARD | |
| COFFRET TELETRANSMISSION | X . |
| ANALYSEUR DE CHLORE 13E7I27 | X . |
| RESERVOIR MONT CHEVIS A MONTBELIARD | |
| COFFRET TELETRANSMISSION | X . |
| RESERVOIR FORT LA CHAUX A MONTBELIARD | |
| COFFRET TELETRANSMISSION | X . |
| RESERVOIR DU CREPON A SOCHAUX | |
| COFFRET TELETRANSMISSION | X . |
| RESERVOIR DE BADEVEL | |
| COFFRET TELETRANSMISSION | X . |
| RESERVOIR DES TROIS BORNES | |
| TELEGESTION | X . |
| STATION DE REPRISE DES TROIS BORNES | |
| POMPE 1 | X . |
| TELEGESTION | X . |
| HERIMONCOURT GRAMMONT | |
| HYDROFORT | X . |
| SECURISATION OUVRAGES | |
| SECURISATION RESERVOIRS | |
| SECURISATION RES ST SYMPH, BADEVEL, NOMMAY, ETUPES | X . |

→ **Les réseaux**

| Réseaux | Quantité renouvelée dans l'exercice |
|--|-------------------------------------|
| Réseau (lot) | |
| BRANCHEMENTS EAU DIA: 25- 35 | 331 |
| VANNES A OPERCULE ET VIDANGE DIA: 75- 99 MIL.: 4 | 1 |
| VANNES A OPERCULE ET VIDANGE DIA: 100- 149 MIL.: 4 | 3 |
| VENTOUSES DIA: 60- 80 | 28 |

→ **Les branchements**

| Renouvellement des branchements plomb | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | N/N-1 |
|---|---------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Nombre de branchements | 31 193 | 31 536 | 31 660 | 31 722 | 31 782 | 0,2% |
| <i>dont branchements plomb au 31 décembre (*)</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% |
| <i>% de branchements plomb restant au 31 décembre</i> | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% |
| <i>Branchements plomb découverts pendant l'année</i> | | 120 | 141 | 185 | 130 | -29,7% |
| Branchements plomb supprimés pendant l'année (**) | 188 | 120 | 141 | 185 | 130 | -29,7% |
| <i>% de branchements plomb supprimés</i> | 100,00% | | | | | |

(*) inventaire effectué au vu de la partie visible au droit du compteur

(**) par le Délégué et par la Collectivité

C'est également 201 autres branchements vétustes et de toutes natures autres que plomb qui ont été renouvelés dans le cadre du fonds fonctionnel.

Fonds Patrimonial

Voici l'ensemble des travaux réalisés dans le cadre du Fonds Patrimonial en accord avec les services techniques de Pays de Montbéliard Agglomération :

| Commune | Rue | Domaine | Description des travaux |
|-------------------|---|-------------|---|
| AUDINCOURT | 12, rue de Franche-Comté | Eau Potable | Création d'une vanne DN 300 avec terrassement |
| AUDINCOURT | Rue de Valentigney | Eau Potable | Renouvellement AEP DN 150 - 43 ml |
| AUDINCOURT | Rue Viette | Eau Potable | 62 ml DN 60 fonte |
| DAMBENOIS | Route de Trévenans | Eau Potable | 94 ml DN 100 fonte |
| HERIMONCOURT | Rue des Courts Champs | Eau Potable | 106 ml DN 60 fonte |
| MANDEURE | Rue de l'Eglise | Eau Potable | Création d'une vanne de section DN 200 avec terrassement |
| MANDEURE | Rue Sous la Côte / Cités du Mexique | Eau Potable | Pose d'une vanne de section avec terrassement - entre le n° 283 et 284 - Ilotage recherche de fuite |
| MATHAY | Rue Saint Paul | Eau Potable | Pose d'une vanne de section AEP DN 100 |
| MONTBELIARD | Pont Bermont / Rue Charles Lalance | Eau Potable | Création d'une vanne de section DN 150 |
| SOCHAUX | 18, Avenue Leclerc (vers les Halles Sochaliennes) | Eau Potable | Création d'une vanne DN 150 avec terrassement |
| SOCHAUX | Avenue Leclerc (vers n° 23) | Eau Potable | Pose d'une vanne de section avec terrassement - renouvellement BT AEP |
| AUDINCOURT | Rue de Vandoncourt | Eau Potable | Raccordement AEP 100/60 avec terrassement |
| BART | Rue des Arbues - Rue du Général de Gaulle | Eau Potable | Raccordements AEP DN 100 |
| FESCHES LE CHATEL | Rue Roger Salengro | Eau Potable | Raccordement AEP DN 100 / 60 |
| GRAND-CHARMONT | Rue de Gascogne | Eau Potable | |
| GRAND-CHARMONT | Rue du Stade | Eau Potable | Raccordements AEP DN 150 / 100 |
| MANDEURE | Rue des Prés | Eau Potable | 1 raccordement DN 100 |
| MONTBELIARD | Rue des Huisselets / Rue Guynemer / Rue du Bannot | Eau Potable | Raccordement AEP avec terrassement |
| MONTBELIARD | Rue Joseph Rossel / Rue Paul Pesty / Rue Leon Parrot | Eau Potable | 3 raccordements AEP avec terrassement |
| NOMMAY | Rue des Bancs / Rue de Lorraine | Eau Potable | |
| VIEUX CHARMONT | Rue des Fossés | Eau Potable | Raccordements AEP sans terrassement |
| MATHAY | Usine AEP | Eau Potable | Automatisation de la chloration |
| PMA | Réservoirs Saint Symphorien ; Coppries ; Nommay ; Badevel | Eau Potable | Sécurisation d'accès Réservoirs AEP - travaux de sécurisation |

4. La performance et l'efficacité opérationnelle pour votre service



4.1. La qualité de l'eau

La qualité de l'eau distribuée constitue l'enjeu prioritaire de performance des services. Elle figure légitimement au premier rang des exigences des consommateurs de service d'eau.

Les phénomènes de dégradation de la qualité de l'eau sont complexes et leur maîtrise nécessite une vigilance à tous les stades de vie des infrastructures du service (conception, travaux, exploitation...).

4.1.1. LE CONTROLE DE LA QUALITE DE L'EAU

Dans tous les services qui lui sont confiés, Veolia fait le choix de compléter le contrôle réglementaire réalisé par l'Agence Régionale de Santé, par un plan d'auto-contrôle de la qualité de l'eau sur la ressource et sur l'eau produite ainsi que distribuée. Les prélèvements sont réalisés sur les points de captage, dans les usines de production d'eau potable et sur le réseau de distribution jusqu'au robinet du consommateur. Le contrôle réglementaire réalisé par l'ARS porte sur l'ensemble des paramètres réglementaires microbiologiques et physico-chimiques. L'auto-contrôle est adapté à chaque service et cible davantage les paramètres réglementés pour un suivi du bon fonctionnement des installations et de la qualité de l'eau distribuée.

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses réalisées sur l'ensemble des systèmes. Le détail des paramètres est disponible en annexe.

| | Contrôle sanitaire | Surveillance par le délégataire | Analyses supplémentaires |
|------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------------|
| Microbiologique | 1004 | 1392 | 46 |
| Physico-chimique | 7492 | 3175 | 77 |

4.1.2. L'EAU PRODUITE ET DISTRIBUEE

→ Conformité des paramètres analytiques

Détail des non-conformités par rapport aux limites de qualité :

| Paramètre | Mini | Maxi | Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire | Nb de non-conformités Surveillance Déléguataire | Nb d'analyses Contrôle Sanitaire | Nb d'analyses Surveillance Déléguataire | Valeur du seuil et unité |
|-----------|------|------|--|---|----------------------------------|---|--------------------------|
| Turbidité | 0,12 | 5,6 | 1 | 0 | 18 | 27 | 1 NFU |

Détail des non-conformités par rapport aux références de qualité :

| Paramètre | Mini | Maxi | Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire | Nb de non-conformités Surveillance Déléguataire | Nb d'analyses Contrôle Sanitaire | Nb d'analyses Surveillance Déléguataire | Valeur du seuil et unité |
|-----------------------------|-------|------|--|---|----------------------------------|---|--------------------------|
| Aluminium total | 0,022 | 0,3 | 1 | 0 | 150 | 25 | .2 mg/l |
| Bact et spores sulfito-rédu | 0 | 2 | 1 | 0 | 164 | 26 | 0 n/100ml |
| Bactéries Coliformes | 0 | 2 | 1 | 1 | 164 | 272 | 0 n/100ml |
| Carbone Organique Total | 0,9 | 2,2 | 1 | 0 | 18 | 26 | 2 mg/l C |
| Equ.Calco (0;1;2;3;4) | 0 | 4 | 3 | 2 | 4 | 8 | 2 Qualitatif |
| Température de l'eau | 2,8 | 25,3 | 1 | 0 | 167 | 291 | 25 °C |
| Turbidité | 0,12 | 1,7 | 1 | 2 | 18 | 27 | 0,5 NFU |
| Turbidité | 0,15 | 5,6 | 1 | 0 | 146 | 248 | 2 NFU |

Le dépassement de la limite de qualité observé sur le paramètre turbidité, en date du 30/01/2018 sur la commune de Valentigney fait suite à décrochage de biofilm en raison de manœuvres de vannes sur le réseau de distribution. Pour éliminer ces dépôts, des purges en réseau et au plus près du branchement de l'abonné concerné ont été réalisées. Une contre analyse réalisée juste après, et témoignant de valeurs bien en dessous des seuils, a confirmé le retour à la normale.

Comme évoqué ci-dessus, les références de qualité sont des valeurs indicatives établies à des fins de suivi des installations de production et de distribution d'eau potable. Un dépassement ne traduit pas un risque sanitaire pour le consommateur mais implique la mise en œuvre d'actions correctives. A titre d'indication, le dépassement de la référence de qualité observé sur le paramètre aluminium fait suite à l'évènement explicité plus haut à Valentigney le 30/01/2018.

→ Composition de l'eau du robinet

Les données sont celles observées aux points de mise en distribution et de consommation. Les résultats sur les ressources ne sont pas pris en compte dans ce tableau. La caractérisation de l'eau résulte ici d'analyses réglementaires réalisées pour le compte de l'Agence Régionale de Santé, et des analyses d'auto-contrôle pilotées par Veolia.

| Paramètre | Mini | Maxi | Nb d'analyses | Unité | Valeur du seuil |
|-----------------------|-------|-------|---------------|-------|-----------------|
| Calcium | 57 | 87 | 13 | mg/l | Sans objet |
| Chlorures | 10,40 | 20,70 | 27 | mg/l | 250 |
| Fluorures | 0 | 0 | 4 | µg/l | 1500 |
| Magnésium | 2,10 | 4,30 | 13 | mg/l | Sans objet |
| Nitrates | 3,70 | 19 | 29 | mg/l | 50 |
| Pesticides totaux | 0 | 0 | 14 | µg/l | 0,5 |
| Potassium | 1,20 | 4,30 | 13 | mg/l | Sans objet |
| Sodium | 1,30 | 15,70 | 13 | mg/l | 200 |
| Sulfates | 16,80 | 47,10 | 27 | mg/l | 250 |
| Titre Hydrotimétrique | 15,76 | 23,50 | 31 | °F | Sans objet |

4.1.3. L'ÉVOLUTION DE LA QUALITÉ DE L'EAU

→ Historique des données du contrôle officiel (ARS)

Les indicateurs de conformité des prélèvements réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité concernent les paramètres microbiologiques [P101.1] et physico-chimiques [P102.1]. Le résultat des analyses du contrôle officiel peut être consulté sur le site du ministère : <http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable>

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Paramètres microbiologiques | | | | | |
| Taux de conformité microbiologique | 100,00 % | 100,00 % | 100,00 % | 99,50 % | 100,00 % |
| Nombre de prélèvements conformes | 205 | 307 | 238 | 201 | 164 |
| Nombre de prélèvements non conformes | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 |
| Nombre total de prélèvements | 205 | 307 | 238 | 202 | 164 |
| Paramètres physico-chimique | | | | | |
| Taux de conformité physico-chimique | 94,12 % | 100,00 % | 94,87 % | 100,00 % | 96,00 % |
| Nombre de prélèvements conformes | 32 | 51 | 37 | 34 | 24 |
| Nombre de prélèvements non conformes | 2 | 0 | 2 | 0 | 1 |
| Nombre total de prélèvements | 34 | 51 | 39 | 34 | 25 |

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

→ Chlorure de Vinyle Monomère

Le Chlorure de Vinyle Monomère (CVM) constitue la principale matière première du PVC. Cette substance est classée comme cancérigène et sa limite de qualité dans les eaux destinées à la consommation humaine est fixée à 0,5 µg/L. Des dépassements de cette limite de qualité sont susceptibles d'être observés du fait d'une migration dans l'eau distribuée du CVM résiduel contenu dans les parois de certaines canalisations en PVC produites avant 1980.

En 2018, comme les années précédentes, les Agences Régionales de Santé (ARS) ont continué d'appliquer l'instruction de la Direction Générale de la Santé du 18 octobre 2012 relative à la gestion des risques sanitaires en cas de dépassement de la limite de qualité des eaux destinées à la consommation humaine. La plupart des ARS appliquent une stratégie d'échantillonnage ciblée sur les canalisations précédemment repérées comme à risques. Il s'agit avant tout des canalisations susceptibles d'être concernées par le phénomène de migration du CVM compte-tenu de leurs caractéristiques patrimoniales (période de pose) et hydrauliques (temps de séjour de l'eau dans la canalisation).

Situation sur votre service :

Une campagne estivale de prélèvement a été réalisée par l'ARS en 2015, comprenant 12 points différents du réseau de PMA. Tous les résultats sont conformes à la limite de qualité de 0.5 µg/L. Deux points de prélèvement présentent des résultats quantifiables quoique conformes, à Etupes (0.3 µg/L) et à Valentigney (0.2 µg/L). Des contrôles ont été réalisés durant l'été 2016 qui ont confirmé une partie de ces détections de CVM, à des teneurs inférieures à la limite de qualité de 0.5 µg/L. La présence de ces teneurs faibles en CVM pourrait être expliquée par la migration de ce composé à partir de canalisations en PVC anciennes (posées avant 1980). Aucune recherche spécifique n'a été menée en 2017 et 2018 le contrôle sanitaire n'a pas détecté de non-conformité.

4.2. La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau

4.2.1. L'EFFICACITE DE LA PRODUCTION : LE VOLUME PRELEVE ET PRODUIT

→ *L'origine de l'eau alimentant le service*

→ *Le volume prélevé*

Les autorisations de prélèvement maximales par ressource sont les suivantes :

| | Débit horaire (m3/h) | Volume journalier (m3/jour) |
|-----------------|-------------------------|--------------------------------|
| Usine de Mathay | 3 600 | 75 000 |

Le volume prélevé par ressource et par nature d'eau est détaillé ci-après :

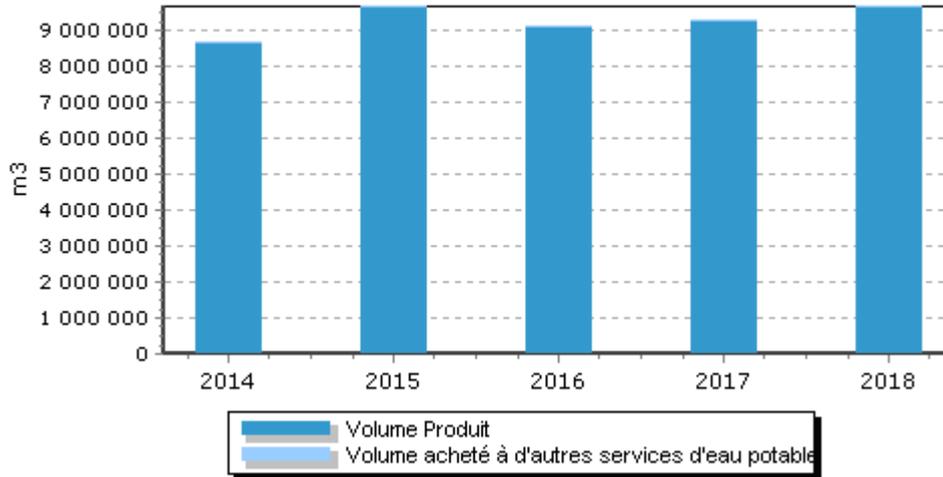
| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | N/N-1 |
|---|------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------|
| Volume prélevé (m3) | 9 220 821 | 10 397 612 | 9 474 303 | 10 017 752 | 10 717 231 | 7,0% |
| Volume prélevé par ressource (m3) | | | | | | |
| Usine de Mathay | 9 220 821 | 10 397 612 | 9 474 303 | 10 017 752 | 10 717 231 | 7,0% |
| Volume prélevé par nature d'eau (m3) | | | | | | |
| Eau souterraine non influencée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% |
| Eau souterraine influencée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% |
| Eau de surface | 9 220 821 | 10 397 612 | 9 474 303 | 10 017 752 | 10 717 231 | 7,0% |

→ *Le volume produit et mis en distribution*

Les volumes produit et mis en distribution prennent en compte, le cas échéant, le volume acheté et vendu à d'autres services d'eau potable :

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | N/N-1 |
|---|------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|--------------|
| Volume prélevé (m3) | 9 220 821 | 10 397 612 | 9 474 303 | 10 017 752 | 10 717 231 | 7,0% |
| Volume eau brute acheté | | | 0 | 0 | 0 | 0% |
| Besoin des usines | 528 574 | 753 965 | 354 909 | 756 025 | 1 047 610 | 38,6% |
| Volume produit (m3) | 8 692 247 | 9 643 647 | 9 119 394 | 9 261 727 | 9 669 621 | 4,4% |
| Volume acheté à d'autres services d'eau potable | 1 485 | 2 103 | 1 662 | 1 272 | 1 593 | 25,2% |
| Volume vendu à d'autres services d'eau potable | 1 482 577 | 2 357 474 | 1 982 348 | 1 940 567 | 2 366 684 | 22,0% |
| Volume mis en distribution (m3) | 7 211 155 | 7 288 276 | 7 138 708 | 7 322 432 | 7 304 530 | -0,2% |

Evolution des volumes produits et achetés à d'autres services d'eau potable



Le volume acheté à d'autres services d'eau potable est détaillé ci-après :

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | N/N-1 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Volume acheté à d'autres services d'eau potable (m3) | 1 485 | 2 103 | 1 662 | 1 272 | 1 593 | 25,2% |
| ECOT | 1 485 | 2 103 | 1 662 | 1 272 | 1 593 | 25,2% |

→ Bilan mensuel

Le volume introduit et mis en distribution moyen par mois :

4.2.2. L'EFFICACITE DE LA DISTRIBUTION : LE VOLUME VENDU, LE VOLUME CONSOMME ET LEUR EVOLUTION

→ Le volume vendu

Le volume vendu est celui constaté sur les factures émises au cours de l'exercice. Il est égal au volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services d'eau potable, après déduction du volume de service du réseau, des dotations gratuites (dégrèvements pour fuites par exemple) et des éventuels forfaits de consommation.

Selon la typologie de l'arrêté du 2 mai 2007 (rapport sur le prix et la qualité du service), le volume vendu se décompose ainsi :

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | N/N-1 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|--------------|
| Volume vendu selon le décret (m3) | 6 823 767 | 7 723 964 | 7 809 094 | 7 231 839 | 7 599 744 | 5,1% |
| Sous-total volume vendu aux abonnés du service | 5 341 190 | 5 366 490 | 5 826 746 | 5 291 272 | 5 233 060 | -1,1% |
| domestique ou assimilé | 5 049 861 | 5 155 616 | 5 619 091 | 5 121 090 | 5 079 225 | -0,8% |
| autres que domestiques | 291 329 | 210 874 | 207 655 | 170 182 | 153 835 | -9,6% |
| Volume vendu à d'autres services d'eau potable | 1 482 577 | 2 357 474 | 1 982 348 | 1 940 567 | 2 366 684 | 22,0% |

Le volume vendu par typologie de clients est détaillé comme suit :

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | N/N-1 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------|
| Volume vendu (m3) | 6 823 767 | 7 723 964 | 7 809 094 | 7 231 839 | 7 599 744 | 5,1% |
| <i>dont clients individuels</i> | 4 552 012 | 4 549 332 | 4 906 687 | 4 564 836 | 4 488 020 | -1,7% |
| <i>dont clients domestiques SRU</i> | | 41 488 | 43 578 | 44 598 | 56 262 | 26,2% |
| <i>dont clients industriels</i> | 381 774 | 399 125 | 488 177 | 420 069 | 438 850 | 4,5% |
| <i>dont clients collectifs</i> | 225 700 | 193 498 | 209 834 | 121 088 | 115 631 | -4,5% |
| <i>dont irrigations agricoles</i> | | | | 1 807 | 2 180 | 20,6% |
| <i>dont volume vendu autres collectivités</i> | 1 482 577 | 2 357 474 | 1 982 348 | 1 940 567 | 2 366 684 | 22,0% |
| <i>dont bâtiments communaux</i> | 163 604 | 166 464 | 155 256 | 123 459 | 129 690 | 5,0% |
| <i>dont appareils publics</i> | 18 100 | 16 583 | 23 214 | 15 415 | 2 427 | -84,3% |

Le volume vendu aux autres services d'eau potable est détaillé comme suit :

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | N/N-1 |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|--------------|
| Volume vendu à d'autres services d'eau potable (m3) | 1 482 577 | 2 357 474 | 1 982 348 | 1 940 567 | 2 366 684 | 22,0% |
| BEAUCOURT | | | 0 | | | |
| Belfortaine Com. Agglomération | 1 048 304 | 1 915 682 | 1 550 257 | 1 439 513 | 1 907 987 | 32,5% |
| BONDEVAL | 516 | 3 665 | 1 027 | 4 797 | 3 118 | -35,0% |
| DUNG | 32 735 | 42 649 | 28 963 | 38 581 | 37 674 | -2,4% |
| MATHAY | | | 0 | | | |
| SIDES | 357 390 | 349 126 | 358 718 | 389 049 | 347 120 | -10,8% |
| SIVOM DE BERCHE DAMPIERRE-SUR-LE-DOUBS | 43 632 | 46 352 | 43 383 | 68 627 | 70 785 | 3,1% |

→ Le volume consommé

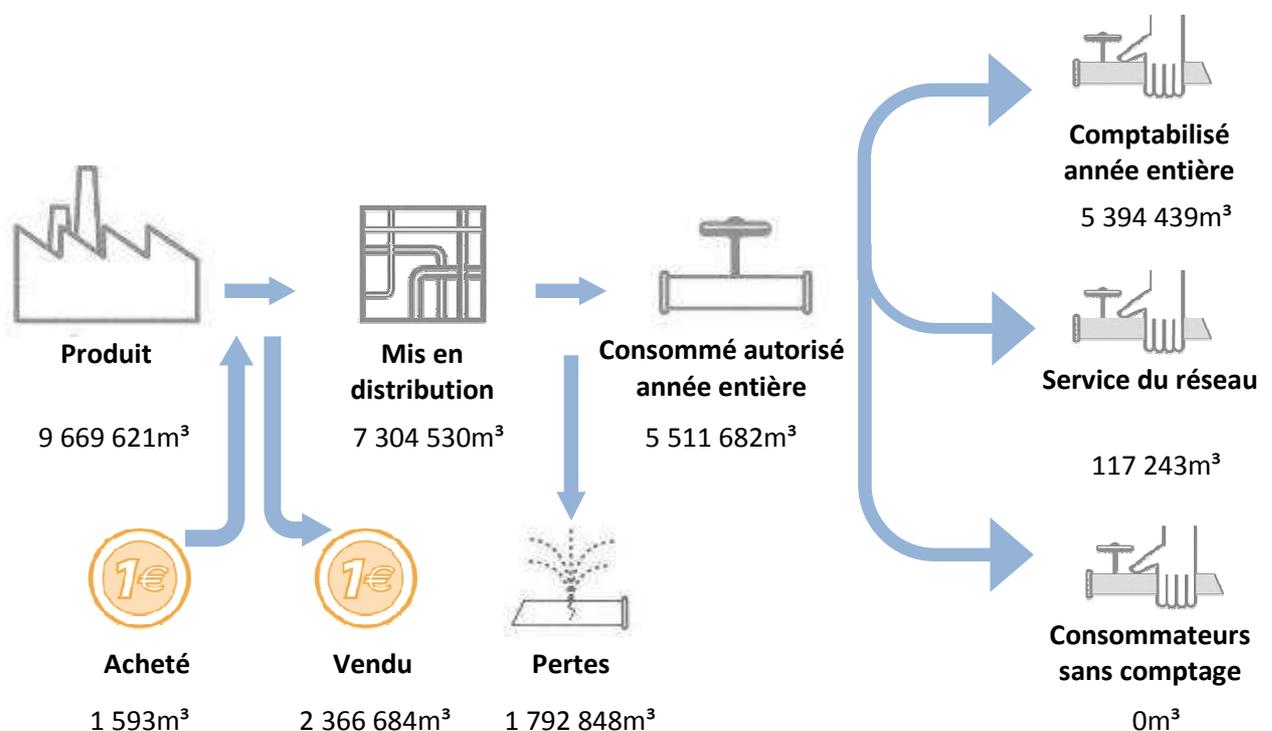
Le volume consommé autorisé est la somme du volume comptabilisé (issu des campagnes de relevés de l'exercice), du volume des consommateurs sans comptage (défense incendie, arrosage public, ...) et du volume de service du réseau (purges, vidanges de biefs, nettoyage des réservoirs,...). Il est ramené à l'année entière par un calcul prorata temporis sur la part comptabilisée, en fonction du nombre de jours de consommation.

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | N/N-1 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|--------------|
| Volume comptabilisé hors ventes en gros (m3) | 5 377 272 | 5 432 992 | 5 862 465 | 5 475 064 | 5 423 998 | -0,9% |
| Volume comptabilisé hors ventes en gros 365 jours (m3) | 5 392 045 | 5 462 926 | 5 814 803 | 5 520 437 | 5 394 439 | -2,3% |
| Nombre de jours de consommation entre 2 relevés annuels | 364 | 363 | 369 | 362 | 367 | 1,4% |
| Volume consommateurs sans comptage (m3) | | | | 0 | | |
| Volume de service du réseau (m3) | 40 342 | 56 854 | 63 402 | 93 694 | 117 243 | 25,1% |
| Volume consommé autorisé (m3) | 5 417 614 | 5 489 846 | 5 925 867 | 5 568 758 | 5 541 241 | -0,5% |
| Volume consommé autorisé 365 jours (m3) | 5 432 387 | 5 519 780 | 5 878 205 | 5 614 131 | 5 511 682 | -1,8% |

Le volume consommé par les principaux abonnés ou gros consommateurs figure au tableau suivant :

| Volume consommé par les principaux abonnés (m3) | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | N/N-1 |
|---|--------|--------|---------|--------|--------|--------|
| BLANCHISSERIE HOPITAL | 93 564 | 74 114 | 61 073 | 19 635 | 153 | -99,2% |
| ECOLE NATIONALE DE POLICE | 10 310 | 11 430 | 10 613 | 9 241 | 9 008 | -2,5% |
| PEUGEOT SITE DE BELCHAMPS | 85 909 | 85 087 | 105 661 | 79 851 | 68 886 | -13,7% |
| PEUGEOT SITE DE SOCHAUX | 71 982 | 63 313 | 59 533 | 58 532 | 62 747 | 7,2% |

→ Synthèse des flux de volumes



4.2.3. LA MAITRISE DES PERTES EN EAU

La maîtrise des pertes en eau est la résultante de deux principaux facteurs, à savoir, l'état du patrimoine et l'efficacité opérationnelle de l'exploitant pour détecter, localiser et réparer les fuites au plus vite.

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum pour les réseaux de distribution d'eau potable, dont la valeur « seuil » dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau.

En cas de non atteinte de ce rendement minimum, la collectivité dispose d'un délai de deux ans pour élaborer un « plan d'actions » visant à maîtriser les pertes en eau et améliorer le rendement. La non-réalisation de ce plan d'actions entraîne le doublement de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau de l'Agence de l'eau.

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs de performance pour l'année 2018 qui rendent compte de la maîtrise des pertes en eau du service.

| Année | Rdt (%) | Objectif Rdt Grenelle2(%) | ILP (m ³ /j/km) | ILVNC (m ³ /j/km) | ILC (m ³ /j/km) |
|-------|---------|---------------------------|----------------------------|------------------------------|----------------------------|
| 2018 | 81,5 | 70,38 | 6,13 | 6,53 | 26,92 |

Rdt (Rendement du réseau de distribution (%)) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / (volume produit + volume acheté à d'autres services)

Objectif Rdt Grenelle 2 (%) : Seuil de rendement à atteindre compte-tenu des caractéristiques du service, estimé conformément au décret du 27 janvier 2012

ILP (indice linéaire des pertes (m³/j/km)) : (volume mis en distribution – volume consommé autorisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/nombre de jours dans l'année)

ILVNC (indice linéaire des volumes non-comptés (m³/j/km)) : (volume mis en distribution – volume comptabilisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/ nombre de jours dans l'année)

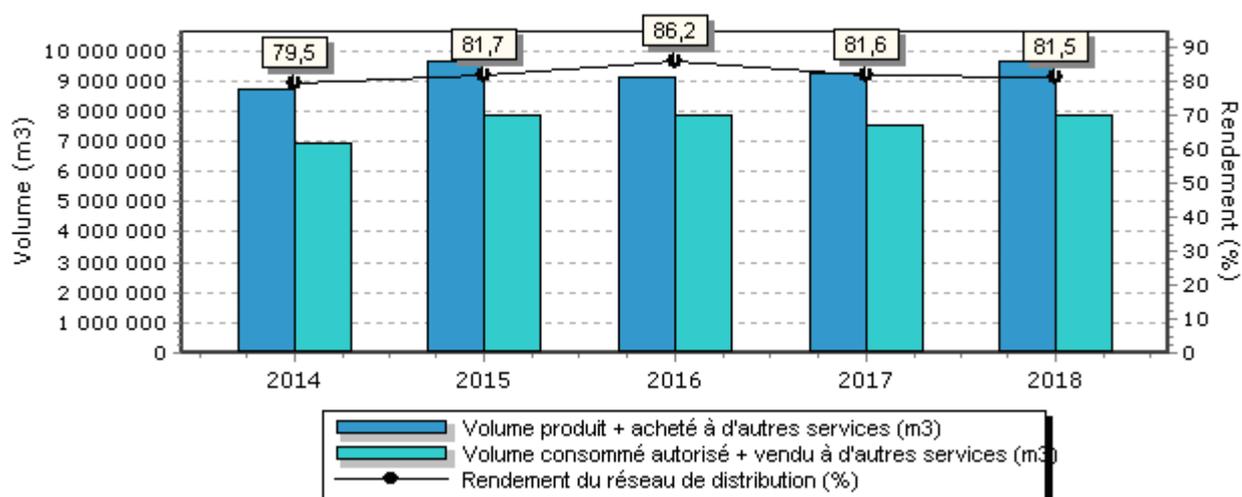
ILC (indice linéaire de consommation (m³/j/km)) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / ((longueur de canalisation de distribution hors branchements)/nombre de jours dans l'année)

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | N/N-1 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| Rendement du réseau de distribution (%) (A+B)/(C+D) | 79,5 % | 81,7 % | 86,2 % | 81,6 % | 81,5 % | -0,1% |
| A Volume consommé autorisé 365 jours (m3) | 5 432 387 | 5 519 780 | 5 878 205 | 5 614 131 | 5 511 682 | -1,8% |
| B Volume vendu à d'autres services (m3) | 1 482 577 | 2 357 474 | 1 982 348 | 1 940 567 | 2 366 684 | 22,0% |
| C Volume produit (m3) | 8 692 247 | 9 643 647 | 9 119 394 | 9 261 727 | 9 669 621 | 4,4% |
| D Volume acheté à d'autres services (m3) | 1 485 | 2 103 | 1 662 | 1 272 | 1 593 | 25,2% |

Selon les prestations assurées dans le cadre du contrat, certains termes de la formule peuvent être sans objet. Ils ne sont alors pas affichés dans le tableau

(A = Volume consommé autorisé 365 jours ; B = Volume vendu à d'autres services ; C = Volume produit ; D = Volume acheté à d'autres services)
Calcul effectué selon la circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008

Evolution du rendement du réseau de distribution



Sous réserve de la confirmation qui sera émise par l'Agence de l'Eau, le rendement de réseau 2018 étant supérieur au seuil de rendement « Grenelle 2 », il n'est pas nécessaire d'établir un plan d'actions spécifique. Veolia poursuivra ses efforts pour améliorer la performance du réseau dans la continuité des actions mises en œuvre en 2018.

→ L'indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] et l'indice linéaire de pertes en réseau [P106.3]

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Indice linéaire des volumes non comptés (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365 | 6,27 | 6,29 | 4,50 | 6,10 | 6,53 |
| A Volume mis en distribution (m3) | 7 211 155 | 7 288 276 | 7 138 708 | 7 322 432 | 7 304 530 |
| B Volume comptabilisé 365 jours (m3) | 5 392 045 | 5 462 926 | 5 814 803 | 5 520 437 | 5 394 439 |
| L Longueur de canalisation de distribution (ml) | 794 665 | 795 112 | 804 489 | 809 978 | 801 879 |

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Indice linéaire de pertes en réseau (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365 | 6,13 | 6,09 | 4,28 | 5,78 | 6,13 |
| A Volume mis en distribution (m3) | 7 211 155 | 7 288 276 | 7 138 708 | 7 322 432 | 7 304 530 |
| B Volume consommé autorisé 365 jours (m3) | 5 432 387 | 5 519 780 | 5 878 205 | 5 614 131 | 5 511 682 |
| L Longueur de canalisation de distribution (ml) | 794 665 | 795 112 | 804 489 | 809 978 | 801 879 |

4.3. La maintenance du patrimoine



On distingue deux types d'interventions :

- Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



La gestion centralisée des interventions

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné, d'une réparation de fuite ou encore d'un prélèvement pour analyse.

4.3.1. LES OPERATIONS DE MAINTENANCE DES INSTALLATIONS

→ *Les installations*

→ *Les pannes et arrêts*

4.3.2. LES OPERATIONS DE MAINTENANCE DU RESEAU

Le SIG est un composant essentiel de la gestion du patrimoine réseau. En effet, le SIG permet l'inventaire et la localisation des canalisations et des branchements, ainsi que la connaissance des événements d'exploitation. Cette capitalisation des informations permet d'intervenir efficacement au quotidien et de construire une stratégie optimisée de l'exploitation et du renouvellement.

4.3.3. LES RECHERCHES DE FUTES

Le nombre de fuites décelées et réparées figure au tableau suivant :

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | N/N-1 |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|--------|
| Nombre de fuites sur canalisations | 108 | 128 | 133 | 147 | 127 | -13,6% |
| Nombre de fuites par km de canalisations | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,0% |
| Nombre de fuites sur branchement | 156 | 147 | 136 | 137 | 136 | -0,7% |
| Nombre de fuites pour 100 branchements | 0,5 | 0,5 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,0% |
| Nombre de fuites sur compteur | 172 | 268 | 294 | 335 | 202 | -39,7% |
| Nombre de fuites sur équipement | 0 | 0 | 16 | 7 | 1 | -85,7% |
| Nombre de fuites sur autre support | 22 | 19 | 0 | 19 | 46 | 142,1% |
| Nombre de fuites réparées | 458 | 562 | 579 | 645 | 512 | -20,6% |
| Linéaire soumis à recherche de fuites | 2 300 000 | 1 900 000 | 1 792 700 | 1 686 000 | 1 885 000 | 11,8% |

4.4. L'efficacité environnementale

4.4.1. LA PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU



La mise en place de périmètres de protection et leur surveillance est indispensable à la préservation de la ressource en eau aussi bien pour les installations gérées en propre que pour les achats d'eau. Le périmètre de protection est un des principaux moyens pour éviter la dégradation de la ressource par des pollutions accidentelles ou diffuses. L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource du service **[P108.3]** permet d'évaluer ce processus.

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource | 80 % |

Pour chaque installation de production, cet indice se décompose de la façon suivante :

| Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource par installation de production | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|--|------|------|------|------|------|
| Usine de Mathay | 80 % | 80 % | 80 % | 80 % | 80 % |

| Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource pour chaque achat à un autre service d'eau potable | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|--|------|------|------|------|------|
| ECOT | 20 % | 20 % | 20 % | | |

4.4.2. LE BILAN ENERGETIQUE DU PATRIMOINE



Un management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | N/N-1 |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|--------------|
| Energie relevée consommée (kWh) | 5 426 159 | 6 178 721 | 5 734 372 | 4 779 087 | 5 977 845 | 25,1% |
| Circulateur ou accélérateur | 23 323 | 19 351 | 21 219 | 25 150 | 26 810 | 6,6% |
| Surpresseur | 22 621 | 13 344 | 26 231 | 29 886 | 36 951 | 23,6% |
| Installation de reprise | 683 106 | 714 722 | 668 168 | 685 032 | 759 072 | 10,8% |
| Autres installations eau | 3 460 | 757 | 1 029 | 477 | 838 | 75,7% |
| Installation de production | 4 682 360 | 5 409 418 | 4 998 117 | 4 025 020 | 5 145 035 | 27,8% |
| Réservoir ou château d'eau | 11 289 | 21 129 | 19 608 | 13 522 | 9 139 | -32,4% |

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

4.4.3. LA CONSOMMATION DE REACTIFS

Selon les cas, le choix du réactif est établi de façon à optimiser le traitement :

- assurer une eau de qualité conforme aux normes de potabilité,
- réduire les quantités de réactifs à utiliser.

4.4.4. LA VALORISATION DES SOUS-PRODUITS

→ *La valorisation des déchets liés au service*



Les déchets liés à l'activité du service sont gérés suivant des filières respectueuses de l'environnement. Le recyclage des matériaux est privilégié.

L'engagement de responsabilité environnementale permet à Veolia de développer des bonnes pratiques en termes de gestion des déchets. Ainsi, de plus en plus, les équipes opérationnelles trient à la source les huiles, graisses et absorbants (matières souillées par des solvants, des huiles...), les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), les déchets d'activité réseau, les déchets métalliques, les emballages (carton, bois, polystyrène...), les déchets de laboratoire (verrerie, sous-produits d'analyses) et les déchets de bureaux (papier, plastique, verre, piles, cartouches d'imprimantes...).

La collecte sélective de chaque catégorie de produits est mise en place sur certains lieux de leur production (usines, ateliers, bureaux, chantiers...). Ils sont alors évacués dans des filières de valorisation agréées.

5. Le rapport financier du service



5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1^{er} février 2016.

→ Le CARE

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières ».

Les données ci-dessous sont en Euros.

| Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux | | | | Eau | |
|--|-------------------|--------------------------------|----------------|---------------|--|
| Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation | | | | | |
| Année 2018 | | | | | |
| (en application du décret du 14 mars 2005) | | | | | |
| Collectivité : B3110 | | PAYS DE MONTBELIARD C.A. (eau) | | | |
| LIBELLE | 2017 | 2018 | Ecart | en % | |
| PRODUITS | 12 520 417 | 13 137 936 | 617 519 | 4,93% | |
| Exploitation du service | 9 062 129 | 9 679 359 | 617 230 | 6,81% | |
| Collectivités et autres organismes publics | 2 894 167 | 2 927 268 | 33 101 | 1,14% | |
| Travaux attribués à titre exclusif | 329 125 | 329 626 | 501 | 0,15% | |
| Produits accessoires | 234 996 | 201 683 | -33 313 | -14,18% | |
| CHARGES | 11 296 252 | 11 534 213 | 237 961 | 2,11% | |
| Personnel | 2 209 668 | 2 217 629 | 7 961 | 0,36% | |
| Energie électrique | 482 336 | 368 997 | -113 339 | -23,50% | |
| Achats d'eau | 304 | 0 | -304 | NS | |
| Produits de traitement | 90 917 | 156 495 | 65 578 | 72,13% | |
| Analyses | 94 974 | 69 713 | -25 261 | -26,60% | |
| Sous-traitance, matières et fournitures | 907 385 | 1 156 446 | 249 061 | 27,45% | |
| Impôts locaux et taxes | 250 136 | 335 067 | 84 931 | 33,95% | |
| Autres dépenses d'exploitation | 795 347 | 376 347 | -419 000 | -52,68% | |
| <i>télécommunication, poste et télégestion</i> | 145 973 | 85 366 | -60 607 | -41,52% | |
| <i>engins et véhicules</i> | 201 664 | 242 177 | 40 513 | NS | |
| <i>informatique</i> | 249 731 | 203 474 | -46 257 | -18,52% | |
| <i>assurances</i> | 38 648 | 62 338 | 23 690 | 61,30% | |
| <i>locaux</i> | 183 552 | 160 344 | -23 208 | -12,64% | |
| <i>autres</i> | -24 221 | -377 352 | -353 131 | NS | |
| Frais de contrôle | 88 805 | 69 208 | -19 597 | -22,07% | |
| Contribution des services centraux et recherche | 283 109 | 601 540 | 318 431 | 112,48% | |
| Collectivités et autres organismes publics | 2 894 167 | 2 927 268 | 33 101 | 1,14% | |
| Charges relatives aux renouvellement | 1 130 377 | 1 130 377 | 0 | 0,00% | |
| <i>fonds contractuel (renouvellements)</i> | 1 130 377 | 1 130 377 | 0 | 0,00% | |
| Charges relatives aux investissements | 1 799 131 | 1 826 118 | 26 987 | 1,50% | |
| <i>programme contractuel (investissements)</i> | 12 189 | 12 372 | 183 | 1,50% | |
| <i>annuités d'emprunt collectivité prises en charge</i> | 0 | 0 | 0 | NS | |
| <i>investissements incorporels</i> | 1 786 942 | 1 813 746 | 26 804 | 1,50% | |
| Charges relatives aux compteurs du domaine privé | 221 222 | 228 052 | 6 830 | 3,09% | |
| Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement | 48 374 | 70 956 | 22 582 | 46,68% | |
| RESULTAT AVANT IMPOT | 1 224 165 | 1 603 723 | 379 558 | 31,01% | |
| Impôt sur les sociétés (calcul normatif) | 408 002 | 534 520 | 126 518 | 31,01% | |
| RESULTAT | 816 163 | 1 069 203 | 253 040 | 31,00% | |
| Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006 | | | | | |
| Le résultat net ci-dessus ne tient pas compte du solde d'éventuels déficits antérieurs qui doivent pourtant dans certains cas contractuels être pris en considération. | | | | | |
| Appréciation de l'équilibre économique global du contrat | | | | | |
| conformément aux dispositions de l'avenant n°6 | | | | | |

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation
Année 2018

(en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité : B3110 + B3111

PAYS DE MONTBELIARD C.A. (eau + assainissement)

| LIBELLE | 2017 | 2018 | Ecart | en % |
|--|-------------------|-------------------|----------------|---------------|
| PRODUITS | 24 951 546 | 25 852 227 | 900 681 | 3,61% |
| Exploitation du service | 19 140 453 | 19 878 925 | 738 472 | 3,86% |
| Collectivités et autres organismes publics | 5 032 003 | 5 276 662 | 244 659 | 4,86% |
| Travaux attribués à titre exclusif | 517 127 | 486 024 | -31 103 | -6,01% |
| Produits accessoires | 261 963 | 210 616 | -51 347 | -19,60% |
| CHARGES | 23 274 974 | 23 665 663 | 390 689 | 1,68% |
| Personnel | 4 550 216 | 4 415 363 | -134 853 | -2,96% |
| Energie électrique | 1 135 395 | 782 687 | -352 708 | -31,06% |
| Achats d'eau | 304 | 0 | -304 | -100,00% |
| Produits de traitement | 329 975 | 391 631 | 61 656 | 18,69% |
| Analyses | 205 370 | 217 959 | 12 589 | 6,13% |
| Sous-traitance, matières et fournitures | 1 710 365 | 2 353 729 | 643 364 | 37,62% |
| Impôts locaux et taxes | 332 605 | 488 753 | 156 148 | 46,95% |
| Autres dépenses d'exploitation | 1 808 681 | 906 244 | -902 437 | -49,89% |
| <i>télécommunication, poste et télégestion</i> | 318 255 | 159 365 | -158 890 | -49,93% |
| <i>engins et véhicules</i> | 512 818 | 567 430 | 54 612 | 10,65% |
| <i>informatique</i> | 506 019 | 400 831 | -105 188 | -20,79% |
| <i>assurances</i> | 75 538 | 122 274 | 46 736 | 61,87% |
| <i>locaux</i> | 457 280 | 316 269 | -141 011 | -30,84% |
| <i>autres</i> | -61 229 | -659 925 | -598 696 | 977,80% |
| Frais de contrôle | 159 068 | 125 293 | -33 775 | -21,23% |
| Contribution des services centraux et recherche | 573 411 | 1 179 909 | 606 498 | 105,77% |
| Collectivités et autres organismes publics | 5 032 003 | 5 276 662 | 244 659 | 4,86% |
| Charges relatives aux renouvellement | 2 901 725 | 2 901 725 | 0 | 0,00% |
| <i>fonds contractuel (renouvellements)</i> | 2 901 725 | 2 901 725 | 0 | 0,00% |
| Charges relatives aux investissements | 4 235 074 | 4 298 601 | 63 527 | 1,50% |
| <i>programme contractuel (investissements)</i> | 25 442 | 25 824 | 382 | 1,50% |
| <i>annuités d'emprunt collectivité prises en charge</i> | 0 | 0 | 0 | NS |
| <i>investissements incorporels</i> | 4 209 632 | 4 272 777 | 63 145 | 1,50% |
| Charges relatives aux compteurs du domaine privé | 221 222 | 228 052 | 6 830 | 3,09% |
| Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement | 79 560 | 99 055 | 19 495 | 24,50% |
| RESULTAT AVANT IMPOT | 1 676 572 | 2 186 564 | 509 992 | 30,42% |
| Impôt sur les sociétés (calcul normatif) | 558 778 | 728 782 | 170 004 | 30,42% |
| RESULTAT | 1 117 794 | 1 457 782 | 339 988 | 30,42% |

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

Le résultat net ci-dessus ne tient pas compte du solde d'éventuels déficits antérieurs qui doivent pourtant dans certains cas contractuels être pris en considération.

Appréciation de l'équilibre économique global du contrat
conformément aux dispositions de l'avenant n°6

| Calcul du résultat après amortissement du déficit des exercices 1993 à 2004 conformément à l'avenant n°6 | 2017 | 2018 | Ecart | en % |
|---|------------------|------------------|----------------|-----------------|
| RESULTAT AVANT IMPOT et avant annuité d'équilibre | 1 676 572 | 2 186 564 | 509 992 | 30,42% |
| Annuité conventionnelle d'équilibre (avenant n°6) | 1 740 910 | 1 790 405 | 49 494 | 2,84% |
| Impôt sur les sociétés (calcul normatif) | 0 | 132 054 | 132 054 | NS |
| RESULTAT de l'exercice après annuité d'équilibre | -64 338 | 264 105 | 328 444 | -510,49% |
| Résultat annuel moyen depuis 1993 (indexé comme l'annuité d'équilibre) montant économique sous réserve des amortissements économiques restant à courir | 510 713 | 515 190 | 4 477 | 0,88% |
| En % des produits de l'exercice | 2,05% | 1,99% | | |

| Rappel des capitaux contractuels restant à amortir au 31/12/N | 27 152 945 | 22 565 151 | -4 587 795 | |
|---|------------|------------|------------|--|
| Programme contractuel | 116 439 | 96 301 | -20 138 | |
| Investissements incorporels | 18 331 955 | 15 307 232 | -3 024 724 | |
| Déficits antérieurs reportés (annuité d'équilibre avenant 6) | 8 704 552 | 7 161 619 | -1 542 933 | |

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006 et à l'avenant n°6

→ *L'état détaillé des produits*

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE :

Les données ci-dessous sont en Euros.

Les principales évolutions des produits et des charges sont les suivantes :

CARE - analyse des principales variations entre 2017 et 2018

Poste Energie électrique

Le poste énergie électrique passe de 482 k€ en 2017 à 369 k€ en 2018, soit une diminution de - 113 k€ qui s'explique essentiellement par :

- le fait que l'exercice 2017 porte le coût de consommations se rapportant à 2016 pour un total de 31 k€ ;
- et le remboursement reçu en 2018 au titre du plafonnement de la CSPE pour les années 2016 et 2017 s'est élevé à 59 k€, venant diminuer le coût de ce poste de dépense en 2018.

Poste Produits de traitement

Le poste produits de traitement passe de 91 k€ en 2017 à 156 k€ en 2018, soit une augmentation de + 65 k€ qui s'explique essentiellement par :

- l'augmentation de +4,4% sur les volumes d'eau produits, qui passent de 9 261,7 km³ en 2017 à 9 669,6 km³ en 2018, soit + 408 km³
- L'utilisation de Charbon Actif en Poudre sur évènements (par exemple précautions prises liées aux travaux sur le barrage de Mathay)

Poste Sous-traitance, matières et fournitures

Le poste sous-traitance passe de 907 k€ en 2017 à 1 156 k€ en 2018, soit une augmentation de + 249 k€ qui s'explique essentiellement par la nouvelle organisation mise en œuvre par Veolia Eau en 2018.

La nouvelle organisation mise en œuvre par Veolia Eau en 2018 a entraîné une modification de la répartition des charges indirectes : les moyens mutualisés entre les contrats ont été organisés différemment et leurs coûts sont répartis sur des périmètres redessinés.

La compétence consommateur de terrain comprenant les fonctions de facturation, d'encaissement et de centre d'appels, sont désormais mutualisées au sein de 2 plateformes nationales :

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les versements aux collectivités.
- La plateforme RC 360 qui gère les flux mails, courriers, appels téléphoniques des consommateurs.

Dans un souci de simplification du suivi comptable et de meilleure compréhension des coûts de celles-ci sur le terrain, l'enregistrement des charges des plateformes dans les CARE a évolué en 2018.

Le coût de ces plateformes intègre différentes composantes : des coûts de personnel, des loyers, de la sous-traitance... Dans l'approche retenue jusqu'au 31 12 2017, lorsque ces charges étaient réparties entre les différents CARE de la Société, elles étaient ventilées par nature ligne à ligne sur toutes les rubriques concernées (les charges de personnel sur la ligne « personnel », les loyers sur la ligne « locaux »...). A compter du 1er janvier 2018, cette présentation a été simplifiée : la quote-part du coût des plateformes répartie sur chaque contrat est regroupée pour être enregistrée sur la seule ligne « sous-traitance ».

Ce changement de présentation, toutes choses égales par ailleurs, n'a pas pour effet de modifier le montant réparti sur un contrat donné : il enregistre sur une seule ligne un montant qui était auparavant ventilé sur plusieurs d'entre elles.

A noter toutefois que dans le contexte de montée en puissance progressive de la nouvelle organisation et des contraintes associées, le coût de ces plateformes a été réparti de la façon suivante : une pré répartition du coût des plateformes vers les Territoires a été effectuée en tenant compte de l'organisation antérieure et sur la base de la valeur ajoutée simplifiée de 2017. La répartition entre les contrats s'est ensuite effectuée selon la clef de la valeur ajoutée simplifiée 2018.

Poste Impôts et taxes

Le poste impôts et taxes a évolué de la manière suivante de + 85 k€ entre 2017 et 2018, essentiellement sur des impôts et taxes réparties des charges de structure de l'entreprise.

L'évolution des charges indirectes réparties

La nouvelle organisation mise en œuvre par Veolia Eau en 2018 s'articule autour de 9 Régions et 67 Territoires aux moyens renforcés pour l'exploitation, s'est déployée à compter du 1er janvier 2018. Ainsi, la Région Est mise en place dans le cadre de la nouvelle organisation est désormais responsable de 342 contrats de DSP exploités qui, dans le cadre de l'organisation précédente, étaient suivis pour 197 d'entre eux par l'ancien Centre Régional Alsace Lorraine Franche-Comté et pour 145 d'entre eux par l'ancien Centre Régional Bourgogne Champagne-Ardenne.

Les moyens du Groupe ont été alloués aux différents niveaux en fonction des missions qui leur sont confiées : coordination et mutualisation pour les Régions, proximité, opérations et développement pour les Territoires, exécution opérationnelle pour les Services Locaux.

Ces changements d'organisation ont nécessairement modifié la répartition des charges indirectes en 2018 (ce qui est le propre de tout changement d'organisation dans toute entreprise quelle que soit la clef utilisée) : les moyens mutualisés entre les contrats ont été organisés différemment et leurs coûts sont répartis sur des périmètres redessinés.

L'impact de cette réorganisation est de -34 k€ entre 2017 et 2018, sur les postes "Autres charges d'exploitation" et "Contribution des services centraux et de recherche"

Lors de la clôture des comptes annuels de l'exercice 2017, il a été constaté une charge à payer au titre des factures d'énergie électrique qui restaient à recevoir jusqu'au 31 décembre de l'année. Les données servant d'assiette à l'estimation de cette charge à payer n'ont pu être collectées que pour partie auprès des fournisseurs d'énergie et elles ont donc dû être pour partie estimées sur la base de l'historique des consommations disponibles.

Les difficultés de mise en œuvre de la méthode, notamment en raison du grand nombre de points de consommation, ont entraîné des écarts d'évaluation par rapport à la charge définitive comptabilisée ultérieurement. La correction de ces écarts, positifs ou négatifs, a impacté le poste d'énergie électrique dans le compte annuel de résultat de l'exploitation de 2018, lors de l'annulation automatique de la charge à payer constatée à la clôture de 2017. Il n'y a de ce fait pas d'impact sur le montant des charges d'énergie électrique qui sera inscrit au global dans les CARE sur la durée du contrat.

5.2. Situation des biens

→ *Variation du patrimoine immobilier*

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

→ *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ *Situation des biens*

La situation des biens est consultable aux chapitres 3.1 et 3.2.

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte,...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

5.3. Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

→ *Programme contractuel d'investissement*

Sans objet

→ *Programme contractuel de renouvellement*

Pays de Montbéliard Agglomération
Fonds de Travaux fonctionnel - Veolia
Situation comptable définitive au 11 janvier 2019

| Catégories | Désignation | Montant dépensé HT |
|--|--|-----------------------|
| Réseaux Eau Potable | BRANCHEMENTS EAU PLOMB | 285 201,27 € |
| | BRANCHEMENTS EAU NON PLOMB | 433 741,27 € |
| | VENTOUSES AEP | 8 557,56 € |
| | VANNES AEP | 208,02 € |
| | REDUCTEURS AEP | 248,90 € |
| | RENOUVELLEMENT COMPTEUR FEEDER EST | 2 794,01 € |
| | | 730 751,03 € |
| Stations et Réservoirs eau potable | POMPE BOUES ANCIEN EPAISSISSEUR CB PC 11 | 3 125,18 € |
| | RENOUVELLEMENT REMPL. CLIMATISEUR ARMOIRE ELECT. M | 2 268,02 € |
| | RENOUVELLEMENT ELECTROVANNE DILUTION ACIDE 1250 | 1 014,66 € |
| | RENOVATION MAINTENANCE SUR CLIM 1 SUPERVISION | 942,67 € |
| | RENOVATION STATION SOUS LES VIGNES | 217,39 € |
| | RENOUVELLEMENT VANNE EAU DE SERVICE CHLORE CONDUIT | 1 142,91 € |
| | RENOUVELLEMENT VANNE EAU MOTRICE LOCAL CHLORE | 2 228,16 € |
| | REPLACEMENT TELEGESTION BART BAS | 1 581,05 € |
| | REPLACEMENT TELEGESTION BART HAUT | 1 643,19 € |
| | REEMPL. TELEGESTION GD CHARMOND LES FOUGE | 1 752,34 € |
| | RENOUVELLEMENT DEBIMETRE ACIDE POMPE DOSEUSE 1 | 2 180,58 € |
| | RENOUVELLEMENT DEBIMETRE ACIDE POMPE DOSEUSE 2 | 2 122,94 € |
| | RENOUVELLEMENT DEBIMETRE ACIDE POMPE DOSEUSE 3 | 2 174,64 € |
| | RENOVATION SYST DE TELEG USINE+AUTOMAT ACQUIS | 4 708,86 € |
| | RENOVATION CHARGEUR N°2 BATTERIES CELLULES HT | 1 349,45 € |
| | RENOUVELLEMENT DEBIMETRE EAU REFROIDMT ONDULEUR O | 568,92 € |
| | RENOVATION SONDE ANALYSEUR OZONE TOUR C21 | 1 610,30 € |
| | RENOUVELLEMENT SONDE DE NIVEAU COAGULANT | 816,56 € |
| | RENOVATION ARMOIRE CHLORE BAVANS | 488,27 € |
| | RENOVATION MAINTENANCE SUR CLIM 2 SUPERVISION | 1 330,46 € |
| | RENOUVELLEMENT HYDROEJECTEUR SECOURS POSCHLO SECOU | 2 033,40 € |
| | RENOVATION CONVECTEUR /S STATION CITADELLE | 604,63 € |
| | RENOVATION CONVECTEUR /S STATION SUR CREVAS | 604,63 € |
| | RENOVATION CONVECTEUR /S STATION NOMMAY | 654,74 € |
| | RNRENOUVELLEMENT Aérotherme local soude | 1 620,39 € |
| | RENOVATION INJECTION CAP | 11 815,27 € |
| | RENOUVELLEMENT REMPLACEMENT ECHELLE BART BAS | 2 483,71 € |
| | RENOVATION POMPE HP LAVAGE FILTRE PRESSE | 28 233,53 € |
| | RENOVATION Matériel télégestion Beaucourt Bade | 1 513,96 € |
| | RENOVATION stator pompe pressage boues | 3 438,45 € |
| | Contrôle isolement Transfo 3 My2 | 954,27 € |
| | RENOVATION Maintenance sur turbine décanteur 1 | 1 060,27 € |
| RENOUVELLEMENT pompe extraction mutiflo 1 | 4 004,54 € | |
| RENOVATION Vannes et clapet Etupes péages | 672,90 € | |
| RENOVATION Protection cathodique Etupes cordon | 1 328,63 € | |
| RENOUVELLEMENT Sur Crevas analyseur de chlore | 2 640,85 € | |
| RENOUVELLEMENT Turbidimètre filtre 1 MY1 | 2 877,36 € | |
| RENOUVELLEMENT Turbidimètre filtre 6 MY1 | 2 160,85 € | |
| RENOUVELLEMENT Turbidimètre filtre 8 MY1 | 2 474,91 € | |

| Catégories | Désignation | Montant dépensé HT |
|--|--|---------------------|
| Stations et Réservoirs eau potable | RENOUVELLEMENT Pompe 1 Etupes Péage | 4 614,20 € |
| | RENOVATION REVISION POMPE 2 ETUPES PEAGE | 935,84 € |
| | RENOVATION Révision pompe 1 Surpresseur 3 born | 6 544,64 € |
| | RENOUVELLEMENT /S LES VIGNES TUYAUTERIE FONCTIONNE | 4 268,29 € |
| | RENOUVELLEMENT REGULATEUR POMPE COAGULANT N°1 | 995,10 € |
| | RENOUVELLEMENT POMPE ECHANTILLON EB PE2 | 898,90 € |
| | RENOUVELLEMENT TELEGESTION BAVANS SURPRESSEUR | 1 652,15 € |
| | RENOUVELLEMENT TELEGESTION CITADELLE | 1 975,06 € |
| | RENOUVELLEMENT TELEGESTION MONT CHEVIS | 1 879,55 € |
| | RENOUVELLEMENT TELEGESTION FORT LACHAUX | 1 879,55 € |
| | RENOVATION MAINT 2 COMPRESSEURS AIR USINE MY1 | 2 060,40 € |
| | RENOVATION MAINTENANCE REDUCT MELANGEUR BOUES | 1 150,65 € |
| | RENOUVELLEMENT /S les vignes Amortisseur conduite | 1 394,43 € |
| | RENOUVELLEMENT TELEGESTION NOMMAY | 2 308,20 € |
| | RENOUVELLEMENT SECHEUR D'AIR MY2 | 2 817,56 € |
| | RENOVATION MAINTENANCE SECHEURS | 7 462,69 € |
| | RENOVATION REMPL. 3 DISJONCTEURS BT TRANSFO MY | 509,54 € |
| | RENOVATION Répar porte local régulation chlor | 1 402,98 € |
| | RENOUVELLEMENT ELECTROVANNE DILUTION ACIDE 1250 | 673,85 € |
| | RENOUVELLEMENT Sonde silo CAP | 2 311,41 € |
| | RENOUVELLEMENT pompe doseuse acide My2 | 2 153,16 € |
| | RENOUVELLEMENT Analyseur de chlore Miches | 2 610,43 € |
| | RENOVATION Sauvegarde automates sur Suppor | 1 188,74 € |
| | RENOUVELLEMENT Télégestion Crépon | 1 630,69 € |
| | RENOUVELLEMENT Télégestion Miches | 1 925,18 € |
| | RENOUVELLEMENT Télégestion 3 bornes station | 1 938,81 € |
| | RENOUVELLEMENT Télégestion 3 bornes réservoir | 1 979,76 € |
| | RENOUVELLEMENT Télégestion Etupes péage | 1 630,69 € |
| | RENOUVELLEMENT Télégestion Copries | 1 676,85 € |
| | RENOUVELLEMENT Télégestion Dasle Station | 2 080,49 € |
| | RENOUVELLEMENT Télégestion Dampierre | 1 630,69 € |
| | RENOUVELLEMENT Télégestion Badevel | 1 938,81 € |
| | RENOUVELLEMENT Télégestion Champs Montant | 1 731,46 € |
| | RENOUVELLEMENT Télégestion Saint Symphorien | 1 938,81 € |
| | RENOUVELLEMENT Télégestion Haut service | 1 617,04 € |
| | RENOUVELLEMENT Compresseur air ozone N°1 | 22 805,67 € |
| | RENOUVELLEMENT Compresseur air ozone N°2 | 22 827,78 € |
| | RENOVATION Maint cellules HT disjoncteur MY2 | 1 590,02 € |
| | RENOUVELLEMENT Etanchéité cuve Montanot Exincourt | 123 103,21 € |
| | RENOUVELLEMENT POMPE ECHANTILLON ED MY2 | 460,64 € |
| RENOUVELLEMENT POMPE ECHANTILLON EC MY2 | 469,92 € | |
| RENOVATION Maintenance Motoréducteur ancien ep | 9 981,76 € | |
| RENOVATION Maint cellules HT ligne aérien MY2 | 1 251,20 € | |
| RENOVATION Maint cellules HT M2 bouclage MY1 | 1 251,20 € | |
| RENOVATION Maint cellules HT comptage MY2 | 1 251,20 € | |
| RENOUVELLEMENT Grammont hydrofort | 571,00 € | |
| RENOUVELLEMENT MATHAY Feuille EPDM benne à boues | 1 002,56 € | |
| RENOUVELLEMENT Disjoncteur Hérimoncourt Sur crevas | 1 192,72 € | |
| RENOUVELLEMENT Analyseur de chlore Dampierre | 2 469,56 € | |
| RENOVATION Maintenance Chloromètre dasle | 892,37 € | |
| RENOUVELLEMENT Sonde O2 dissous | 686,98 € | |
| Sous total Stations et Réservoirs eau potable | | 371 658,23 € |

Pays de Montbéliard Agglomération
Fonds de Travaux Patrimonial- Veolia
Situation comptable définitive de l'exercice 2018

| Précisions sur les travaux engagés | Adresse | Commune | Date de réalisation des travaux | Montant des travaux |
|---|---|-------------------|---------------------------------|---------------------|
| Automatisation de la chloration | Usine d'eau potable MATHAY | MATHAY | 2018 | 13 997,39 € |
| Sécurisation des accès réservoirs AEP | Réservoirs | PMA | 2018 | 7 626,30 € |
| Raccordement AEP | rue de Vandoncourt | AUDINCOURT | 2018 | 4 257,28 € |
| Raccordement AEP | Rue viette | AUDINCOURT | 2018 | 2 137,23 € |
| Raccordement AEP | Rue des Arbues | BART | 2018 | 3 947,80 € |
| Raccordement AEP | Route de Trevenans | DAMBENOIS | 2018 | 5 034,21 € |
| Raccordements AEP | Rue Roger Salengro | FESCHES LE CHATEL | 2018 | 3 081,64 € |
| Raccordement AEP | Rue de Gascogne | GRAND CHARMONT | 2018 | 5 523,44 € |
| raccordement AEP | Rue du Stade | GRAND CHARMONT | 2018 | 5 168,50 € |
| Raccordement AEP | Rue des Courts Champs | HERIMONCOURT | 2018 | 2 178,67 € |
| Raccordement AEP | Rue des Prés | MANDEURE | 2018 | 1 759,84 € |
| Raccordement AEP DN 100 | Rue des Huisselets - Rue du Guynhemer - Rue du Bannot | MONTBELIARD | 2018 | 10 426,83 € |
| Raccordement AEP | Rue Paul Pesty - Rue Joseph Rossel - Rue Leon Parrot | MONTBELIARD | 2018 | 5 156,10 € |
| Raccordement AEP | Rue des Bancs- Rue Lorraine | NOMMAY | 2018 | 8 495,35 € |
| Raccordement AEP | Rue des Fossés - Rue du manège | VIEUX CHARMONT | 2018 | 7 051,50 € |
| Pose d'une vanne de section DN 300 | 12 rue de Franche Comté | AUDINCOURT | 2018 | 5 813,60 € |
| Pose d'une vanne de section DN 60 | Rue sous la Côte - Cité du Mexique | MANDEURE | 2018 | 1 436,50 € |
| Pose d'une vanne de section DN 200 | 61 rue de l'Eglise | MANDEURE | 2018 | 3 718,06 € |
| Pose d'une vanne de section DN 100 | Rue Saint Paul | MATHAY | 2018 | 1 808,39 € |
| Pose d'une vanne de section DN 100 | Rue Charles Lalance- Pont Bermont | MONTBELIARD | 2018 | 2 256,00 € |
| Pose d'une vanne de section DN 100 | 23 Avenue leclerc | SOCHAUX | 2018 | 1 740,93 € |
| Pose d'une vanne de section DN 100 | 18 Avenue leclerc | SOCHAUX | 2018 | 2 493,60 € |
| Extension 60 MI réseau AEP Dn 60 | Rue viette | AUDINCOURT | 2018 | 8 885,89 € |
| Renouvellement 40 ml réseau AEP Dn 150 | Rue de Valentigney | AUDINCOURT | 2018 | 19 450,25 € |
| Renouvellement 110 ML réseau AEP DN 150 | Route de Trevenans | DAMBENOIS | 2018 | 20 185,52 € |
| Renouvellement 106 MI réseau AEP DN60 | Rue des Courts Champs | HERIMONCOURT | 2018 | 17 985,45 € |
| Llaison AEP DN 100 mathay-bourguignon | Avenue du General de Gaulle | MATHAY | 2018 | 21 395,68 € |
| | | | Total H.T. | 193 011,95 € |

→ *Les autres dépenses de renouvellement*

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière «Les modalités d'établissement du CARE».

Dépenses relevant d'une garantie pour la continuité du service :

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service.

Sans objet

Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

Sans objet

5.4. Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public et qui, à ce titre, peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

5.4.1. FLUX FINANCIERS DE FIN DE CONTRAT

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

→ Régularisations de TVA

Si Veolia a assuré pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition¹, deux cas se présentent :

- Le nouvel exploitant est assujéti à la TVA² : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux Services de l'Etat.
- Le nouvel exploitant n'est pas assujéti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'Administration Fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

→ Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

→ Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

→ Autres biens ou prestations

Hormis les biens de retour et les biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des

¹ art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

² Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

→ *Consommations non relevées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat*

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. Il y a lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation (relevé spécifique, prorata temporis) et de recouvrement des sommes dues qui s'imposeront au nouvel exploitant, ainsi que les modalités de reversement des surtaxes correspondantes.

5.4.2. DISPOSITIONS APPLICABLES AU PERSONNEL

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

→ *Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia*

Les salariés de Veolia bénéficient :

- des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- des dispositions de l'accord interentreprises de l'Unité Economique et Sociale " Veolia - Générale des Eaux " du 12 novembre 2008 qui a pris effet au 1^{er} janvier 2009, d'accords conclus dans le cadre de cette Unité Economique et Sociale et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail des cadres, la protection sociale (retraite, prévoyance, handicap, formation) et d'accords d'établissement, usages et engagements unilatéraux.

→ *Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat*

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, etc.) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et

d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents³ affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

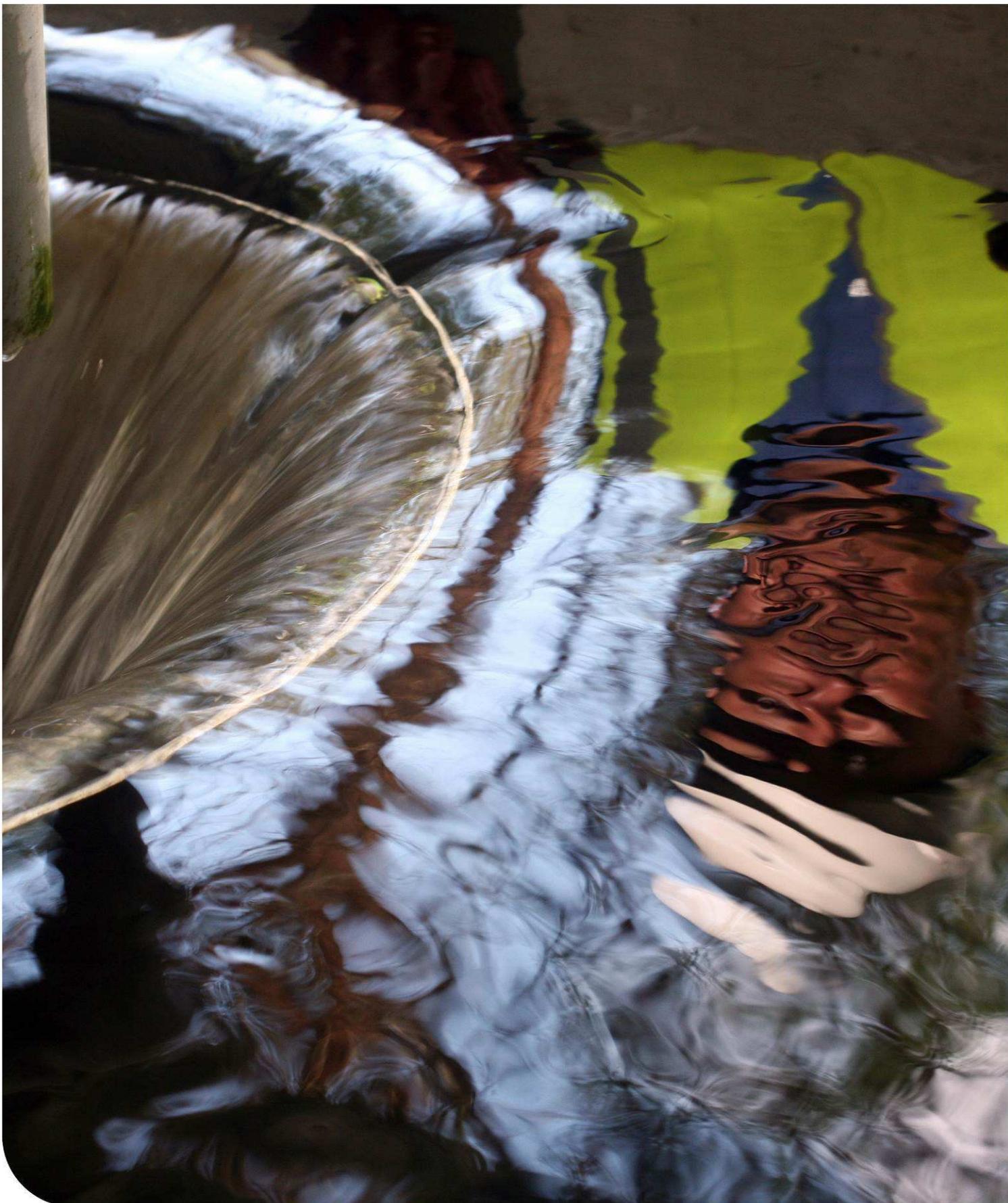
→ *Comptes entre employeurs successifs*

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- ◆ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- ◆ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13^{ème} mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,....,
- ◆ concernant les autres rémunérations : pas de comptes à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,...

³ Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

6. Annexes



6.1. La facture 120 m³

| ALLENJOIE | m ³ | Prix au 01/01/2019 | Montant au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2019 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Production et distribution de l'eau | | | 196,48 | 201,16 | 2,38% |
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 153,99 | 157,36 | 2,19% |
| Part délégataire | | | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Consommation | 120 | 1,0337 | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Part communautaire | | | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,2777 | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Organismes publics et TVA | | | 83,38 | 80,78 | -3,12% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1500 | 18,60 | 18,00 | -3,23% |
| TVA | | | 29,98 | 30,38 | 1,33% |
| TOTAL € TTC | | | 433,85 | 439,30 | 1,26% |

| ARBOUANS | m ³ | Prix au 01/01/2019 | Montant au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2019 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Production et distribution de l'eau | | | 196,48 | 201,16 | 2,38% |
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 153,99 | 157,36 | 2,19% |
| Part délégataire | | | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Consommation | 120 | 1,0337 | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Part communautaire | | | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,2777 | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Organismes publics et TVA | | | 83,38 | 80,78 | -3,12% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1500 | 18,60 | 18,00 | -3,23% |
| TVA | | | 29,98 | 30,38 | 1,33% |
| TOTAL € TTC | | | 433,85 | 439,30 | 1,26% |

AUDINCOURT

| | m ³ | Prix au 01/01/2019 | Montant au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2019 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Production et distribution de l'eau | | | 196,48 | 201,16 | 2,38% |
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 153,99 | 157,36 | 2,19% |
| Part délégataire | | | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Consommation | 120 | 1,0337 | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Part communautaire | | | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,2777 | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Organismes publics et TVA | | | 83,38 | 80,78 | -3,12% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1500 | 18,60 | 18,00 | -3,23% |
| TVA | | | 29,98 | 30,38 | 1,33% |
| TOTAL € TTC | | | 433,85 | 439,30 | 1,26% |

BADEVEL

| | m ³ | Prix au 01/01/2019 | Montant au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2019 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Production et distribution de l'eau | | | 196,48 | 201,16 | 2,38% |
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 153,99 | 157,36 | 2,19% |
| Part délégataire | | | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Consommation | 120 | 1,0337 | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Part communautaire | | | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,2777 | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Organismes publics et TVA | | | 83,38 | 80,78 | -3,12% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1500 | 18,60 | 18,00 | -3,23% |
| TVA | | | 29,98 | 30,38 | 1,33% |
| TOTAL € TTC | | | 433,85 | 439,30 | 1,26% |

| BART | m ³ | Prix au 01/01/2019 | Montant au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2019 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Production et distribution de l'eau | | | 196,48 | 201,16 | 2,38% |
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 153,99 | 157,36 | 2,19% |
| Part délégataire | | | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Consommation | 120 | 1,0337 | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Part communautaire | | | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,2777 | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Organismes publics et TVA | | | 83,38 | 80,78 | -3,12% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1500 | 18,60 | 18,00 | -3,23% |
| TVA | | | 29,98 | 30,38 | 1,33% |
| TOTAL € TTC | | | 433,85 | 439,30 | 1,26% |

| BAVANS | m ³ | Prix au 01/01/2019 | Montant au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2019 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Production et distribution de l'eau | | | 196,48 | 201,16 | 2,38% |
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 153,99 | 157,36 | 2,19% |
| Part délégataire | | | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Consommation | 120 | 1,0337 | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Part communautaire | | | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,2777 | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Organismes publics et TVA | | | 83,38 | 80,78 | -3,12% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1500 | 18,60 | 18,00 | -3,23% |
| TVA | | | 29,98 | 30,38 | 1,33% |
| TOTAL € TTC | | | 433,85 | 439,30 | 1,26% |

| BETHONCOURT | m ³ | Prix au 01/01/2019 | Montant au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2019 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Production et distribution de l'eau | | | 196,48 | 201,16 | 2,38% |
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 153,99 | 157,36 | 2,19% |
| Part délégataire | | | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Consommation | 120 | 1,0337 | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Part communautaire | | | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,2777 | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Organismes publics et TVA | | | 83,38 | 80,78 | -3,12% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1500 | 18,60 | 18,00 | -3,23% |
| TVA | | | 29,98 | 30,38 | 1,33% |
| TOTAL € TTC | | | 433,85 | 439,30 | 1,26% |

| BROGNARD | m ³ | Prix au 01/01/2019 | Montant au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2019 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Production et distribution de l'eau | | | 196,48 | 201,16 | 2,38% |
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 153,99 | 157,36 | 2,19% |
| Part délégataire | | | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Consommation | 120 | 1,0337 | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Part communautaire | | | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,2777 | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Organismes publics et TVA | | | 83,38 | 80,78 | -3,12% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1500 | 18,60 | 18,00 | -3,23% |
| TVA | | | 29,98 | 30,38 | 1,33% |
| TOTAL € TTC | | | 433,85 | 439,30 | 1,26% |

| COURCELLES LES MONTBELIARD | m ³ | Prix au 01/01/2019 | Montant au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2019 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Production et distribution de l'eau | | | 196,48 | 201,16 | 2,38% |
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 153,99 | 157,36 | 2,19% |
| Part délégataire | | | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Consommation | 120 | 1,0337 | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Part communautaire | | | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,2777 | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Organismes publics et TVA | | | 83,38 | 80,78 | -3,12% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1500 | 18,60 | 18,00 | -3,23% |
| TVA | | | 29,98 | 30,38 | 1,33% |
| TOTAL € TTC | | | 433,85 | 439,30 | 1,26% |

| DAMBENOIS | m ³ | Prix au 01/01/2019 | Montant au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2019 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Production et distribution de l'eau | | | 196,48 | 201,16 | 2,38% |
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 153,99 | 157,36 | 2,19% |
| Part délégataire | | | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Consommation | 120 | 1,0337 | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Part communautaire | | | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,2777 | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Organismes publics et TVA | | | 83,38 | 80,78 | -3,12% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1500 | 18,60 | 18,00 | -3,23% |
| TVA | | | 29,98 | 30,38 | 1,33% |
| TOTAL € TTC | | | 433,85 | 439,30 | 1,26% |

| DAMPIERRE LES BOIS | m ³ | Prix au 01/01/2019 | Montant au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2019 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Production et distribution de l'eau | | | 196,48 | 201,16 | 2,38% |
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 153,99 | 157,36 | 2,19% |
| Part délégataire | | | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Consommation | 120 | 1,0337 | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Part communautaire | | | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,2777 | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Organismes publics et TVA | | | 83,38 | 80,78 | -3,12% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1500 | 18,60 | 18,00 | -3,23% |
| TVA | | | 29,98 | 30,38 | 1,33% |
| TOTAL € TTC | | | 433,85 | 439,30 | 1,26% |

| DASLE | m ³ | Prix au 01/01/2019 | Montant au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2019 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Production et distribution de l'eau | | | 196,48 | 201,16 | 2,38% |
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 153,99 | 157,36 | 2,19% |
| Part délégataire | | | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Consommation | 120 | 1,0337 | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Part communautaire | | | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,2777 | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Organismes publics et TVA | | | 83,38 | 80,78 | -3,12% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1500 | 18,60 | 18,00 | -3,23% |
| TVA | | | 29,98 | 30,38 | 1,33% |
| TOTAL € TTC | | | 433,85 | 439,30 | 1,26% |

| ETUPES | m ³ | Prix au 01/01/2019 | Montant au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2019 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Production et distribution de l'eau | | | 196,48 | 201,16 | 2,38% |
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 153,99 | 157,36 | 2,19% |
| Part délégataire | | | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Consommation | 120 | 1,0337 | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Part communautaire | | | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,2777 | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Organismes publics et TVA | | | 83,38 | 80,78 | -3,12% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1500 | 18,60 | 18,00 | -3,23% |
| TVA | | | 29,98 | 30,38 | 1,33% |
| TOTAL € TTC | | | 433,85 | 439,30 | 1,26% |

| EXINCOURT | m ³ | Prix au 01/01/2019 | Montant au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2019 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Production et distribution de l'eau | | | 196,48 | 201,16 | 2,38% |
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 153,99 | 157,36 | 2,19% |
| Part délégataire | | | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Consommation | 120 | 1,0337 | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Part communautaire | | | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,2777 | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Organismes publics et TVA | | | 83,38 | 80,78 | -3,12% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1500 | 18,60 | 18,00 | -3,23% |
| TVA | | | 29,98 | 30,38 | 1,33% |
| TOTAL € TTC | | | 433,85 | 439,30 | 1,26% |

| FESCHES LE CHATEL | m ³ | Prix au 01/01/2019 | Montant au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2019 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Production et distribution de l'eau | | | 196,48 | 201,16 | 2,38% |
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 153,99 | 157,36 | 2,19% |
| Part délégataire | | | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Consommation | 120 | 1,0337 | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Part communautaire | | | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,2777 | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Organismes publics et TVA | | | 83,38 | 80,78 | -3,12% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1500 | 18,60 | 18,00 | -3,23% |
| TVA | | | 29,98 | 30,38 | 1,33% |
| TOTAL € TTC | | | 433,85 | 439,30 | 1,26% |

| GRAND CHARMONT | m ³ | Prix au 01/01/2019 | Montant au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2019 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Production et distribution de l'eau | | | 196,48 | 201,16 | 2,38% |
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 153,99 | 157,36 | 2,19% |
| Part délégataire | | | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Consommation | 120 | 1,0337 | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Part communautaire | | | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,2777 | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Organismes publics et TVA | | | 83,38 | 80,78 | -3,12% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1500 | 18,60 | 18,00 | -3,23% |
| TVA | | | 29,98 | 30,38 | 1,33% |
| TOTAL € TTC | | | 433,85 | 439,30 | 1,26% |

| HERIMONCOURT | m ³ | Prix au 01/01/2019 | Montant au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2019 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Production et distribution de l'eau | | | 196,48 | 201,16 | 2,38% |
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 153,99 | 157,36 | 2,19% |
| Part délégataire | | | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Consommation | 120 | 1,0337 | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Part communautaire | | | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,2777 | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Organismes publics et TVA | | | 83,38 | 80,78 | -3,12% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1500 | 18,60 | 18,00 | -3,23% |
| TVA | | | 29,98 | 30,38 | 1,33% |
| TOTAL € TTC | | | 433,85 | 439,30 | 1,26% |

| MANDEURE | m ³ | Prix au 01/01/2019 | Montant au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2019 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Production et distribution de l'eau | | | 196,48 | 201,16 | 2,38% |
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 153,99 | 157,36 | 2,19% |
| Part délégataire | | | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Consommation | 120 | 1,0337 | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Part communautaire | | | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,2777 | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Organismes publics et TVA | | | 83,38 | 80,78 | -3,12% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1500 | 18,60 | 18,00 | -3,23% |
| TVA | | | 29,98 | 30,38 | 1,33% |
| TOTAL € TTC | | | 433,85 | 439,30 | 1,26% |

| MATHAY | m ³ | Prix au 01/01/2019 | Montant au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2019 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Production et distribution de l'eau | | | 196,48 | 201,16 | 2,38% |
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 153,99 | 157,36 | 2,19% |
| Part délégataire | | | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Consommation | 120 | 1,0337 | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Part communautaire | | | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,2777 | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Organismes publics et TVA | | | 83,38 | 80,78 | -3,12% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1500 | 18,60 | 18,00 | -3,23% |
| TVA | | | 29,98 | 30,38 | 1,33% |
| TOTAL € TTC | | | 433,85 | 439,30 | 1,26% |

| MONTBELIARD | m ³ | Prix au 01/01/2019 | Montant au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2019 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Production et distribution de l'eau | | | 196,48 | 201,16 | 2,38% |
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 153,99 | 157,36 | 2,19% |
| Part délégataire | | | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Consommation | 120 | 1,0337 | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Part communautaire | | | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,2777 | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Organismes publics et TVA | | | 83,38 | 80,78 | -3,12% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1500 | 18,60 | 18,00 | -3,23% |
| TVA | | | 29,98 | 30,38 | 1,33% |
| TOTAL € TTC | | | 433,85 | 439,30 | 1,26% |

| NOMMAY | m ³ | Prix au 01/01/2019 | Montant au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2019 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Production et distribution de l'eau | | | 196,48 | 201,16 | 2,38% |
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 153,99 | 157,36 | 2,19% |
| Part délégataire | | | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Consommation | 120 | 1,0337 | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Part communautaire | | | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,2777 | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Organismes publics et TVA | | | 83,38 | 80,78 | -3,12% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1500 | 18,60 | 18,00 | -3,23% |
| TVA | | | 29,98 | 30,38 | 1,33% |
| TOTAL € TTC | | | 433,85 | 439,30 | 1,26% |

| SAINTE SUZANNE | m ³ | Prix au 01/01/2019 | Montant au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2019 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Production et distribution de l'eau | | | 196,48 | 201,16 | 2,38% |
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 153,99 | 157,36 | 2,19% |
| Part délégataire | | | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Consommation | 120 | 1,0337 | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Part communautaire | | | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,2777 | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Organismes publics et TVA | | | 83,38 | 80,78 | -3,12% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1500 | 18,60 | 18,00 | -3,23% |
| TVA | | | 29,98 | 30,38 | 1,33% |
| TOTAL € TTC | | | 433,85 | 439,30 | 1,26% |

SELONCOURT

| | m ³ | Prix au 01/01/2019 | Montant au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2019 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Production et distribution de l'eau | | | 196,48 | 201,16 | 2,38% |
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 153,99 | 157,36 | 2,19% |
| Part délégataire | | | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Consommation | 120 | 1,0337 | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Part communautaire | | | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,2777 | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Organismes publics et TVA | | | 83,38 | 80,78 | -3,12% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1500 | 18,60 | 18,00 | -3,23% |
| TVA | | | 29,98 | 30,38 | 1,33% |
| TOTAL € TTC | | | 433,85 | 439,30 | 1,26% |

SOCHAUX

| | m ³ | Prix au 01/01/2019 | Montant au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2019 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Production et distribution de l'eau | | | 196,48 | 201,16 | 2,38% |
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 153,99 | 157,36 | 2,19% |
| Part délégataire | | | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Consommation | 120 | 1,0337 | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Part communautaire | | | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,2777 | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Organismes publics et TVA | | | 83,38 | 80,78 | -3,12% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1500 | 18,60 | 18,00 | -3,23% |
| TVA | | | 29,98 | 30,38 | 1,33% |
| TOTAL € TTC | | | 433,85 | 439,30 | 1,26% |

| TAILLECOURT | m ³ | Prix au 01/01/2019 | Montant au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2019 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Production et distribution de l'eau | | | 196,48 | 201,16 | 2,38% |
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 153,99 | 157,36 | 2,19% |
| Part délégataire | | | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Consommation | 120 | 1,0337 | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Part communautaire | | | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,2777 | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Organismes publics et TVA | | | 83,38 | 80,78 | -3,12% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1500 | 18,60 | 18,00 | -3,23% |
| TVA | | | 29,98 | 30,38 | 1,33% |
| TOTAL € TTC | | | 433,85 | 439,30 | 1,26% |

| VALENTIGNEY | m ³ | Prix au 01/01/2019 | Montant au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2019 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Production et distribution de l'eau | | | 196,48 | 201,16 | 2,38% |
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 153,99 | 157,36 | 2,19% |
| Part délégataire | | | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Consommation | 120 | 1,0337 | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Part communautaire | | | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,2777 | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Organismes publics et TVA | | | 83,38 | 80,78 | -3,12% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1500 | 18,60 | 18,00 | -3,23% |
| TVA | | | 29,98 | 30,38 | 1,33% |
| TOTAL € TTC | | | 433,85 | 439,30 | 1,26% |

| VANDONCOURT | m ³ | Prix au 01/01/2019 | Montant au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2019 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Production et distribution de l'eau | | | 196,48 | 201,16 | 2,38% |
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 153,99 | 157,36 | 2,19% |
| Part délégataire | | | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Consommation | 120 | 1,0337 | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Part communautaire | | | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,2777 | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Organismes publics et TVA | | | 83,38 | 80,78 | -3,12% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1500 | 18,60 | 18,00 | -3,23% |
| TVA | | | 29,98 | 30,38 | 1,33% |
| TOTAL € TTC | | | 433,85 | 439,30 | 1,26% |

| VIEUX CHARMONT | m ³ | Prix au 01/01/2019 | Montant au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2019 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Production et distribution de l'eau | | | 196,48 | 201,16 | 2,38% |
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 153,99 | 157,36 | 2,19% |
| Part délégataire | | | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Consommation | 120 | 1,0337 | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Part communautaire | | | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,2777 | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Organismes publics et TVA | | | 83,38 | 80,78 | -3,12% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1500 | 18,60 | 18,00 | -3,23% |
| TVA | | | 29,98 | 30,38 | 1,33% |
| TOTAL € TTC | | | 433,85 | 439,30 | 1,26% |

| VOUJEAUCOURT | m ³ | Prix au 01/01/2019 | Montant au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2019 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| Production et distribution de l'eau | | | 196,48 | 201,16 | 2,38% |
| Part délégataire | | | 185,78 | 191,15 | 2,89% |
| Abonnement | | | 39,52 | 40,67 | 2,91% |
| Consommation | 120 | 1,2540 | 146,26 | 150,48 | 2,89% |
| Part communautaire | | | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,0463 | 5,56 | 5,56 | 0,00% |
| Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0371 | 5,14 | 4,45 | -13,42% |
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 153,99 | 157,36 | 2,19% |
| Part délégataire | | | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Consommation | 120 | 1,0337 | 120,67 | 124,04 | 2,79% |
| Part communautaire | | | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Consommation | 120 | 0,2777 | 33,32 | 33,32 | 0,00% |
| Organismes publics et TVA | | | 83,38 | 80,78 | -3,12% |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2700 | 34,80 | 32,40 | -6,90% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1500 | 18,60 | 18,00 | -3,23% |
| TVA | | | 29,98 | 30,38 | 1,33% |
| TOTAL € TTC | | | 433,85 | 439,30 | 1,26% |

6.2. Les données consommateurs par commune

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | N/N-1 |
|---|--------|---------|---------|---------|---------|-------|
| ALLENJOIE | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 766 | 764 | 755 | 748 | 745 | -0,4% |
| Nombre d'abonnés (clients) | 312 | 314 | 317 | 320 | 319 | -0,3% |
| Volume vendu (m3) | | 28 338 | 29 345 | 29 165 | 28 171 | -3,4% |
| ARBOUANS | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 991 | 985 | 976 | 967 | 960 | -0,7% |
| Nombre d'abonnés (clients) | 367 | 366 | 372 | 372 | 371 | -0,3% |
| Volume vendu (m3) | | 45 438 | 49 003 | 65 023 | 60 155 | -7,5% |
| AUDINCOURT | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 15 247 | 15 056 | 14 786 | 14 370 | 14 363 | -0,0% |
| Nombre d'abonnés (clients) | 4 029 | 4 009 | 4 035 | 4 054 | 4 123 | 1,7% |
| Volume vendu (m3) | | 604 067 | 755 908 | 489 906 | 601 161 | 22,7% |
| BADEVEL | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 880 | 870 | 857 | 850 | 844 | -0,7% |
| Nombre d'abonnés (clients) | 335 | 335 | 335 | 337 | 334 | -0,9% |
| Volume vendu (m3) | | 33 291 | 32 549 | 35 848 | 33 513 | -6,5% |
| BART | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 1 951 | 2 001 | 2 031 | 2 063 | 2 070 | 0,3% |
| Nombre d'abonnés (clients) | 781 | 778 | 778 | 780 | 778 | -0,3% |
| Volume vendu (m3) | | 84 740 | 79 727 | 80 427 | 78 137 | -2,8% |
| BAVANS | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 3 727 | 3 801 | 3 776 | 3 758 | 3 742 | -0,4% |
| Nombre d'abonnés (clients) | 1 429 | 1 431 | 1 432 | 1 438 | 1 454 | 1,1% |
| Volume vendu (m3) | | 152 875 | 165 381 | 149 365 | 145 991 | -2,3% |
| BETHONCOURT | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 6 032 | 5 941 | 5 888 | 5 812 | 5 739 | -1,3% |
| Nombre d'abonnés (clients) | 1 384 | 1 390 | 1 397 | 1 401 | 1 404 | 0,2% |
| Volume vendu (m3) | | 217 682 | 220 752 | 215 472 | 206 794 | -4,0% |
| BROGNARD | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 475 | 465 | 459 | 453 | 488 | 7,7% |
| Nombre d'abonnés (clients) | 229 | 232 | 234 | 240 | 241 | 0,4% |
| Volume vendu (m3) | | 39 031 | 50 196 | 46 003 | 53 465 | 16,2% |
| COURCELLES LES MONTBELIARD | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 1 145 | 1 121 | 1 094 | 1 108 | 1 215 | 9,7% |
| Nombre d'abonnés (clients) | 485 | 500 | 506 | 516 | 521 | 1,0% |
| Volume vendu (m3) | | 44 069 | 50 629 | 46 798 | 45 394 | -3,0% |
| DAMBENOIS | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 798 | 796 | 777 | 766 | 757 | -1,2% |
| Nombre d'abonnés (clients) | 279 | 284 | 290 | 290 | 297 | 2,4% |
| Volume vendu (m3) | | 26 534 | 29 529 | 25 414 | 26 536 | 4,4% |
| DAMPIERRE LES BOIS | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 1 698 | 1 699 | 1 695 | 1 693 | 1 697 | 0,2% |
| Nombre d'abonnés (clients) | 692 | 699 | 696 | 701 | 687 | -2,0% |
| Volume vendu (m3) | | 70 015 | 81 842 | 65 260 | 59 737 | -8,5% |
| DASLE | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 1 441 | 1 450 | 1 461 | 1 459 | 1 458 | -0,1% |
| Nombre d'abonnés (clients) | 606 | 609 | 611 | 609 | 610 | 0,2% |

| | | | | | | |
|---|--------|-----------|-----------|-----------|-----------|--------|
| Volume vendu (m3) | | 60 422 | 62 785 | 60 258 | 56 485 | -6,3% |
| ETUPES | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 3 613 | 3 656 | 3 682 | 3 709 | 3 776 | 1,8% |
| Nombre d'abonnés (clients) | 1 375 | 1 370 | 1 380 | 1 385 | 1 411 | 1,9% |
| Volume vendu (m3) | | 182 591 | 200 663 | 190 757 | 185 503 | -2,8% |
| EXINCOURT | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 3 230 | 3 240 | 3 239 | 3 251 | 3 260 | 0,3% |
| Nombre d'abonnés (clients) | 1 451 | 1 463 | 1 467 | 1 454 | 1 456 | 0,1% |
| Volume vendu (m3) | | 154 464 | 158 298 | 164 619 | 158 013 | -4,0% |
| FESCHES LE CHATEL | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 2 308 | 2 298 | 2 289 | 2 262 | 2 243 | -0,8% |
| Nombre d'abonnés (clients) | 895 | 904 | 915 | 912 | 919 | 0,8% |
| Volume vendu (m3) | | 89 393 | 93 615 | 81 998 | 80 306 | -2,1% |
| GRAND CHARMONT | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 5 336 | 5 395 | 5 555 | 5 612 | 5 648 | 0,6% |
| Nombre d'abonnés (clients) | 1 500 | 1 497 | 1 531 | 1 544 | 1 558 | 0,9% |
| Volume vendu (m3) | | 210 662 | 215 600 | 208 459 | 204 773 | -1,8% |
| HERIMONCOURT | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 3 780 | 3 754 | 3 721 | 3 697 | 3 698 | 0,0% |
| Nombre d'abonnés (clients) | 1 319 | 1 319 | 1 331 | 1 324 | 1 321 | -0,2% |
| Volume vendu (m3) | | 140 173 | 148 504 | 146 325 | 132 279 | -9,6% |
| MANDEURE | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 5 069 | 5 025 | 4 999 | 5 013 | 4 991 | -0,4% |
| Nombre d'abonnés (clients) | 1 707 | 1 713 | 1 720 | 1 723 | 1 731 | 0,5% |
| Volume vendu (m3) | | 200 361 | 207 824 | 203 392 | 305 897 | 50,4% |
| MATHAY | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 2 192 | 2 194 | 2 198 | 2 219 | 2 212 | -0,3% |
| Nombre d'abonnés (clients) | 943 | 946 | 953 | 967 | 973 | 0,6% |
| Volume vendu (m3) | | 81 071 | 82 989 | 82 080 | 79 604 | -3,0% |
| MONTBELIARD | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 26 606 | 26 750 | 26 332 | 26 294 | 26 080 | -0,8% |
| Nombre d'abonnés (clients) | 4 788 | 4 797 | 4 878 | 4 993 | 5 006 | 0,3% |
| Volume vendu (m3) | | 1 281 791 | 1 395 343 | 1 365 430 | 1 186 287 | -13,1% |
| NOMMAY | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 1 708 | 1 734 | 1 738 | 1 738 | 1 713 | -1,4% |
| Nombre d'abonnés (clients) | 712 | 717 | 711 | 710 | 710 | 0,0% |
| Volume vendu (m3) | | 61 785 | 60 864 | 58 019 | 54 998 | -5,2% |
| SAINTE SUZANNE | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 1 550 | 1 559 | 1 565 | 1 597 | 1 589 | -0,5% |
| Nombre d'abonnés (clients) | 555 | 539 | 541 | 538 | 542 | 0,7% |
| Volume vendu (m3) | | 67 926 | 79 580 | 77 172 | 72 346 | -6,3% |
| SELONCOURT | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 6 091 | 6 102 | 6 109 | 6 053 | 6 012 | -0,7% |
| Nombre d'abonnés (clients) | 2 169 | 2 169 | 2 187 | 2 219 | 2 230 | 0,5% |
| Volume vendu (m3) | | 311 359 | 320 596 | 304 116 | 323 539 | 6,4% |
| SOCHAUX | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 4 085 | 4 041 | 4 011 | 3 984 | 4 014 | 0,8% |
| Nombre d'abonnés (clients) | 775 | 768 | 764 | 773 | 775 | 0,3% |

| | | | | | | |
|---|--------|---------|---------|---------|---------|-------|
| Volume vendu (m3) | | 276 200 | 299 698 | 266 996 | 258 423 | -3,2% |
| TAILLECOURT | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 1 041 | 1 072 | 1 098 | 1 123 | 1 137 | 1,2% |
| Nombre d'abonnés (clients) | 495 | 493 | 497 | 502 | 518 | 3,2% |
| Volume vendu (m3) | | 45 474 | 46 141 | 40 132 | 38 356 | -4,4% |
| VALENTIGNEY | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 11 407 | 10 771 | 10 521 | 10 194 | 10 411 | 2,1% |
| Nombre d'abonnés (clients) | 3 194 | 3 184 | 3 266 | 3 306 | 3 295 | -0,3% |
| Volume vendu (m3) | | 483 110 | 498 683 | 448 858 | 427 986 | -4,7% |
| VANDONCOURT | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 858 | 864 | 868 | 872 | 865 | -0,8% |
| Nombre d'abonnés (clients) | 341 | 340 | 342 | 345 | 344 | -0,3% |
| Volume vendu (m3) | | 35 256 | 34 857 | 35 675 | 34 605 | -3,0% |
| VIEUX CHARMONT | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 2 621 | 2 661 | 2 703 | 2 757 | 2 767 | 0,4% |
| Nombre d'abonnés (clients) | 975 | 974 | 980 | 990 | 1 011 | 2,1% |
| Volume vendu (m3) | | 97 375 | 98 471 | 101 251 | 96 714 | -4,5% |
| VOUJEAUCOURT | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 3 493 | 3 495 | 3 452 | 3 466 | 3 404 | -1,8% |
| Nombre d'abonnés (clients) | 1 321 | 1 318 | 1 342 | 1 352 | 1 350 | -0,1% |
| Volume vendu (m3) | | 240 997 | 277 374 | 207 054 | 197 892 | -4,4% |
| Autre(s) | | | | | | |
| Volume vendu (m3) | | | | 0 | | |

6.3. Le synoptique du réseau

6.4. La qualité de l'eau

6.4.1. LA RESSOURCE

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses obtenus sur l'ensemble des ressources du service :

| | Contrôle sanitaire | | Surveillance par le délégataire | |
|------------------|----------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------------|
| | Nb total de résultats d'analyses | Nb de résultats d'analyses conformes | Nb total de résultats d'analyses | Nb de résultats d'analyses conformes |
| Microbiologique | 20 | 20 | 6 | 6 |
| Physico-chimique | 3755 | 3753 | 144 | 144 |

Détail des non-conformités sur la ressource :

| | Mini | Maxi | Nb d'analyses | Nb de non-conformités | Valeur du seuil et unité |
|---------------------|------|------|---------------|-----------------------|--------------------------|
| Chlorure de choline | 0 | .44 | 9 | 2 | .1 µg/l |

6.4.2. L'EAU PRODUITE ET DISTRIBUEE

La qualité de l'eau produite et distribuée est évaluée au regard des limites de qualité et des références de qualité définies par la réglementation :

- les limites de qualité visent les paramètres susceptibles de générer des risques immédiats ou à plus long terme pour la santé du consommateur,
- les références de qualité sont des valeurs indicatives établies à des fins de suivi des installations de production et de distribution d'eau potable. Un dépassement ne traduit pas forcément un risque sanitaire pour le consommateur mais implique la mise en œuvre d'actions correctives.

→ Conformité des prélèvements

Tableaux synthétiques de la conformité des prélèvements aux limites de qualité :

| Limite de qualité | Contrôle Sanitaire | | Surveillance du Délégué | | Contrôle sanitaire et surveillance du délégataire | |
|-------------------|--------------------|------------------|-------------------------|------------------|---|------------------|
| | Nb PLV total | Nb PLV conformes | Nb PLV total | Nb PLV conformes | Nb PLV total | Nb PLV conformes |
| Microbiologique | 164 | 164 | 272 | 272 | 436 | 436 |
| Physico-chimie | 25 | 24 | 48 | 48 | 73 | 72 |

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

| | Taux de conformité Contrôle Sanitaire | Taux de conformité Surveillance du Délégué | Taux de conformité Contrôle Sanitaire et Surveillance du Délégué |
|-----------------|---------------------------------------|--|--|
| Microbiologique | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % |
| Physico-chimie | 96,0 % | 100,0 % | 98,6 % |

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

→ Conformité des paramètres analytiques

Le tableau suivant présente en détail les résultats d'analyses et leur conformité en distinguant les paramètres soumis à limite de qualité des paramètres soumis à une référence de qualité⁴ :

| | Contrôle sanitaire | | Surveillance par le délégué | |
|---|----------------------------------|---|----------------------------------|---|
| | Nb total de résultats d'analyses | Conformité aux limites / Respect des Références | Nb total de résultats d'analyses | Conformité aux limites / Respect des Références |
| Paramètres soumis à Limite de Qualité | | | | |
| Microbiologique | 328 | 328 | 544 | 544 |
| Physico-chimique | 1451 | 1450 | 84 | 84 |
| Paramètres soumis à Référence de Qualité | | | | |
| Microbiologique | 656 | 654 | 842 | 841 |
| Physico-chimique | 1567 | 1559 | 1834 | 1830 |
| Autres paramètres analysés | | | | |
| Microbiologique | | | | |
| Physico-chimique | 740 | | 1150 | |

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

6.4.3. NOMBRE DE RESULTATS ET CONFORMITE DES ANALYSES SUR L'EAU PRODUITE ET DISTRIBUE PAR ENTITES RESEAU

⁴ Attention, tous les paramètres analysés ne sont pas forcément soumis à limite ou à référence de qualité.

PC - PRISES D'EAU MATHAY

| Paramètre | Mini | Moyen | Maxi | Nb d'analyse(s) | Unité | Norme |
|--------------------------------|--------|---------|--------|-----------------|------------|----------|
| Bactéries Coliformes | 1000 | | 1000 | 1 | n/100ml | |
| Cryptosporidium sp Eau Potable | 0 | | 0 | 3 | n/100ml | |
| E.Coli par microplaques | 0 | | 848 | 9 | n/100ml | <= 20000 |
| Entérocoques par microplaques | 0 | | 480 | 9 | n/100ml | <= 10000 |
| Kystes Giardia sp Eau Potable | 0 | | 0 | 3 | n/100ml | |
| Salmonelles dans 5 L | 0 | | 0 | 1 | n/5l | |
| Delta pH = PHE - PHEAU | -1.41 | -0.835 | -0.43 | 4 | Unité pH | |
| Equ.Calco (0;1;2;3;4) | 0 | | 0 | 9 | Qualitatif | |
| Hydrogencarbonates | 206 | 230.143 | 250 | 7 | mg/l | |
| pH à température de l'eau | 7 | 7.951 | 8.8 | 14 | Unité pH | |
| pH d'équilibre (à T pH insitu) | 7.39 | 7.531 | 7.64 | 7 | Unité pH | |
| pH mesuré au labo | 7.9 | 8.1 | 8.2 | 5 | Unité pH | |
| Titre Alcalimétrique Complet | 16.8 | 18.933 | 20.5 | 9 | °F | |
| Titre Hydrotimétrique | 17.388 | 20.117 | 21.884 | 9 | °F | |
| Aspect (0 = RAS, 1 sinon) | 0 | | 1 | 9 | Qualitatif | |
| Couleur | 0 | 10.556 | 40 | 9 | mg/l Pt | |
| Odeur (0=RAS, 1 sinon) | 0 | | 1 | 9 | Qualitatif | |
| Turbidité | 1.3 | 5.189 | 23 | 9 | NFU | |
| Turbidité Terrain | 0.51 | 4.589 | 20 | 10 | NFU | |
| Acide hydrobenzoïque | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| Détergeant anionique | 0 | 0 | 0 | 9 | mg/l | |
| Hydrocarbure dissous (indice) | 0 | 0 | 0 | 9 | mg/l | <= 0.2 |
| Phénols (indice Phénol) | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | <= 5 |
| Température de l'eau | 5 | 12.474 | 23.6 | 31 | °C | <= 25 |
| Fer dissous | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | <= 2000 |
| Fer total | 800 | 800 | 800 | 1 | µg/l | |
| Manganèse total | 0 | 5.744 | 35 | 9 | µg/l | |
| Calcium | 63 | 75.111 | 83 | 9 | mg/l | |
| Chlorures | 6.6 | 10.256 | 17.2 | 9 | mg/l | <= 200 |
| Conductivité à 25°C | 381 | 413.667 | 478 | 9 | µS/cm | |
| Conductivité à 25°C in situ | 282 | 376.9 | 420 | 10 | µS/cm | <= 1100 |
| Magnésium | 2.4 | 3.189 | 4.3 | 9 | mg/l | |
| Potassium | 1.1 | 1.824 | 2.7 | 9 | mg/l | |
| Silicates (en mg/l de SiO2) | 1.2 | 2.078 | 3.2 | 9 | mg/l | |
| Sodium | 4 | 7.712 | 16 | 9 | mg/l | <= 200 |
| Sulfates | 6.2 | 11.456 | 25.1 | 9 | mg/l | <= 250 |
| Carbone Organique Total | 1.7 | 2.111 | 2.9 | 9 | mg/l C | <= 10 |
| DBO (5 jours) | 0 | 2 | 4.6 | 9 | mg/l O2 | |
| DCO | 0 | 3.889 | 35 | 9 | mg/l O2 | |
| Matières en suspension | 0 | 9.667 | 53 | 9 | mg/l | |
| Oxygène dissous | 8.23 | 9.773 | 11.3 | 9 | mg/l | |
| O2 dissous % Saturation | 99 | 111.222 | 127 | 9 | %sat. | >= 30 |
| Ammonium | 0 | 0.022 | 0.07 | 9 | mg/l | <= 1.5 |
| Azote global | 4.33 | 7.357 | 19.9 | 9 | mg/l | |
| Azote Kjeldhal (en N) | 0.26 | 0.42 | 0.77 | 9 | mg/l | |

| | | | | | | |
|--------------------------------|-------|--------|-------|----|-----------|--------|
| Nitrates | 4 | 6.922 | 19.1 | 9 | mg/l | <= 50 |
| Nitrates/50 + Nitrites/3 | 0.083 | 0.143 | 0.392 | 9 | mg/l | |
| Nitrites | 0 | 0.014 | 0.03 | 9 | mg/l | |
| Phosphore total (en P2O5) | 0 | 0.044 | 0.25 | 9 | mg/l P2O5 | |
| Aluminium total | 0.019 | 0.102 | 0.55 | 9 | mg/l | |
| Arsenic | 0 | 0 | 0 | 11 | µg/l | <= 50 |
| Baryum | 0 | 0.001 | 0.01 | 9 | mg/l | <= 1 |
| Bore | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| Cadmium | 0 | 0.005 | 0.047 | 9 | µg/l | <= 5 |
| Chrome total | 0 | 0.167 | 2.1 | 21 | µg/l | <= 50 |
| Cuivre | 0 | 0.004 | 0.014 | 21 | mg/l | |
| Cyanures totaux | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | <= 50 |
| Fluorures | 0 | 53.333 | 140 | 9 | µg/l | |
| Mercurure | 0 | 0.01 | 0.023 | 9 | µg/l | <= 1 |
| Nickel | 0 | 1.014 | 2.9 | 21 | µg/l | |
| Plomb | 0 | 1.276 | 5.1 | 21 | µg/l | <= 50 |
| Sélénium | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | <= 10 |
| Zinc | 0 | 0.003 | 0.017 | 21 | mg/l | <= 5 |
| Tetra + Trichloroéthylène | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| Tétrachloroéthylène-1,1,2,2 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| Trichloroéthylène | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| Anthracène | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| Benzo(a)pyrène | 0 | 0.002 | 0.01 | 9 | µg/l | <= 0.2 |
| Benzo(1,12)fluoranthène | 0 | 0.001 | 0.009 | 9 | µg/l | <= 0.2 |
| Benzo(1,12)pérylène | 0 | 0.001 | 0.012 | 9 | µg/l | <= 0.2 |
| Benzo(3,4)fluoranthène | 0 | 0.002 | 0.019 | 9 | µg/l | <= 0.2 |
| Fluoranthène | 0 | 0.002 | 0.014 | 9 | µg/l | <= 0.2 |
| Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx | 0 | 0.006 | 0.051 | 9 | µg/l | |
| Hydrocarb.polycycl.arom. 16sub | 0 | 0.01 | 0.075 | 9 | µg/l | |
| Hydrocarb.polycycl.arom. 6subs | 0 | 0.01 | 0.075 | 9 | µg/l | <= 0.2 |
| Indéno(1,2,3-cd) Pyrène | 0 | 0.001 | 0.011 | 9 | µg/l | <= 0.2 |
| AMPA, ac.aminométhylphosphonic | 0 | 0.004 | 0.067 | 19 | µg/l | <= 0.1 |
| Chlorure de choline | 0 | 0.077 | 0.44 | 9 | µg/l | <= 0.1 |
| Pesticides totaux | 0 | 0.04 | 0.44 | 19 | µg/l | <= 0.5 |
| PCB 101 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| PCB 105 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| PCB 114 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| PCB 118 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| PCB 123 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| PCB 125 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| PCB 126 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| PCB 128 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| PCB 138 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| PCB 149 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| PCB 153 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| PCB 156 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| PCB 157 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| PCB 167 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |

| | | | | | | |
|------------------------|---|-------|-------|---|------|--------|
| PCB 169 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| PCB 170 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| PCB 18 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| PCB 180 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| PCB 189 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| PCB 194 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| PCB 209 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| PCB 28 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| PCB 31 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| PCB 35 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| PCB 44 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| PCB 52 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| PCB 54 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| PCB 77 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| PCB 81 | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| Phosphate de tributyle | 0 | 0.001 | 0.005 | 9 | µg/l | <= 0.1 |
| PolychloroBiphéniles | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| Somme des 7 PCBi | 0 | 0 | 0 | 9 | µg/l | |
| Benzène | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l | |

UP - USINE DE MATHAY

| Paramètre | Mini | Moyen | Maxi | Nb d'analyse(s) | Unité | Norme |
|--------------------------------|--------|---------|------|-----------------|------------|--------------|
| Bact et spores sulfito-rédu | 0 | | 0 | 44 | n/100ml | = 0 |
| Bact Revivifiables à 22°C 68h | 0 | | 183 | 44 | n/ml | |
| Bact Revivifiables à 36°C 44h | 0 | | 300 | 44 | n/ml | |
| Bactéries Coliformes | 0 | | 0 | 44 | n/100ml | = 0 |
| E.Coli /100ml | 0 | | 0 | 44 | n/100ml | = 0 |
| Entérocoques fécaux | 0 | | 0 | 44 | n/100ml | = 0 |
| Delta pH = PHE - PHEAU | -1.05 | -.14 | 0.42 | 10 | Unité pH | |
| Equ.Calco (0;1;2;3;4) | 0 | | 4 | 12 | Qualitatif | [1 - 2] |
| Hydrogencarbonates | 175 | 203.8 | 228 | 5 | mg/l | |
| pH à température de l'eau | 7.27 | 7.593 | 8.6 | 20 | Unité pH | [6,5 - 9] |
| pH d'équilibre (à T pH insitu) | 7.4 | 7.658 | 7.87 | 11 | Unité pH | |
| pH mesuré au labo | 6.9 | 7.47 | 7.8 | 44 | Unité pH | [6,5 - 9] |
| Titre Alcalimétrique Complet | 14.4 | 16.933 | 19.1 | 27 | °F | |
| Titre Hydrotimétrique | 15.762 | 20.652 | 23.5 | 31 | °F | |
| Aspect (0 = RAS, 1 sinon) | 0 | | 0 | 41 | Qualitatif | |
| Couleur | 0 | 0 | 0 | 18 | mg/l Pt | <= 15 |
| Couleur (0=RAS 1 sinon) | 0 | | 0 | 22 | Qualitatif | |
| Odeur (0=RAS, 1 sinon) | 0 | | 0 | 41 | Qualitatif | |
| Saveur (0=RAS, 1 sinon) | 0 | | 0 | 41 | Qualitatif | |
| Turbidité | 0.12 | 0.317 | 1.7 | 45 | NFU | <= 1 |
| Turbidité Terrain | 0.14 | 0.251 | 0.5 | 10 | NFU | <= 1 |
| Acide hydrobenzoïque | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| Acrylamide | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | <= 0.1 |
| Epichlorohydrine | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | <= 0.1 |
| Température de l'eau | 2.8 | 11.322 | 24 | 64 | °C | <= 25 |
| Fer total | 0 | 9.75 | 39 | 4 | µg/l | <= 200 |
| Manganèse total | 0 | 5.25 | 21 | 4 | µg/l | <= 50 |
| Calcium | 57 | 73.846 | 87 | 13 | mg/l | |
| Chlorures | 10.4 | 14 | 20.7 | 27 | mg/l | <= 250 |
| Conductivité à 25°C | 348 | 430.886 | 508 | 44 | µS/cm | [200 - 1200] |
| Conductivité à 25°C in situ | 331 | 385.66 | 450 | 10 | µS/cm | <= 1100 |
| Magnésium | 2.1 | 3.262 | 4.3 | 13 | mg/l | |
| Potassium | 1.2 | 1.877 | 4.3 | 13 | mg/l | |
| Sodium | 1.3 | 8.046 | 15.7 | 13 | mg/l | <= 200 |
| Sulfates | 16.8 | 29.807 | 47.1 | 27 | mg/l | <= 250 |
| Carbone Organique Total | 0.9 | 1.352 | 2.2 | 44 | mg/l C | <= 2 |
| Ammonium | 0 | 0.002 | 0.04 | 44 | mg/l | <= 0.1 |
| Nitrates | 3.7 | 6.976 | 19 | 29 | mg/l | <= 50 |
| Nitrates/50 + Nitrites/3 | 0.084 | 0.15 | 0.38 | 20 | mg/l | <= 1 |
| Nitrites | 0 | 0 | 0 | 21 | mg/l | <= 0.1 |
| Aluminium total | 0.032 | 0.077 | 0.15 | 28 | mg/l | <= 0.2 |
| Arsenic | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | <= 10 |
| Baryum | 0 | 0 | 0 | 4 | mg/l | <= 0.7 |
| Bore | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | <= 1000 |
| Cyanures totaux | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | <= 50 |

| | | | | | | |
|--------------------------------|---|-------|------|---|------------|---------|
| Fluorures | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | <= 1500 |
| Mercure | 0 | 0.014 | 0.04 | 4 | µg/l | <= 1 |
| Sélénium | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | <= 10 |
| Chlorure de vinyl monomère | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | <= 0.5 |
| Dichloroéthane-1,2 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | <= 3 |
| Tetra + Trichloroéthylène | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | <= 10 |
| Tétrachloroéthylène-1,1,2,2 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| Trichloroéthylène | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| Acénaphène | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l | |
| Anthracène | 0 | 0 | 0 | 5 | µg/l | |
| Benzanthracène | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l | |
| Benzo(a)pyrène | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l | <= 0.01 |
| Benzo(11,12)fluoranthène | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l | <= 0.1 |
| Benzo(1,12)pérylène | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l | <= 0.1 |
| Benzo(3,4)fluoranthène | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l | <= 0.1 |
| Chrysène | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l | |
| Dibenzo(a,h)anthracène | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l | |
| Equivalent toxique des HAP | 0 | 0 | 0 | 1 | ng/kg pc/j | <= 5 |
| Fluoranthène | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l | |
| Fluorène | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l | |
| Hydrocarb.polycycl.arom. 16sub | 0 | 0 | 0 | 5 | µg/l | |
| Hydrocarb.polycycl.arom. 6subs | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l | |
| Indéno(1,2,3-cd) Pyrène | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l | <= 0.1 |
| Naphtalène | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l | |
| Phénantrène | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l | |
| Pyrène | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l | |
| PCB 101 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| PCB 105 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| PCB 114 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| PCB 118 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| PCB 123 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| PCB 125 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| PCB 126 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| PCB 128 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| PCB 138 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| PCB 149 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| PCB 153 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| PCB 156 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| PCB 157 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| PCB 167 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| PCB 169 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| PCB 170 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| PCB 18 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| PCB 180 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| PCB 189 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| PCB 194 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| PCB 209 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| PCB 28 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |

| | | | | | | |
|----------------------------|------|--------|-------|----|-------|--------|
| PCB 31 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| PCB 35 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| PCB 44 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| PCB 52 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| PCB 54 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| PCB 77 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| PCB 81 | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| Phosphate de tributyle | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | <= 0.1 |
| PolychloroBiphéniles | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | <= 0.1 |
| Somme des 7 PCBi | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| Activité alpha totale | 0 | 0 | 0 | 4 | Bq/l | |
| Activité bêta due au K40 | 38 | 47.75 | 59 | 4 | mBq/l | |
| Activité bêta résiduelle | 0 | 0.012 | 0.047 | 4 | Bq/l | |
| Activité bêta totale | 0.06 | 0.073 | 0.1 | 4 | Bq/l | |
| Tritium (activité due au) | 0 | 0 | 0 | 4 | Bq/l | <= 100 |
| Chlore libre | 0.4 | 0.725 | 1.1 | 58 | mg/l | |
| Chlore total | 0.41 | 0.827 | 1.57 | 58 | mg/l | |
| Bromates | 0 | 4.55 | 8.6 | 4 | µg/l | <= 10 |
| Bromoforme | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | |
| Chloroforme | 1.6 | 12.85 | 36 | 4 | µg/l | |
| Dibromomonochlorométhane | 0.34 | 1.41 | 2.1 | 4 | µg/l | |
| Dichloromonobromométhane | 0.51 | 3.353 | 6.8 | 4 | µg/l | |
| Trihalométhanes totaux (4) | 2.45 | 17.613 | 44.9 | 4 | µg/l | <= 100 |
| Benzène | 0 | 0 | 0 | 4 | µg/l | <= 1 |

ZD - PRINCIPALE

| Paramètre | Mini | Moyen | Maxi | Nb d'analyse(s) | Unité | Norme |
|--------------------------------|-------|--------|-------|-----------------|------------|--------------|
| Bact et spores sulfito-rédu | 0 | | 2 | 146 | n/100ml | = 0 |
| Bact Revivifiables à 22°C 68h | 0 | | 300 | 392 | n/ml | |
| Bact Revivifiables à 36°C 44h | 0 | | 300 | 392 | n/ml | |
| Bactéries Coliformes | 0 | | 2 | 392 | n/100ml | = 0 |
| E.Coli /100ml | 0 | | 0 | 392 | n/100ml | = 0 |
| Entérocoques fécaux | 0 | | 0 | 392 | n/100ml | = 0 |
| pH à température de l'eau | 7.5 | 7.65 | 7.8 | 2 | Unité pH | [6,5 - 9] |
| pH mesuré au labo | 7 | 7.579 | 8 | 390 | Unité pH | [6,5 - 9] |
| Aspect (0 = RAS, 1 sinon) | 0 | | 0 | 392 | Qualitatif | |
| Couleur | 0 | 0.033 | 5 | 150 | mg/l Pt | <= 15 |
| Couleur (0=RAS 1 sinon) | 0 | | 0 | 240 | Qualitatif | |
| Odeur (0=RAS, 1 sinon) | 0 | | 0 | 390 | Qualitatif | |
| Odeur Saveur (0=RAS 1 sinon) | 0 | | 0 | 1 | Qualitatif | <= 1 |
| Saveur (0=RAS, 1 sinon) | 0 | | 0 | 391 | Qualitatif | |
| Turbidité | 0.15 | 0.395 | 5.6 | 394 | NFU | <= 2 |
| Acrylamide | 0 | 0 | 0 | 3 | µg/l | <= 0.1 |
| Epichlorohydrine | 0 | 0 | 0 | 3 | µg/l | <= 0.1 |
| Température de l'eau | 5 | 13.144 | 25.3 | 394 | °C | <= 25 |
| Fer total | 0 | 11.667 | 35 | 3 | µg/l | <= 200 |
| Conductivité à 25°C | 300 | 435.79 | 523 | 391 | µS/cm | [200 - 1200] |
| Ammonium | 0 | 0.002 | 0.02 | 146 | mg/l | <= 0.1 |
| Nitrites | 0 | 0 | 0 | 3 | mg/l | <= 0.5 |
| Aluminium total | 0.022 | 0.062 | 0.3 | 147 | mg/l | <= 0.2 |
| Antimoine | 0 | 0 | 0 | 3 | µg/l | <= 5 |
| Cadmium | 0 | 0 | 0 | 3 | µg/l | <= 5 |
| Chrome total | 0 | 0 | 0 | 3 | µg/l | <= 50 |
| Cuivre | 0.044 | 0.205 | 0.41 | 3 | mg/l | <= 2 |
| Nickel | 0 | 0.5 | 1.5 | 3 | µg/l | <= 20 |
| Plomb | 0 | 0.9 | 1.5 | 3 | µg/l | <= 10 |
| Chlorure de vinyl monomère | 0 | 0 | 0 | 3 | µg/l | <= 0.5 |
| Benzo(a)pyrène | 0 | 0 | 0 | 3 | µg/l | <= 0.01 |
| Benzo(11,12)fluoranthène | 0 | 0 | 0 | 3 | µg/l | <= 0.1 |
| Benzo(1,12)pérylène | 0 | 0 | 0 | 3 | µg/l | <= 0.1 |
| Benzo(3,4)fluoranthène | 0 | 0 | 0 | 3 | µg/l | <= 0.1 |
| Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx | 0 | 0 | 0 | 3 | µg/l | <= 0.1 |
| Hydrocarb.polycycl.arom. 16sub | 0 | 0 | 0 | 3 | µg/l | |
| Indéno(1,2,3-cd) Pyrène | 0 | 0 | 0 | 3 | µg/l | <= 0.1 |
| Chlore libre | 0 | 0.117 | 0.64 | 392 | mg/l | |
| Chlore total | 0 | 0.166 | 0.76 | 392 | mg/l | |
| Bromoforme | 0 | 0 | 0 | 3 | µg/l | |
| Chlorite | 0 | 0 | 0 | 3 | µg/l | <= 200 |
| Chloroforme | 4.8 | 10.933 | 19 | 3 | µg/l | |
| Dibromomonochlorométhane | 0.33 | 1.227 | 2.9 | 3 | µg/l | |
| Dichloromonobromométhane | 0.95 | 2.483 | 4.1 | 3 | µg/l | |
| Trihalométhanes totaux (4) | 6.08 | 14.643 | 21.85 | 3 | µg/l | <= 100 |

6.5. Le bilan énergétique du patrimoine

→ *Bilan énergétique détaillé du patrimoine*

Installation de production

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | N/N-1 |
|----------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-------|
| Usine de Mathay | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 4 682 360 | 5 409 418 | 4 998 117 | 4 025 020 | 5 145 035 | 27,8% |
| Energie facturée consommée (kWh) | 4 682 544 | 0 | 0 | 0 | | |
| Consommation spécifique (Wh/m3) | 539 | 561 | 548 | 435 | 532 | 22,3% |
| Volume produit refoulé (m3) | 8 692 247 | 9 643 647 | 9 119 394 | 9 261 727 | 9 669 621 | 4,4% |

Installation de reprise, de pompage ou surpresseur

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | N/N-1 |
|----------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|--------|
| Reprise Bart Bas | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 13 003 | 13 003 | 16 764 | 17 821 | 19 261 | 8,1% |
| Energie facturée consommée (kWh) | 13 003 | 0 | 0 | 0 | | |
| Consommation spécifique (Wh/m3) | 381 | 343 | 434 | 492 | 557 | 13,2% |
| Volume pompé (m3) | 34 144 | 37 891 | 38 590 | 36 200 | 34 587 | -4,5% |
| Reprise Citadelle | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 77 851 | 72 560 | 62 483 | 89 917 | 100 184 | 11,4% |
| Energie facturée consommée (kWh) | 80 608 | 0 | 0 | 0 | | |
| Consommation spécifique (Wh/m3) | 260 | 294 | 293 | 354 | 274 | -22,6% |
| Volume pompé (m3) | 299 205 | 246 917 | 213 179 | 253 703 | 365 602 | 44,1% |
| Reprise Dasle | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 243 082 | 255 118 | 249 047 | 247 603 | 267 176 | 7,9% |
| Energie facturée consommée (kWh) | 243 005 | 0 | 0 | 0 | | |
| Consommation spécifique (Wh/m3) | 391 | 399 | 3 994 | 4 009 | 4 069 | 1,5% |
| Volume pompé (m3) | 621 930 | 640 020 | 62 355 | 61 755 | 65 655 | 6,3% |
| Reprise de Nommay | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 104 638 | 100 594 | 97 052 | 104 176 | 138 319 | 32,8% |
| Energie facturée consommée (kWh) | 104 638 | 0 | 0 | 0 | | |
| Consommation spécifique (Wh/m3) | 263 | 257 | 260 | 259 | 298 | 15,1% |
| Volume pompé (m3) | 397 185 | 390 709 | 373 645 | 402 120 | 464 646 | 15,5% |
| Reprise de Paupin | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 55 466 | 63 226 | 45 551 | 75 633 | 81 211 | 7,4% |
| Energie facturée consommée (kWh) | 55 995 | 0 | 0 | 0 | | |
| Consommation spécifique (Wh/m3) | 458 | 480 | 392 | 645 | 665 | 3,1% |
| Volume pompé (m3) | 121 120 | 131 753 | 116 165 | 117 197 | 122 082 | 4,2% |
| Reprise Péage | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 25 584 | 27 260 | 26 776 | 26 700 | 29 560 | 10,7% |
| Energie facturée consommée (kWh) | 25 584 | 0 | 0 | 0 | | |
| Consommation spécifique (Wh/m3) | 148 | 131 | 138 | 151 | 148 | -2,0% |
| Volume pompé (m3) | 172 398 | 207 671 | 193 684 | 177 372 | 199 800 | 12,6% |
| Reprise Sous Les Vignes | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 72 698 | 91 410 | 101 192 | 47 719 | 39 971 | -16,2% |
| Energie facturée consommée (kWh) | 72 698 | 0 | 0 | 0 | | |
| Consommation spécifique (Wh/m3) | 340 | 371 | 392 | 362 | 256 | -29,3% |
| Volume pompé (m3) | 213 548 | 246 709 | 258 410 | 131 720 | 155 888 | 18,3% |
| Reprise Sur Crevas | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 90 784 | 91 551 | 69 303 | 75 463 | 83 390 | 10,5% |
| Energie facturée consommée (kWh) | 90 570 | 0 | 0 | 0 | | |
| Consommation spécifique (Wh/m3) | 722 | 811 | 618 | 707 | 754 | 6,6% |
| Volume pompé (m3) | 125 706 | 112 929 | 112 125 | 106 700 | 110 640 | 3,7% |
| Surpresseur Bart Haut | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 11 328 | 7 883 | 7 338 | 9 390 | 7 779 | -17,2% |
| Energie facturée consommée (kWh) | 11 328 | 0 | 0 | 0 | | |
| Consommation spécifique (Wh/m3) | 1 524 | 1 028 | 1 328 | 1 034 | 1 164 | 12,6% |
| Volume pompé (m3) | 7 435 | 7 669 | 5 527 | 9 079 | 6 683 | -26,4% |
| Surpresseur Bavans | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 6 606 | 1 343 | 14 981 | 15 223 | 21 294 | 39,9% |

| | | | | | | |
|---------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Energie facturée consommée (kWh) | 6 606 | | | | | |
| Consommation spécifique (Wh/m3) | 1 198 | 234 | 2 263 | 1 941 | 2 586 | 33,2% |
| Volume pompé (m3) | 5 516 | 5 729 | 6 621 | 7 844 | 8 235 | 5,0% |
| Surpresseur Grammont | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 2 291 | 1 940 | 2 327 | 3 942 | 6 489 | 64,6% |
| Energie facturée consommée (kWh) | 2 291 | 0 | 0 | 0 | | |
| Consommation spécifique (Wh/m3) | 5 574 | 5 105 | 5 514 | 7 760 | 9 101 | 17,3% |
| Volume pompé (m3) | 411 | 380 | 422 | 508 | 713 | 40,4% |
| Surpresseur Mathay Voie Ferrée | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 2 396 | 2 178 | 1 585 | 1 331 | 1 389 | 4,4% |
| Energie facturée consommée (kWh) | 2 396 | 0 | 0 | 0 | | |

Réservoir ou château d'eau

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | N/N-1 |
|---------------------------------------|-------|--------|--------|-------|-------|--------|
| Réservoir Bavans Haut | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 690 | 1 255 | 440 | 686 | 854 | 24,5% |
| Energie facturée consommée (kWh) | 690 | | | | | |
| Réservoir Bois Côte | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 1 100 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% |
| Energie facturée consommée (kWh) | 1 100 | 0 | 0 | 0 | | |
| Réservoir Champs Montants | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 289 | 394 | 370 | 267 | 429 | 60,7% |
| Energie facturée consommée (kWh) | 289 | 0 | 0 | 0 | | |
| Réservoir Coprie | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 134 | 136 | 134 | 131 | 226 | 72,5% |
| Energie facturée consommée (kWh) | 134 | 0 | 0 | 0 | | |
| Réservoir Crépon | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 189 | 399 | 348 | 339 | 341 | 0,6% |
| Energie facturée consommée (kWh) | 189 | 0 | 0 | 0 | | |
| Réservoir Dampierre lès Bois | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 172 | 1 457 | 1 277 | 1 362 | 1 651 | 21,2% |
| Réservoir Exincourt Ht Service | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 431 | 403 | 395 | 536 | 406 | -24,3% |
| Energie facturée consommée (kWh) | 431 | 0 | 0 | 0 | | |
| Réservoir Fort Lachaux | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 777 | 1 097 | 1 149 | 1 129 | 1 023 | -9,4% |
| Energie facturée consommée (kWh) | 777 | 0 | 0 | 0 | | |
| Réservoir Les Miches | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 5 004 | 13 220 | 12 957 | 4 808 | 2 480 | -48,4% |
| Energie facturée consommée (kWh) | 5 004 | 0 | 0 | 724 | | |
| Réservoir Mont Chevis | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 512 | 534 | 523 | 509 | 499 | -2,0% |
| Energie facturée consommée (kWh) | 512 | 0 | 0 | 0 | | |
| Réservoir Montanot | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 763 | 664 | 661 | 617 | 55 | -91,1% |
| Energie facturée consommée (kWh) | 763 | 0 | 0 | 0 | | |
| Réservoir St Symphorien | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 1 228 | 1 570 | 1 354 | 3 138 | 1 175 | -62,6% |
| Energie facturée consommée (kWh) | 1 228 | 0 | 0 | 0 | | |

Circulateur ou accélérateur

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | N/N-1 |
|----------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Accélérateur Dambenois | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 23 323 | 19 351 | 21 219 | 25 150 | 26 810 | 6,6% |
| Energie facturée consommée (kWh) | 23 323 | 0 | 0 | 0 | | |
| Consommation spécifique (Wh/m3) | 297 | 345 | 329 | 358 | 306 | -14,5% |
| Volume pompé (m3) | 78 430 | 56 070 | 64 580 | 70 345 | 87 600 | 24,5% |

Autres installations eau

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | N/N-1 |
|--|-------|------|-------|-------|-------|--------|
| Comptages Bondeval | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 500 | 0 | 0 | 0 | | |
| Energie facturée consommée (kWh) | 500 | 0 | 0 | 0 | | |
| Consommation spécifique (Wh/m3) | | | 0 | 0 | | |
| Volume pompé (m3) | | | 1 027 | 4 795 | 3 118 | -35,0% |
| PASSE MOBILE MATHAY | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 39 | 67 | 132 | 122 | 147 | 20,5% |
| Energie facturée consommée (kWh) | 39 | 0 | 0 | 0 | | |
| Relai catho (Etupes) bateliers | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 873 | 627 | | 330 | 689 | 108,8% |
| Energie facturée consommée (kWh) | 873 | 0 | 0 | 0 | | |
| Relai catho (Etupes) cordonnier | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 1 175 | 63 | 897 | 25 | 2 | -92,0% |
| Energie facturée consommée (kWh) | 1 175 | 0 | 0 | 0 | | |
| Relai catho (Etupes) écureuils | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 873 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% |
| Energie facturée consommée (kWh) | 873 | 0 | 0 | 0 | | |

6.6. Annexes financières

→ *Les modalités d'établissement du CARE*

Introduction générale

Le décret 2005-236, codifié aux articles R1411-7 et R1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, a fourni des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Délégué prévu à l'article L1411-3 du même CGCT, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2018 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

Organisation de la Société au sein de la Région et de Veolia Eau France

L'organisation de la Société Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux au sein de la Région Est de Veolia Eau (groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Par ailleurs, à l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21ème siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité, d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité. Tout au long de l'année 2017, un projet d'entreprise baptisé « Osons 20/20 ! » a ainsi été construit collectivement, selon une logique « gLocale » pour répondre à ces nouveaux enjeux.

Une nouvelle organisation a ainsi été mise en place au 1^{er} janvier 2018. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 67 « Territoires » nouvellement créés, avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés dans les territoires et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elle assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Pour mémoire, l'organisation antérieure s'articulait autour de 20 Centres Régionaux regroupés au sein de 4 Zones et en charge d'environ 330 services. Dans un souci de simplification, de proximité plus grande avec les réalités locales et donc de réactivité accrue, le niveau de la zone a ainsi été supprimé.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service clientèle, ressources humaines, bureau d'étude technique, service achats, expertises nationales...) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Région ou d'un Territoire par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats les produits et les charges relevant d'une part de la Région (niveaux successifs de la Région, du Territoire, du Service Local), et d'autre part les charges de niveau national (contribution des services centraux).

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

Faits Marquants

Comme évoqué précédemment, Veolia Eau a décidé de mettre en œuvre à compter de 2018 une nouvelle organisation plus adaptée aux enjeux du secteur.

Cette nouvelle organisation, qui s'articule autour de 9 Régions et 67 Territoires aux moyens renforcés pour l'exploitation, s'est déployée à compter du 1^{er} janvier 2018.

Ainsi, la Région Est mise en place dans le cadre de la nouvelle organisation est elle désormais responsable de 342 contrats de DSP exploités qui, dans le cadre de l'organisation précédente, étaient suivis pour 197 d'entre eux par l'ancien Centre Régional Alsace Lorraine Franche-Comté et pour 145 d'entre eux par l'ancien Centre Régional Bourgogne Champagne-Ardenne.

Les moyens du Groupe ont été alloués aux différents niveaux en fonction des missions qui leur sont confiées : coordination et mutualisation pour les Régions, proximité, opérations et développement pour les Territoires, exécution opérationnelle pour les Services Locaux.

Cette réorganisation a eu plusieurs impacts sur l'ensemble des CARE établis au titre de 2018 par la Société : D'une part, la mise en place de cette nouvelle organisation a engendré en 2018 des coûts de restructuration - par nature exceptionnels - qui ont été répartis entre les contrats de la Société.

D'autre part, ces changements d'organisation ont nécessairement modifié la répartition des charges indirectes en 2018 (ce qui est le propre de tout changement d'organisation dans toute entreprise quelle que soit la clef utilisée) : les moyens mutualisés entre les contrats ont été organisés différemment et leurs coûts sont répartis sur des périmètres redessinés.

Par ailleurs, le projet d'entreprise « Osons 20/20 ! » comporte d'importantes ambitions en termes de relation consommateurs, avec la volonté de mettre celle-ci au cœur des opérations tout en modernisant les outils utilisés. Cette dynamique se traduit à la fois par la mise en place dans l'ensemble des Territoires de

compétences consommateur de terrain tout en professionnalisant toujours davantage les processus de masse tels que facturation, encaissement, centre d'appels.

Ces dernières fonctions sont mutualisées au sein de 2 plateformes nationales:

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les versements aux collectivités.
- La plateforme RC 360 qui gère les flux mails, courriers, appels téléphonique des consommateurs.

Dans un souci de simplification du suivi comptable et de meilleure compréhension des coûts de celles-ci sur le terrain, l'enregistrement des charges des plateformes dans les CARE a évolué en 2018.

Le coût de ces plateformes intègre différentes composantes : des coûts de personnel, des loyers, de la sous traitance... Dans l'approche retenue jusqu'au 31 12 2017, lorsque ces charges étaient réparties entre les différents CARE de la Société, elles étaient ventilées par nature ligne à ligne sur toutes les rubriques concernées (les charges de personnel sur la ligne « personnel », les loyers sur la ligne « locaux »...). A compter du 1^{er} janvier 2018, cette présentation a été simplifiée : la quote part du coût des plateformes répartie sur chaque contrat est regroupée pour être enregistrée sur la seule ligne « sous traitance ».

Ce changement de présentation, toutes choses égales par ailleurs, n'a pas pour effet de modifier le montant réparti sur un contrat donné : il enregistre sur une seule ligne un montant qui était auparavant ventilé sur plusieurs d'entre elles.

A noter toutefois que dans le contexte de montée en puissance progressive de la nouvelle organisation et des contraintes associées, le coût de ces plateformes a été réparti de la façon suivante : une pré répartition du coût des plateformes vers les Territoires a été effectuée en tenant compte de l'organisation antérieure et sur la base de la valeur ajoutée simplifiée de 2017. La répartition entre les contrats s'est ensuite effectuée selon la clef de la valeur ajoutée simplifiée 2018 tel qu'exposé au paragraphe 2.2.

1. Produits

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau, d'assainissement et de gaz, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et/ou facturés au cours du mois de décembre. Ces facturations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation. Les éventuels dégrèvements comptabilisés (dont ceux consentis au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder – dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusifs, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre produits facturés au cours de l'exercice et variation de la part estimée sur consommations.

2. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes § 2.1),
- la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité soit de calculs à caractère économique (charges calculées § 2.1.2).

2.1. Charges exclusivement imputables au contrat

Ces charges comprennent :

- les dépenses courantes d'exploitation (cf 2.1.1),
- un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- les charges relatives aux travaux à titre exclusifs.

2.1.1. Dépenses courantes d'exploitation

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité...). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau du Service Local (ancienne UO) dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats du Service Local. Cet écart est ventilé selon sa nature sur trois rubriques des CARE (personnel, véhicules, autres charges) ; à noter qu'il s'agit d'une simplification par rapport à l'approche retenue jusqu'au 31 12 2017 où l'écart sur les charges autres que de personnel et de véhicules était reparti sur autant de rubriques que de natures de charges concernées.

Par ailleurs, la précision suivante est apportée sur la prise en compte de la fiscalité indirecte applicable aux consommations d'électricité. Depuis 1^{er} janvier 2016, la Contribution au Service Public de l'Energie (CSPE) est désormais calculée comme une majoration du prix du KWH selon un barème fonction de l'électrointensivité de la Société au cours de l'année considérée. Ce taux applicable n'est donc pas nécessairement connu en début d'année et des régularisations peuvent donc avoir lieu au cours des exercices suivants.

Ces régularisations sont enregistrées dans les CARE lors de leur versement effectif. A ce titre, les CARE présentés au titre de 2018 peuvent comprendre des remboursements obtenus au titre de consommations d'électricité survenues en 2016 et 2017. Ces régularisations sont imputées au contrat selon les points de livraison de l'électricité consommée.

2.1.2. Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique...il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges calculées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir note 1 ci-après).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :

Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 2 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 3 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà réalisés depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 4 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 4 ci-après) ;
- d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements :

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat,
- pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée,
- avec, dans les deux cas, une progressivité prédéterminée et constante (+1,5 % par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros courants, le montant de l'investissement initial. S'agissant des compteurs, ce dernier comprend, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

Le taux financier retenu se définit comme le taux de référence d'un financement par endettement en vigueur l'année de la réalisation de l'investissement (calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat majoré de 0,5% pour les investissements réalisés jusqu'au 31.12.2007 et de 1,0% pour les investissements réalisés depuis cette date compte tenu de l'évolution tendancielle du coût des emprunts souscrits par le Groupe VEOLIA ENVIRONNEMENT). Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité annuelle de 1,5 % indiquée ci-dessus.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

- Fonds contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de consacrer tous les ans un certain montant à des dépenses d'investissements dans le cadre d'un suivi contractuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. C'est en pareil cas le montant correspondant à la définition contractuelle qui est reprise dans cette rubrique.

- Annuités d'emprunts de la Collectivité prises en charge

Lorsque le délégataire s'est engagé contractuellement à prendre à sa charge le paiement d'annuités d'emprunt contractées par la Collectivité, le montant des annuités peut varier pendant la durée du contrat ; la charge correspondante est déterminée selon un calcul actuariel permettant de lisser cette charge sur cette durée.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »...).

2.1.3. Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

2.1.4. Impôt sur les sociétés

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

2.2. Charges réparties

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisés au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

2.2.1. Principe de répartition

Le principe de base est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, Régions, Territoires (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par le GIE national à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après, donc, facturation des prestations du GIE national) selon le critère de la valeur ajoutée des contrats de l'exercice. Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Par ailleurs, et dans certains cas, le GIE peut être amené à facturer des prestations à des Sociétés de Veolia Eau France dans le cadre de conventions spécifiques. Les montants facturés à ce titre viennent selon les cas de figure en diminution du montant global des frais à facturer entre sociétés comme évoqué ci-dessus et/ou à répartir entre les contrats au sein de la Société.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote part forfaitaire de «peines et soins » égale à 5% de ces achats d'eau qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

2.2.2. Prise en compte des frais centraux

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Territoires a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats.

2.3. Autres charges

2.3.1. Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (travaux exclusifs, production immobilisée, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€ ; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,..).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

2.3.2. Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2018 au titre de l'exercice 2017.

2.4. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale, sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Notes :

1. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*
2. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*
3. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
 - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
 - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*
4. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990.*

→ **Avis des commissaires aux comptes**

La Société a demandé à un Co-Commissaire aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

6.7. Reconnaissance et certification de service

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la production et la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées et l'accueil et le service aux consommateurs.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (*)



Certificat
Certificate

N° 2015/69288.4

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER AND PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 50001 : 2011

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Adresse
Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

N° SIREN
572025526

Liste des sites certifiés en pages suivantes / List of certified locations on the following pages

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2018-11-11

Jusqu'au
until

2021-08-20

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

Franck LEBEUGLE
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR Code
pour vérifier la validité
du certificat

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 82 80 00 - F. +33 (0)1 40 17 90 00
SAS au capital de 16 187 000 € - 476 076 002 RCS Boulogne - www.afnor.org

afnor
CERTIFICATION



Certificat

Certificate

N° 2015/69287.5

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 9001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Lista complementaire des sites certifiés en annexes / Complementary list of certified locations on appendix

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2018-11-10

Jusqu'au
Until

2021-11-09

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

Franck LEBEUGLE
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR
Code pour vérifier la
validité du certificat

Real le certificat électronique, consultable sur www.afnor.org, fait foi en l'absence de la certification de l'impression. The electronic certificate only, available on www.afnor.org, stands in lieu of the printed certificate. **AFNOR Certification** est certifiée par le Comité Français de Normalisation (CFCN) pour la certification de systèmes de management. Pour les détails, voir www.afnor.org. **CFCN** est certifiée par le Comité Français de Normalisation (CFCN) pour la certification de systèmes de management. Pour les détails, voir www.afnor.org. **AFNOR** est un organisme accrédité. CFCN n° 10001, CFCN n° 10002.

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 82 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 078 002 RCS Bobigny - www.afnor.org



6.8. Actualité réglementaire 2018

Certains textes présentés ci-dessous ont un impact contractuel. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

Services publics locaux

→ *Loi Notre et transfert de compétences*

La loi 2018-702 du 3 août 2018, complétée par la circulaire du 28 août 2018, modifie les modalités de transfert des compétences « eau » et « assainissement » introduites par la loi NOTRe du mois d'août 2015, tout en maintenant le principe. Ces modifications portent sur trois points :

- La loi permet dans certaines conditions un report au 1er janvier 2026 du transfert obligatoire des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes. En ce cas, c'est le maintien optionnel de cette compétence au profit des communautés de communes (CC). Cette faculté de report ne concerne pas les communes ayant déjà transféré ces compétences, ni les communautés d'agglomération.
- La loi instaure, à l'instar de la loi dite ALUR, une minorité de blocage pour rendre effectif ce report. Cette minorité de blocage doit être constituée d'« au moins 25% des communes membres de la communauté de communes représentant au moins 20% de la population qui délibèrent en ce sens » et cela avant le 1er juillet 2019.
- Enfin, si après le 1er janvier 2020 une CC n'exerce pas les compétences relatives à l'eau et à l'assainissement ou à l'une d'entre elle, la loi lui offre la possibilité de se prononcer par un vote sur l'exercice de plein droit d'une ou de ces compétences par la communauté. Cependant, si une minorité de blocage est réunie dans les 3 mois qui suivent l'adoption de la délibération de la CC, le transfert ne sera pas effectif.

Par ailleurs, la loi prévoit que l'exercice par une CC de la compétence assainissement non collectif ne fait pas obstacle à la possibilité de bénéficier d'un report concernant le transfert de la totalité de la compétence eau et assainissement.

→ *GEMAPI*

Dans une note d'information du 3 avril 2018 (publiée le 5 avril 2018), le Ministère de la Transition écologique et solidaire revient sur les assouplissements apportés à la mise en œuvre de la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI). Cette note rappelle l'introduction d'une possibilité de sécabilité dans le transfert des quatre missions attachées à la compétence GEMAPI dont le cadre doit néanmoins rester cohérent par rapport à l'exercice de chacune des missions au regard des caractéristiques de chaque Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI). Cette note précise aussi les modalités de participation financière des départements ou des régions à l'exercice de cette compétence par les EPCI.

→ *Secret des affaires*

La loi 2018-670 du 30 juillet 2018 et son décret n° 2018-1126 du 11 décembre 2018 transposent en droit français une directive européenne du 6 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués, ou encore secrets des affaires, contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites. Les entreprises françaises disposent désormais d'un cadre légal plus protecteur, les secrets des affaires étant reconnus comme composants essentiels de leur capital immatériel. Les collectivités doivent prendre en compte ce contexte.

→ *Commande publique*

L'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 pour la partie législative, complétée par le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 pour la partie réglementaire, constitue le nouveau code de la commande publique qui codifie à droit constant les ordonnances et décrets « concessions » et « marchés publics » de 2015 et 2016. Le Conseil d'Etat a rappelé à cette occasion que l'égalité de traitement, la liberté d'accès et la transparence des procédures sont les principes fondamentaux de la commande publique.

En toute fin d'année, le décret n°2018-1225 du 24 décembre 2018 ainsi que l'arrêté du 26 décembre 2018 ont complété le dispositif réglementaire en permettant, à titre expérimental et pour une durée de 3 ans, aux acheteurs publics de passer des marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables portant sur des solutions innovantes dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 € HT.

→ *Numérique*

Protection des données personnelles

L'ordonnance 2018-1125 du 12 décembre 2018 prise en application de l'article 32 de la loi 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles rappelle l'ensemble des règles applicables à la collecte et au traitement des données à caractère personnel.

Signature électronique

L'arrêté du 12 avril 2018 impose la signature électronique pour tout document sous forme électronique d'un marché public et ceci depuis le 1^{er} octobre 2018.

Dématérialisation de la commande publique

Un premier arrêté du 27 juillet 2018 (JO du 5 août 2018) rappelle que l'accès aux documents de la consultation pour les marchés publics se fait de manière gratuite, complète, directe et sans restriction.

La procédure de dématérialisation obligeant les potentiels candidats à télécharger les documents de consultation, l'acheteur public doit indiquer les moyens électroniques par lesquels ces documents peuvent être obtenus gratuitement même lorsqu'ils sont très volumineux. Les opérateurs économiques peuvent indiquer à l'acheteur le nom de la personne physique chargée du téléchargement et une adresse électronique afin que les éventuelles modifications apportées aux documents de consultation lui soient communiquées.

L'arrêté fixe également le régime applicable à la copie de sauvegarde qui fera l'objet d'une ouverture si :

- un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres transmises par voie électronique,
- la candidature est reçue de manière incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Lorsque la copie de sauvegarde a été ouverte, elle est conservée conformément aux décrets 2016-360 et 2016-361 du 25 mars 2016. Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte ou a été écartée, elle est détruite.

Un second arrêté, également daté du 27 juillet 2018 (JO du 5 août 2018), définit les "moyens de communication électronique" que sont des outils ou dispositifs de communication et d'échanges d'information par voie électronique et liste les garanties que doivent respecter ces moyens :

- identité des parties,
- intégrité des données,
- heure et la date exactes de la réception,
- gestion des droits,
- les garanties de niveaux de sécurité exigés sont déterminées par l'acheteur.

Ce même arrêté énonce les obligations à la charge de l'acheteur public.

→ ICPE /IOTA / Evaluation environnementale

La loi 2018-727 du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une société de confiance a apporté quelques allègements en matière d'évaluation environnementale par l'examen dit au cas par cas de certains projets. La loi a par ailleurs étendu la procédure de rescrit, qui permet de figer les règles applicables à un projet, aux redevances des Agences de l'eau.

Le décret 2018-435 du 4 juin 2018 assouplit la nomenclature des projets soumis à étude d'impact (annexée à l'article R122.2 du code de l'environnement). Cette nomenclature précise la liste des projets soumis à évaluation environnementale soit systématiquement soit après examen au cas par cas.

L'arrêté du 24 septembre 2018 qui fixe les règles de calcul et les modalités de constitution des garanties financières, prévues par l'article R. 516-2-I du code de l'environnement, pour les installations « Seveso seuil haut » permet dorénavant à l'exploitant de plusieurs installations de ce type de mutualiser les garanties financières exigées.

Une note technique du 5 février 2018 relative à l'instruction des dossiers de déclaration au titre de la loi sur l'eau propose des critères objectifs permettant de hiérarchiser les modalités d'instruction des dossiers selon les enjeux.

→ Amiante

Dans une note technique du 5 décembre 2017, la Direction Générale du Travail (DGT) précise le cadre juridique applicable aux interventions susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante. Dans cinq fiches thématiques, la DGT précise la nature des interventions considérées comme susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante. Une fiche est dédiée aux spécificités liées aux opérations initiales de repérage de matériaux amiantés. La note revient enfin sur les obligations concernant les modes opératoires, la mise à disposition des travailleurs des EPI (équipements de protection individuelle) adaptés, ainsi que leur renouvellement.

L'arrêté interministériel du 30 mai 2018 (JO du 29 juin 2018) fixe de nouvelles conditions pour le mesurage des niveaux d'empoussièrement d'amiante. Il rend d'application obligatoire la norme NF X 43-269 (2017). L'arrêté modifie également les modalités de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle à la fibre cancérogène.

→ *Travaux à proximité des réseaux*

La réglementation sur les conditions d'exécution des travaux à proximité des réseaux (réforme communément nommée « anti-endommagement » ou « DT-DICT ») a fait l'objet d'une refonte majeure en 2018. Celle-ci a donné lieu à la publication du décret 2018-899 du 22 octobre 2018 (JO du 24 octobre 2018) et de l'arrêté du 26 octobre 2018 (JO du 30 novembre 2018) qui modifie en profondeur le précédent arrêté du 15 février 2012.

L'objectif premier de cette nouvelle réglementation porte sur l'amélioration de la géolocalisation des réseaux, sensibles et non-sensibles (dont font partie la très grande majorité des réseaux d'eau et d'assainissement). A partir du 1er janvier 2026 en zone urbaine et 1er janvier 2032 en zone rurale, les coûts de localisation et/ou des investigations complémentaires préalables à l'exécution des travaux seront portés à la charge des exploitants des réseaux d'eau et/ou d'assainissement si ceux-ci n'ont pas encore été géolocalisés avec la meilleure classe de précision (« classe A »).

Ces nouveaux textes comportent également d'autres dispositions, applicables dès le 1er janvier 2020, qui redéfinissent les responsabilités entre les parties prenantes que sont les responsables des travaux, les exploitants (réseaux sensibles et non-sensibles) et les exécutants de travaux.

Ils ont été complétés par les arrêtés du 29 octobre 2018 (JO du 6 décembre 2018) et du 18 décembre 2018 (JO du 29 décembre 2018) qui dressent la liste des diplômes professionnels justifiant la délivrance de l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR).

Enfin, l'arrêté du 13 novembre 2018 (JO du 24 novembre 2018) fixe le barème des redevances instituées pour financer le téléservice « Guichet Unique » (de l'INERIS) référençant les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux tiers.

Service public de l'eau

→ Facture d'eau

L'arrêté du 20 novembre 2018 a modifié celui du 10 juillet 1996 relatif aux factures d'eau et d'assainissement. A partir du 1^{er} juillet 2019 lorsque le prix de l'eau varie en cours de période de consommation, le volume consommé pour chaque période tarifaire devra être indiqué ; au cas contraire une notice annexée à la facture devra préciser le mode de répartition des volumes estimés pour chaque période.

→ Surveillance de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine (EDCH)

Transposition des annexes II et III de la directive européenne 2015/1787

Dans une note d'information du 9 janvier 2018 (mise en ligne le 23 février 2018), la Direction Générale de la Santé détaille pour les préfets et les Agences Régionales de Santé les éléments de références et les outils à leur disposition pour promouvoir la mise en oeuvre de plans de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) par les personnes responsables de la production et de la distribution d'eau destinée à la consommation humaine. Conformément aux annexes II et III de la directive européenne 2015/1787, la mise en oeuvre des PGSSE relève d'une démarche volontaire, sans caractère d'obligation.

Gestion des non-conformités dans les Eaux Destinées à la Consommation Humaine

Dans une instruction « cadre » aux Agences Régionales de Santé (ARS), en date du 21 mars 2018 (mise en ligne le 30 avril 2018), la DGS annonce les notes d'information relatives à la gestion de non-conformités dans les Eaux Destinées à la Consommation Humaine qui seront diffusées aux ARS au cours de l'année 2018. Cette instruction apporte également des éléments d'information relatifs aux travaux d'expertise sur lesquels les ARS pourront s'appuyer dans la gestion des situations de non-conformité.

- La première note d'information du 21 mars 2018 (mise en ligne le 26 avril 2018) concerne le contrôle sanitaire et la gestion des risques sanitaires liés à la présence du radon dans les eaux destinées à la consommation humaine, en application des arrêtés du 9 décembre 2015 fixant notamment les modalités de mesure du radon dans les Eaux Destinées à la Consommation Humaine.
- La seconde note d'information du 5 avril 2018 (mise en ligne le 24 mai 2018) porte sur la gestion des risques sanitaires en cas de dépassement des limites de qualité pour le bore et le sélénium dans les Eaux Destinées à la Consommation Humaine, conformément aux articles R 1321-26 à R 1321-36 du Code de la Santé Publique.

→ Sécurité sanitaire et matériaux en contact avec l'Eau Destinée à la Consommation Humaine (EDCH)

Pris en application de l'article R.1321-48 du Code de la Santé Publique, l'arrêté du 18 janvier 2018 (JO du 26 janvier 2018) définit les conditions auxquelles doivent répondre les matériaux et objets étamés (ayant fait l'objet d'un traitement de surface par application d'un revêtement à base d'étain) mis sur le marché et destinés aux installations de production, de distribution et de conditionnement qui entrent en contact avec l'eau destinée à la consommation.

Dans un avis publié au JO du 23 janvier 2018, la Direction Générale de la Santé modifie la nature des essais et critères techniques que doivent satisfaire les matériaux et objets, constitués à base de ciment, entrant au contact d'eau destinée à la consommation humaine dans les installations de production, de traitement et de distribution d'eau pour bénéficier d'un certificat de conformité aux listes positives (CLP) indispensable à leur première mise sur le marché. Le précédent avis avait été publié en février 2012.

→ **Traitement des Eaux Destinées à la Consommation Humaine (EDCH)**

Dans deux avis publiés respectivement aux JO des 21 et 23 décembre 2018, la Direction Générale de la Santé met à jour la liste des modules de filtration membranaire et des réacteurs équipés de lampes à rayonnement ultraviolet (UV) qui bénéficient de l'attestation de conformité sanitaire (ACS) pour être utilisés pour le traitement de l'eau destinée à la consommation humaine.

→ **Sécurité des systèmes d'information / cybersécurité**

Par extension des dispositions prévues à la loi de Programmation Militaire (LPM), la loi 2018-133 du 26 février définit les mesures destinées à assurer le renforcement de la sécurité des réseaux informatiques et des systèmes d'information conformément à la Directive Européenne 2016/1146 du 6 juillet 2016 (dite « NIS », pour « Network and Information Security »).

Cette loi a donné lieu à la publication de plusieurs textes d'application, à savoir, le décret n°2018-384 du 23 mai 2018, les arrêtés du 13 juin 2018 (JO du 26 juin 2018), 1^{er} août 2018 (JO du 3 août 2018) et 14 septembre 2018 (JO du 29 septembre 2018).

La sécurité des réseaux et systèmes d'information consiste en leur capacité de résister à un niveau de confiance donné, à des actions qui compromettent la disponibilité, l'authenticité, l'intégrité ou la confidentialité des données stockées, transmises ou faisant l'objet d'un traitement, et de services connexes. Les opérateurs de services considérés comme essentiels (OSE) doivent mettre en œuvre des dispositions relatives à la sécurité de leurs réseaux et de leurs systèmes d'informations.

A travers ces différents textes d'application, le Premier Ministre dresse la liste des services considérés comme essentiels, dont les services publics d'eau, d'assainissement et d'évacuation des eaux pluviales, et fixe les règles de sécurité nécessaires à la protection des réseaux et systèmes d'informations avec pour objectif de garantir un niveau de sécurité, adapté aux risques existants.

Les opérateurs de ces services essentiels (OSE) peuvent être soumis à des contrôles avec des amendes, en cas de non-respect de leurs engagements, entre 75 000 et 125 000 €.

→ **Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés de travaux**

L'arrêté du 28 mai 2018 (JO du 14 juin 2018) modifie certaines dispositions techniques relevant du Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux. Il approuve officiellement des fascicules techniques faisant office de CCTG dans différents secteurs de travaux. Il dresse également la dénomination des six fascicules applicables au secteur de l'eau et de l'assainissement. Ceux-ci sont en cours de refonte au sein de la profession en vue d'une prochaine approbation par voie réglementaire.

Biodiversité et Qualité des milieux

→ **Substances dans les milieux**

Par une décision d'exécution du 5 juin 2018 (publiée le 7 juin 2018), la Commission Européenne a mis à jour la liste de vigilance des substances à surveiller dans les milieux aquatiques. Cette liste comporte huit polluants. Ces derniers sont susceptibles de présenter un risque pour l'environnement mais l'état de la connaissance ne permet pas de le confirmer. Par rapport à la précédente liste publiée en mars 2015, la Commission Européenne introduit trois nouvelles substances et en exclut cinq présentes dans la précédente liste.

→ *Surveillance des milieux aquatiques*

Evaluation des masses d'eau

Pris au titre des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement, l'arrêté du 27 juillet 2018 (JO du 30 août 2018) modifie l'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface.

La note technique du 26 décembre 2017 (mise en ligne le 24 janvier 2018) du Ministère de la Transition écologique et solidaire à destination des préfets de région précise les modalités de mise en œuvre du suivi des substances de l'état chimique des eaux de surface dans le biote, par bioaccumulation dans les organismes vivants (poissons, crustacés ou mollusques), dans le cadre de la directive cadre sur l'eau conformément à la directive 2013/39/UE du 12 août 2013.

L'arrêté du 17 octobre 2018 (publié au JO du 13 novembre 2018) ajoute le suivi dans le biote, par bioaccumulation dans les organismes vivants (poissons, crustacés ou mollusques), pour les substances de l'état chimique. Il propose également la mise à jour des normes ou des guides techniques pour l'échantillonnage, le traitement et l'analyse des échantillons des éléments de qualité écologique des cours d'eau et plans d'eau de métropole et d'outre-mer.

Méthodes d'analyse et agrément des laboratoires

Dans un avis publié au JO du 14 avril 2018, le Ministère de Transition écologique et solidaire modifie les limites de quantification des paramètres chimiques que doivent satisfaire les laboratoires agréés effectuant des analyses de l'eau et les milieux aquatiques. Ces limites de quantification se déclinent selon chaque matrice environnementale (eau douce, eau saline, sédiment, etc). Cet avis annule et remplace les précédents avis de janvier 2012 et de novembre 2015.

Le décret 2018-685 du 1er août 2018 (JO du 3 août 2018) modifie la procédure d'agrément des laboratoires d'analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques. L'agrément est désormais délivré pour une durée de cinq ans, contre deux ans auparavant. L'Agence Française pour la Biodiversité est chargée de l'instruction des demandes d'agrément.

Plans d'actions opérationnels territorialisés

L'instruction du Gouvernement en date du 14 août 2018, à destination des préfets de département (mise en ligne le 28 août 2018), fixe le cadre de la mise à jour des plans d'actions opérationnels territorialisés (PAOT) de la directive cadre sur l'eau pour l'année 2019 et introduit le guide technique national d'accompagnement de ce travail.

Cyanobactéries

Dans une instruction technique en date du 21 août 2018, la Direction Générale de l'Alimentation du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation dresse l'état de connaissances actuelles sur les épisodes de contamination des cours et plans d'eau douce par des efflorescences de cyanobactéries. Cette instruction propose des lignes directrices des actions à entreprendre en cas d'épisode de développement massif. Elle fait suite à l'occurrence de très nombreux épisodes au cours de l'été 2018.

→ *Protection des données de biodiversité*

Un arrêté du 17 mai 2018 publié le 4 juin 2018 crée une plateforme pour dépôt légal des données acquises par les maîtres d'ouvrage à l'occasion de projets d'aménagement et leur diffusion à titre gratuit. Ce dispositif résulte de l'article 7 de la loi Biodiversité de 2016 (art. L 411-1A du Code de l'environnement) qui précise qu'il s'agit des données brutes recueillies entre autres lors des études d'impact de certaines ICPE, IOTA et autres projets.

6.9. Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné au délégataire pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

Abonnés domestiques ou assimilés :

Les abonnés non domestiques sont redevables directement à l'Agence de l'eau pour les redevances de pollution et de modernisation des réseaux perçues habituellement sur les factures d'eau et d'assainissement. Il s'agit d'établissements dont les activités sont définies par un arrêté du 21/12/2017, et dont le volume d'activité dépasse certains seuils. Les abonnés non domestiques ne doivent pas être confondus avec les abonnés industriels. La notion d'abonnés industriels correspond à des critères propres au règlement de service.

Capacité de production :

Volume qui peut être produit par toutes les installations de production pour un fonctionnement journalier de 20 heures chacune (unité : m³/jour).

Certification ISO 14001 :

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 9001 :

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

Certification ISO 22000 :

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche de sécurité alimentaire effectuée par le délégataire.

Certification ISO 50001 :

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification OHSAS 18001 :

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

Consommateur – abonné (client) :

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc.). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de

service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). Pour Veolia, un consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

Consommation individuelle unitaire :

Consommation annuelle des consommateurs particuliers individuels divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de consommateurs particuliers individuels et collectifs (unité : m³/client/an).

Consommation globale unitaire :

Consommation annuelle totale des clients divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de clients (unité : m³/consommateur/an).

Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service et taux de respect de ce délai [D 151.0] :

Ce délai est le temps exprimé en heures ou en jours sur lequel s'engage le service pour ouvrir un branchement neuf (hors délai de réalisation des travaux) ou remettre en service un branchement existant. Le taux de respect est exprimé en pourcentage du nombre de demandes d'ouverture d'un branchement pour lesquelles le délai est respecté. (Arrêté du 2 mai 2007)

Développement durable :

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030 sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

Eau souterraine influencée :

Eaux d'origine souterraine provenant de milieux fissurés présentant une turbidité périodique importante et supérieure à 2 NFU.

HACCP :

Hazard Analysis Critical Control Point : méthode d'identification et de hiérarchisation des risques développée à l'origine dans le secteur agroalimentaire, cette méthode est depuis utilisée pour les systèmes d'alimentation en eau potable.

Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau [P108.3] :

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

- 💧 0 % : aucune action ;
- 💧 20 % : études environnementale et hydrogéologique en cours ;
- 💧 40 % : avis de l'hydrogéologue rendu ;
- 💧 50 % : dossier déposé en préfecture ;
- 💧 60 % : arrêté préfectoral ;

- ◆ 80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) ;
- ◆ 100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté.

En cas d'achat d'eau à d'autres services publics d'eau potable par le service ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en tenant compte des volumes annuels d'eau produits ou achetés à d'autres services publics d'eau potable.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable [P103.2] :

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- ◆ le niveau de connaissance du réseau et des branchements,
- ◆ et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 100 points pour les services n'exerçant pas la mission de distribution.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Indice linéaire de pertes en réseau [P106.3] :

L'indice linéaire de pertes en réseau est égal au volume perdu dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Cette perte est calculée par différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé. Il est exprimé en m³/km/jour.

Indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] :

L'indice linéaire des volumes non comptés est égal au volume journalier non compté par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Le volume non compté est la différence entre le volume mis en distribution et le volume comptabilisé. L'indice est exprimé en m³/km/jour.

Nombre d'habitants desservis (Estimation du) [D101.0] :

Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

Parties prenantes :

Acteurs internes et externes intéressés par le fonctionnement d'une organisation, comme un service d'eau ou d'assainissement : salariés, clients, fournisseurs, associations, société civile, pouvoirs publics ...

Prélèvement :

Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons pour n laboratoires). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

Rendement du réseau de distribution [P104.3] :

Le rendement du réseau est obtenu en faisant le rapport entre, d'une part le volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services publics d'eau potable et, d'autre part le volume produit augmenté des volumes achetés à d'autres services publics d'eau potable. Le volume consommateurs sans comptage et le volume de service du réseau sont ajoutés au volume comptabilisé pour calculer le volume consommé autorisé. Le rendement est exprimé en pourcentage. (Arrêté du 2 mai 2007)

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum à atteindre pour chaque réseau de distribution, dont la valeur dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau. Cette valeur « seuil » est définie par le décret 2012-97 du 27 janvier 2012. Cette définition réglementaire est transcrite dans la formule générique donnée ci-après :

$$\text{Objectif Rdt Grenelle 2} = \text{Min} (A + 0,2 \text{ ILC} ; 85)$$

Avec :

- Objectif Rdt Grenelle 2 exprimé en % ;
- ILC : Indice Linéaire de Consommation ($m^3/j/km$) qui traduit la densité de l'habitat et la taille du service ;
- A = 65 dans la majorité des situations excepté pour les réseaux alimentés, d'une part, par une ressource en eau classée en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) et, d'autre part, par des prélèvements supérieurs à 2 Mm^3/an où le terme A prend alors la valeur de 70 (pour tenir compte de la faible disponibilité de la ressource en eau).

Réseau de desserte :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression l'eau potable issue des unités de potabilisation jusqu'aux points de raccordement des branchements des abonnés ou des appareils publics (tels que les bornes incendie, d'arrosage, de nettoyage...) et jusqu'aux points de livraison d'eau en gros. Il est constitué de réservoirs, d'équipements hydrauliques, de conduites de transfert, de conduites de distribution mais ne comprend pas les branchements.

Réseau de distribution :

Le réseau de distribution est constitué du réseau de desserte défini ci-dessus et des conduites de branchements.

Résultat d'analyse :

On appelle résultat d'analyse chaque valeur mesurée pour chaque paramètre. Ainsi pour un prélèvement effectué, il y a plusieurs résultats d'analyse (1 résultat par paramètre).

Taux d'impayés [P154.0] :

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux d'occurrence des interruptions du service non programmées [P151.1] :

Nombre de coupures d'eau, par millier d'abonnés, survenues au cours de l'année pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24h à l'avance.

Les coupures de l'alimentation en eau liées à des problèmes qualitatifs sont prises en compte.

Les coupures chez l'abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ne sont pas prises en compte.

Taux de mensualisation :

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement mensuel par prélèvement bancaire.

Taux de prélèvement :

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement des factures par prélèvement bancaire.

Taux de conformité aux paramètres microbiologiques [P101.1] :

Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/j : pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ◆ Ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique
- ◆ Et le cas échéant ceux réalisés par le délégataire dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/j : nombre de prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

Taux de conformité aux paramètres physico-chimiques [P102.1] :

Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/j : pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses physico-chimiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ◆ ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique.
- ◆ et le cas échéant ceux réalisés par l'opérateur dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/j : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

Taux de mutation (demandes d'abonnement) :

Nombre de demandes d'abonnement (mouvement de consommateurs) rapporté au nombre total de consommateurs, exprimé en pour cent.

Taux de réclamations [P155.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est à mettre en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix.

Volume acheté en gros (ou acheté à d'autres services d'eau potable) :

Le volume acheté en gros est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume importé.

Volume comptabilisé :

Le volume comptabilisé résulte des relevés des appareils de comptage des abonnés (circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Ce volume n'inclut pas le volume vendu en gros.

Volume consommateurs sans comptage :

Le volume consommateurs sans comptage est le volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation.

Volume consommé autorisé :

Le volume consommé autorisé est, sur le périmètre du service, la somme du volume comptabilisé, du volume consommateurs sans comptage et du volume de service du réseau.

Volume de service du réseau :

Le volume de service du réseau est le volume utilisé pour l'exploitation du réseau de distribution.

Volume mis en distribution :

Le volume mis en distribution est la somme du volume produit et du volume acheté en gros (importé) diminué du volume vendu en gros (exporté).

Volume produit :

Le volume produit est le volume issu des ouvrages de production du service pour être introduit dans le réseau de distribution. Le volume de service de l'unité de production n'est pas compté dans le volume produit.

Volume vendu en gros (ou vendu à d'autres services d'eau potable) :

Le volume vendu en gros est le volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume exporté.

6.10. Autres annexes

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, **GRAS SAVOYE**., société de courtage d'assurance, n° ORIAS 07 001 707 , dont le siège est sis :

**Immeuble Quai 33- 33 quai de Dion-Bouton
92800 PUTEAUX**

agissant par délégation et pour le compte des assureurs

attestons que la société : **VEOLIA EAU – Compagnie Générale des Eaux
21 rue la Boétie
75008 PARIS**

est garantie par les polices, Dommages aux biens, Responsabilités, Pertes financières consécutives et Frais et Pertes annexes, de type « Tous Risques Sauf » Portant les numéros **2019/FR/PDBI/001** par **CODEVE Insurance Company DAC, Elm Park, Merrion Road, Dublin 4 , Ireland** ; et d'autre part en excédent de la police émise par CODEVE, les numéros **XFR0065675PR** et **XFR0066375PR** émises par **AXA CORPORATE SOLUTIONS ASSURANCE**, Société Anonyme de droit Français, régie par le Code des Assurances, au capital de EUR 190.069.080, dont le siège social est situé 61 rue Mstislav Rostropovitch 75832 Paris Cedex 17, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 399 227 354.

*Ces contrats ont été souscrits par **VEOLIA ENVIRONNEMENT S.A.** agissant tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, groupements, associations, sociétés civiles immobilières faisant partie du même groupe d'affaire, et notamment pour le compte de :*

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boétie
75008 PARIS

Ces polices en ligne garantissent l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers (en propriété ou en location), les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les événements suivants :

Incendie – Explosions – Foudre – Bris de machines – Dommages électriques – Fumées – Dégâts des eaux – Tempêtes – Grêle (Dommages de grêle exclus sur le matériel roulant) – Accumulation de la neige sur les toitures – Vandalisme – Emeutes – Mouvements populaires – Malveillance – Chocs de véhicules terrestres – Chutes d'aéronefs et d'engins spatiaux – Vol – Evènements naturels – Catastrophes Naturelles en France, (art.L125-1 et suivants du code des Assurances), Actes de Terrorisme et Attentats en France, (art.L126-2 et L126-3 du code des Assurances).

et ce, aux clauses et conditions des contrats cités en référence ci-dessus.

La présente attestation est valable du **1er Janvier 2019** jusqu'au **31 Décembre 2019**, sous réserve des possibilités de suspension et/ou résiliation de la police en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le contrat ou par le Code des Assurances.

CETTE ATTESTATION CONSTITUE UNE PRESOMPTION D'ASSURANCE ET NE SAURAIT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LIMITES DU CONTRAT AUQUEL ELLE SE REFERE.

Fait à Puteaux, le 04/01/2019



Attestation d'Assurance - Risques Environnementaux

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

VEOLIA ENVIRONNEMENT
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00218519** garantissant les conséquences pécuniaires des risques environnementaux pouvant lui incomber du fait de l'exploitation des sites assurés et des activités garanties par ce contrat.

Les garanties s'exercent dans le respect de la législation locale et à concurrence des montants ci-après qui s'entendent par sinistre et pour l'ensemble des sinistres imputés à la période d'assurance, sans pouvoir excéder **30 000 000 EUR** pour la période d'assurance :

GARANTIES DE BASE :
RESPONSABILITE CIVILE ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT :

Engagement annuel maximum de l'Assureur, toutes garanties confondues : **10 000 000 EUR**

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'Assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

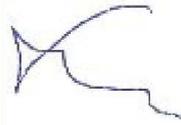
Période de la police du 01/01/2019 au 31/12/2019 inclus.

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2019 au 31/12/2019 inclus. Elle est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 04/01/2019

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :



Signature autorisée/ Authorised signatory :



Allianz Global Corporate & Specialty SE
Succursale en France
1 Cours Michelet - CS 30051
92076 PARIS LA DEFENSE CEDEX
487 424 608 RCS Nanterre

Siège social:
Königinstrasse 28
80802 Munich
Allemagne

Société Européenne immatriculée en Allemagne sous le N° HRB 208312
Entreprise soumise au contrôle de la Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht
Graurheindorfer Strasse 108 - 53117 Bonn, Allemagne
www.agcs.allianz.com



Notre référence à rappeler
dans toute correspondance :

N° souscripteur : F18746E
N° contrat : 1351.001 / 2 85834
N°SIREN : 572 025 526

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES
EAUX**

21, rue La Boétie

75008 PARIS

Pour tout renseignement contacter :

Site de gestion
SMA SA Grands Comptes et International
8 rue Louis Armand CS 71201- 75738 PARIS CEDEX 15
Tél : 01.40.59.70.00 / Fax: 01.40.59.70.57

CONTRAT D'ASSURANCE RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES NON SOUMIS

Attestation d'assurance 2019
Valable à compter du 01/01/2019 jusqu'au 31/12/2019

La SMA SA certifie que l'assuré désigné ci-dessus est bénéficiaire d'un contrat POLICE ASSURANCE CONSTRUCTION, numéro **F18746E 1351.001 / 2 85834** souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA à effet du 01/01/2017 pour le compte de l'ensemble de ses filiales garantissant, à ce jour, les activités suivantes :

Entreprise générale tous corps d'état, contractant général ou maître d'œuvre dans tous domaines d'activité et notamment dans le domaine des services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :

- Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
- Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
- Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, ..)
- Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
- Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
- Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,
- Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
- Réservoirs, et bassins de rétention,
- Eoliennes,
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- Réseaux de chaleur / chauffage urbain

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com





- Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau
- Eclairage public et signalisations,
- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement » et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD OUEST.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges,
- Installations thermiques de génie climatique, VMC , d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- Gestion technique Centralisée
- Electricité,
- Installation groupes électrogènes.
- Plomberie / installations sanitaires
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage)
- Détection incendie, intrusion
- Couverture / charpente bois,
- Ravalement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques
- Etanchéité de toitures.
- Revêtements textiles et plastiques,
- Ingénierie Bâtiment : Maitrise d'œuvre, études techniques TCE
- Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
- MOE de désamiantage
- Maitrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)
- Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
- Etudes techniques Vitrerie Miroiterie y compris façades aluminium

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com





Ce contrat garantit

- du fait des activités professionnelles mentionnées ci-avant,
 - pour une participation à des opérations de construction d'un ouvrage non soumis à l'obligation d'assurance,
 - lorsque l'opération n'excède pas 30.000.000 € HT (travaux et honoraires compris), ou que le marché de l'assuré n'excède pas pour les ouvrages suivants :
 - Réseaux de chaleur : 3 000 000 € HT
 - Eoliennes : 3 000 000 € HT y compris honoraires pour la part concernant l'infrastructure
 - Installations photovoltaïques (au sol et sur un ouvrage non soumis) : 3 000 000 € HT
 - Cuves et réservoirs : 3 000 000 € HT
 - Réseaux enterrés : 10 000 000 € HT
- Au-delà de ces montants, l'assuré doit déclarer le chantier concerné et souscrire, auprès de SMA SA, un avenant d'adaptation de garantie. A défaut, il sera fait application d'une règle proportionnelle selon l'article L.121-5 du Code des assurances.
- pour des travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publié par un organisme reconnue par la profession,
 - pour des travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date.

les conséquences des responsabilités énumérées ci-dessous :

| Nature des garanties | Montant des garanties : sans pouvoir excéder 10 000 000 € par année d'assurance pour l'ensemble des garanties et des assurés |
|---|--|
| Garantie de responsabilité civile décennale relative aux ouvrages listés à l'article L.243-1-1-I du Code des assurances. | Marché d'entreprise : 5 000 000 € par sinistre dans un montant annuel épuisable de 10 000 000 € HT |
| | Marché de maître d'œuvre : 2 000 000 € par sinistre dans un montant annuel épuisable de 10 000 000 € HT |
| | Sauf marché relatif à : |
| | - construction d'éoliennes : 500 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an |
| | - réseaux de chaleur : 500 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an |
| | - cuves et réservoirs : 1 000 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an |
| | - installations photovoltaïques : 1 000 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an |
| Garantie dommages en répercussion | Tous marchés confondus : 500 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an |

**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com





Tous travaux, ouvrages ou opérations de construction ne répondant pas aux conditions précitées peuvent faire l'objet, sur demande spéciale de l'assuré, d'une garantie spécifique, soit par contrat, soit par avenant.

La présente attestation ne peut pas engager la SMA SA au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à Paris le 7 décembre 2018

Le Président du Directoire
Par délégation



**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com





| | |
|--|---|
| <i>Notre référence à rappeler dans toute correspondance :</i> | |
| N° ASSURE : F18746E N° CONTRAT : 1351.001/ 2 85834 N° SIREN : 572 025 526 | |
| Pour tout renseignement contacter : SMA SA Grands Comptes et International 8 rue Louis Armand CS 71201 75738 Paris Cedex 15 Tél. : 01.40.59.70.00 Fax : 01.40.59.70.57 | VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX 21, rue La Boétie 75008 PARIS |

Contrat d'assurance RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS

Période de validité : du 01/01/2019 au 31/12/2019

SMA SA ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA numéro **F18746E 1351.001 / 2 85834** pour l'ensemble de ses filiales.

1- PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Les garanties objets de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles suivantes : Entreprise, maître d'œuvre ou fabricant-vendeur dans tous domaines d'activités et notamment dans le domaine des Services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :
 - o Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
 - o Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
 - o Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, ..)
 - o Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
 - o Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
 - o Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,
 - o Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
 - o Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
 - o Réservoirs, et bassins de rétention,

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com





- Eoliennes,
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- Réseaux de chaleur / chauffage urbain
- Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau
- Eclairage public et signalisations,
- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement » et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD OUEST.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges,
- Installations thermiques de génie climatique, VMC , d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- Gestion technique Centralisée
- Electricité,
- Installation groupes électrogènes.
- Plomberie / installations sanitaires
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage)
- Détection incendie, intrusion
- Couverture / charpente bois,
- Ravalement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques
- Etanchéité de toitures.
- Revêtements textiles et plastiques,
- Ingénierie Bâtiment : Maitrise d'œuvre, études techniques TCE
- Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
- MOE de désamiantage
- Maitrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com





- Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
- Etudes techniques Vitrerie Miroiterie y compris façades aluminium
- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A 243-1 du code des assurances ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;
- aux chantiers dont le coût total de construction hors taxes tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 30 000 000 €. Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de :
 - 10 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux incluant la structure ou le gros œuvre,
 - 6 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux n'incluant pas la structure ou le gros œuvre,
 - 3 000 000 € par sinistre si l'assuré est concepteur, non réalisateur de travaux.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
 - travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date,
 - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P^{(1),(3)}, ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P^{(2),(3)},
 - travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publiée par un organisme reconnu par la profession, dans le cadre de marchés de travaux publics,
 - procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
 - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P⁽³⁾,
 - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
 - d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

(1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de par l'Agence Qualité Construction AQC) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P

(2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012) sont consultables sur le site internet du programme RAGE : www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr

(3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC www.qualiteconstruction.com

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com



2- ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

| Nature de la garantie | Montant des garanties |
|---|---|
| <p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.</p> | <p>En Habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</p> |
| | <p>Hors Habitation: Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du code des assurances.</p> |
| | <p>En présence d'un CCRD: Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</p> |
| Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables | <p>Marché d'entreprise 1 000 000 € épuisable par année d'assurance</p> |
| | <p>Marché de maîtrise d'œuvre 350 000 € épuisable par année d'assurance</p> |
| <p>Durée et maintien des garanties : La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.</p> | |

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

3- GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792.2 du Code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du Code civil.

**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com





La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées reste celui prévu par L'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à PARIS
Le 07/12/2018

Le Directeur général
Par Délégation



SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com



Ressourcer le monde

Veolia

30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers

www.veolia.com